

BULLETIN D'INFORMATION ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION MENA
AVRIL 2022



CONFRONTATION AVEC LA RÉALITÉ :

PRÉVISIONS DE CROISSANCE DANS
LA RÉGION MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD EN PÉRIODE D'INCERTITUDE



GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Confrontation avec la réalité : Prévisions de croissance dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord en période d'incertitude



2022 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale
1818 H Street NW, Washington, DC 20433
Téléphone : 202-473-1000; Internet : www.worldbank.org

Certains droits réservés

1 2 3 4 25 24 23 22

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent. La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ni comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

Droits et autorisations



L'utilisation de cet ouvrage est soumise aux conditions de la licence Creative Commons Attribution 3.0 IGO (CC BY 3.0 IGO) <http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/igo>. Conformément aux termes de la licence Creative Commons Attribution (paternité), il est possible de copier, de distribuer, de transmettre et d'adapter le contenu de l'ouvrage, notamment à des fins commerciales, sous réserve du respect des conditions suivantes :

Mention de la source L'ouvrage doit être cité de la manière suivante : Gatti, Roberta; Lederman, Daniel; Islam, Asif M.; Wood, Christina A.; Fan, Rachel Yuting; Lotfi, Rana; Mousa, Mennatallah Emam et Nguyen, Ha. 2022. «Confrontation avec la réalité : prévisions de croissance dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord en période d'incertitude». *Bulletin d'information économique de la région MENA*, (avril), Washington, DC : Banque mondiale. Doi : 10.1596/978-1-4648-1865-3. Licence : Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO

Traductions—Si une traduction de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source de l'ouvrage le déni de responsabilité suivant : *Cette traduction n'a pas été réalisée par la Banque mondiale et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle de cette institution. La Banque mondiale ne saurait être tenue responsable du contenu de la traduction ni des erreurs qui peuvent y figurer.*

Adaptations—Si une adaptation de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source le déni de responsabilité suivant : *Cet ouvrage est une adaptation d'une œuvre originale de la Banque mondiale. Les idées et opinions exprimées dans cette adaptation n'engagent que l'auteur ou les auteurs de l'adaptation et ne sont pas validées par la Banque mondiale.*

Contenu tiers—La Banque mondiale n'est pas nécessairement propriétaire de chaque composante du contenu de cet ouvrage. Elle ne garantit donc pas que l'utilisation d'une composante ou d'une partie quelconque du contenu de l'ouvrage ne porte pas atteinte aux droits des tiers concernés. L'utilisateur du contenu assume seul le risque de réclamations ou de plaintes pour violation desdits droits. Pour réutiliser une composante de cet ouvrage, il vous appartient de juger si une autorisation est requise et de l'obtenir le cas échéant auprès du détenteur des droits d'auteur. Parmi les composantes, on citera, à titre d'exemple, les tableaux, les graphiques ou les images.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, s'adresser au service des publications de la Banque mondiale à l'adresse suivante : World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; courriel : pubrights@worldbank.org.

ISBN (version électronique) : 978-1-4648-1865-3

DOI : 10.1596/978-1-4648-1865-3

Maquette de couverture : Rajesh Sharma

Photo de couverture : Antikwar/Shutterstock.com

Reproduite avec l'autorisation de l'auteur. Autorisation nécessaire pour toute autre utilisation.

Table des matières

Remerciements.....	iv
Abréviations.....	v
Avant-propos.....	vi
Introduction et présentation générale des résultats.....	1
CHAPITRE I. La reprise dans un contexte d'incertitude.....	5
I.1 La guerre en Ukraine : Des effets hétérogènes potentiels sur la région qui ajoutent à l'incertitude.....	5
I.2 La pandémie dans la région MENA : Pas encore tirés d'affaire!.....	11
I.3 Perspectives économiques : Une reprise inégale dans un contexte d'incertitude.....	14
CHAPITRE II. Établir des prévisions de croissance lorsque les données sont opaques.....	20
Introduction.....	20
II.1. Les fondements conceptuels des erreurs de prévision.....	22
II.2. Sources des erreurs de prévision dans la région MENA.....	27
II.3. Le rôle de l'instabilité de la croissance et de la transparence des données dans les erreurs de prévision.....	37
Conclusion : Les dangers de l'opacité des données.....	41
CHAPITRE III. Confrontation avec la réalité : Incertitudes autour des prévisions de croissance pour 2022.....	44
III.1. Des prévisions de croissance pour 2022 imprécises depuis octobre 2021.....	44
III.2. Marges d'incertitude entourant les prévisions de croissance pour 2022.....	46
Bibliographie.....	50
Annexe.....	53
Annexe II.1. Définitions, tableaux de régression et figures.....	53
Annexe II.2. Estimation de la relation entre la capacité statistique et l'ampleur des erreurs de prévision de la croissance du PIB.....	60
Annexe II.3. Une comparaison des types de prévisionnistes.....	61

Figures

Figure I.1 : Prix normalisés du pétrole et du blé.....	6
Figure I.2 : La hausse des prix du pétrole à court terme devrait s'inverser à long terme	6
Figure I.3 : Les anticipations inflationnistes sont en hausse depuis le début de la guerre en Ukraine.....	6
Figure I.4 : Les pays MENA sont généralement des importateurs nets de denrées alimentaires et beaucoup sont de gros exportateurs nets de combustibles.....	7
Figure I.5 : Les écarts de rendement des obligations augmentent pour les pays en développement très endettés.....	9
Figure I.6 : Les taux de vaccination de nombreux pays MENA sont inférieurs à ceux des pays de la même catégorie de revenu	12
Figure I.7 : Une reprise inégale dans le secteur privé.....	13
Figure I.8 : PIB par habitant entre 2019 et 2023.....	15
Figure I.9 : Inflation médiane par groupes de pays MENA	16
Figure I.10 : Hausse des prix des denrées alimentaires dans la région MENA entre le 14 février 2020 et le 3 février 2022	19
Figure II.1 : Erreurs de prévision de la croissance en janvier, par région et par institution (2010–2020)	28
Figure II.2 : Erreurs de prévision au fil du temps, par région et par institution.....	29
Figure II.3 : Erreurs de prévision et erreurs de prévision absolues en janvier, avant la pandémie, par région et par institution (période : 2010-2019).....	30
Figure II.4 : Évolution de l'ICS et du PIB par habitant (de 2005 à 2019).....	31
Figure II.5 : Évolution des IPS et du PIB par habitant (de 2016 à 2019)	31
Figure II.6 : Erreurs de prévision et capacité en matière de données (ICS)	32
Figure II.7 : Valeur absolue des erreurs de prévision par tercile d'instabilité de la croissance (2010-2020)	34
Figure II.8 : Conflits et erreurs de prévision de la croissance dans la région MENA et le reste du monde.....	35
Figure II.9 : Chocs des cours des exportations de produits de base	36
Figure II.10 : Erreurs de prévision absolues et terciles de chocs des cours des exportations de produits de base (2010-2020)	36
Figure BII.3 : Erreurs de prévision absolues de l'inflation dans les différentes régions du monde (1999-2020).....	37
Figure II.11 : Erreurs de prévision par zone géographique et type d'institution.....	41
Figure III.1 : Prévisions et ajustements de la croissance du PIB en 2020	47
Figure III.2 : Prévisions et ajustements de la croissance du PIB en 2022	48
Figure X1 : Indice de capacité statistique au fil du temps, par pays MENA	53
Figure X2 : Erreurs de prévisions régionales à long terme.....	54
Figure X3 : Erreurs de prévision absolues, par mois	55
Figure X4 : Erreurs de prévision de la croissance en janvier pour les pays FCV et non-FCV de la région MENA	55

Tableaux

Tableau I.1. : Récapitulatif des effets de la guerre en Ukraine sur la région MENA	10
Tableau I.2. : Prévisions de croissance, de solde courant et de solde budgétaire	13
Tableau I.B1 : Épisodes d'inflation dans la région MENA de 1970 à 2020 : Conséquences des conflits ou d'autres facteurs exogènes	17
Tableau I.3. : Inflation et prévision de l'inflation dans la région MENA	18
Tableau BII.1 : Sous-composantes de l'indicateur de capacité statistique	26
Tableau II.1 : Disponibilité de données macroéconomiques pour la région MENA (janvier 2022)	33
Tableau III.1 : Comparaison des prévisions de croissance du PIB réel pour 2022 depuis octobre 2021.....	45
Tableau X1. Déterminants des erreurs de prévision absolues de la croissance	55
Tableau X2. Déterminants des erreurs de prévision	56
Tableau X3. Sous-indicateurs de l'ICS en tant que variables explicatives des erreurs de prévision	57
Tableau X4. IPS et les erreurs de prévision de la croissance.....	58

Encadrés

Encadré I.1 : Une inflation historiquement forte dans la région MENA, 1970-2020	16
Encadré II.1 : Indicateur de capacité statistique	25
Encadré II.2 : Transparence et indicateur de capacité statistique	26
Encadré II.3 : Erreurs de prévision de la croissance de la production réelle et de l'inflation	37
Encadré II.4. : Méthodes utilisées par le FMI et la Banque mondiale pour établir leurs prévisions	42

Remerciements

Le Bulletin d'information économique de la région MENA est produit par le bureau de l'économiste en chef de la Banque mondiale pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MNACE). Le présent rapport a été rédigé par Roberta Gatti (économiste en chef pour la région), Daniel Lederman (économiste en chef adjoint), Asif M. Islam (chef d'équipe), Christina A. Wood, Rachel Yuting Fan, Rana Lotfi, Mennatallah Emam Mousa et Ha Nguyen.

L'équipe du rapport a bénéficié des précieuses contributions de Johannes G. Hoogeveen et Minh Cong Nguyen, ainsi que des économistes-pays de la région MENA qui sont : Jaime de Pinies Bianchi, Ashwaq Natiq Maseeh, Sahar Sajjad Hussain, Khaled Alhmoud, Cyril Desponts, Majid Kazemi, Dalia Al Kadi, Luan Zhao, Gianluca Mele, Amir Mokhtar Althibah, Rick Emery Tsouck Ibounde, Sara B. Alnashar, Hoda Youssef, Saadia Refaat, Anastasia Janzer-Araji, Wissam Harake, Javier Diaz Cassou, Amina Iraqi, Massimiliano Cali, Mohamed Habib Zitouna et Nur Eddin.

L'équipe se félicite des commentaires et conseils avisés reçus sur plusieurs sujets abordés dans le rapport. Ferid Belhaj (vice-président pour la Région), Nadir Mohammed, Paul Nomba Um, Issam A. Abousleiman, Stefan G. Koeberle, Johannes G. Hoogeveen et Marina Wes ont ainsi formulé des observations fort utiles. L'équipe témoigne également sa gratitude aux personnes suivantes dont l'appui, les observations et l'encadrement ont grandement contribué à la production du rapport : Prakash Loungani; Éric Le Borgne (chef de service au Pôle), Kevin Carey, Jaime de Pinies Bianchi, Hoda Youssef, Saadia Refaat, Naoko C. Kojo, Abdoulaye Sy et Javier Diaz Cassou de l'équipe Macroéconomie, commerce et investissement de la Banque mondiale pour la région MENA; Franziska Lieselotte Ohnsorge (chef de service), Franz Ulrich Ruch, Justin Damien Guenette, Peter Stephen Oliver Nagle et Carlos Arteta de l'équipe des *Perspectives économiques mondiales* de la Banque mondiale; ainsi que Aart Kraay (économiste en chef adjoint et directeur, Politique du développement) et Steven Pennings du groupe de recherche sur l'économie du développement.

Nous remercions Susan Fleming des conseils opportuns qu'elle nous a fournis sur la formulation des messages aux derniers stades de production du rapport, et James L. Rowe Jr. pour avoir édité le manuscrit de la Présentation générale et du Chapitre II du rapport.

Notre gratitude s'adresse enfin à l'unité Traduction, imprimerie et multimédia du département des Solutions institutionnelles globales (GCS) du Groupe de la Banque mondiale pour son accompagnement, ainsi qu'à Swati Raychaudhuri et Tourya Tourougui pour leur appui administratif remarquable.

Abréviations

BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement	MENA	Région Moyen-Orient et Afrique du Nord
BM	Banque mondiale	MICS	Enquête en grappes à indicateurs multiples
CCG	Conseil de coopération du Golfe	MPO	Macro and Poverty Outlook
COVID-19	Maladie à coronavirus de 2019	NA	Région Amérique du Nord
CPIA	Évaluation de la politique et des institutions nationales	OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
EAP	Région Asie de l'Est et Pacifique	OMS	Organisation mondiale de la santé
EAU	Émirats arabes unis	ONG	Organisation non gouvernementale
ECA	Région Europe et Asie centrale	ONU	Organisation des Nations Unies
EDS	Enquêtes démographiques et sanitaires	OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	PIB	Produit intérieur brut
FCV	Pays en situation de fragilité, conflit et violence	PMI	Indice des directeurs d'achat
FMI	Fonds monétaire international	SA	Région Asie du Sud
GEP	<i>Perspectives économiques mondiales de la BM</i>	SDDS	Normes spéciales de diffusion des données
GNL	Gaz naturel liquéfié	SIDA	Syndrome d'immunodéficience acquise
ICS	Indice de capacité statistique	SSA	Région Afrique subsaharienne
IDA	Association internationale de développement	SWIFT	Société de télécommunications interbancaires mondiales
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires	TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
IHSN	Réseau international d'enquêtes sur les ménages	UCDP	Programme de données sur les conflits d'Uppsala
IPC	Indice des prix à la consommation	UE	Union européenne
IPS	Indicateur de performance statistique	UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
IPUMS	Série intégrée de microdonnées à usage public	USA	États-Unis d'Amérique
LAC	Région Amérique latine et Caraïbes	VIH	Virus de l'immunodéficience humaine
LOWESS	Méthode de régression locale ou de lissage de nuage de points localement pondéré	WDI	Indicateurs du développement dans le monde
		WEO	<i>Perspectives de l'économie mondiale du FMI</i>

Avant-propos

La pandémie de COVID-19 entre dans sa troisième année, avec la possibilité que le virus subisse d'autres mutations. L'inflation mondiale atteint des niveaux historiques. Le changement climatique continue de faire des ravages, des phénomènes météorologiques extrêmes se produisant partout dans le monde. Les conflits et les troubles sociaux persistants dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) continuent d'alimenter le sentiment d'instabilité sociale. Et voilà qu'advient la guerre en Ukraine, qui a des répercussions économiques sur les marchés mondiaux de l'énergie, des produits alimentaires et des capitaux. Dire que l'incertitude règne est un euphémisme.

La gestion de l'incertitude pose un défi majeur aux décideurs de la région MENA et du monde entier. Bien que tous les risques ne puissent pas être atténués avant qu'ils ne se concrétisent, ce défi s'accompagne d'un large éventail de questions stratégiques qui vont de politiques macroéconomiques prudentes à la réalisation d'investissements intelligents dans les systèmes de santé publique.

La précédente édition de notre Bulletin d'information économique publiée en octobre 2021 par le bureau de l'économiste en chef pour la région MENA mettait en garde contre les risques d'un « excès de confiance » dans notre capacité à répondre à des crises telles que la pandémie actuelle. Dans le cas de la santé publique, la préparation implique d'investir dans la surveillance épidémiologique, le partage de l'information et la capacité à faire face à une augmentation soudaine du nombre de patients en raison de calamités sanitaires inattendues. Si les systèmes de santé se laissent submerger, le nombre de décès peut être dévastateur et s'accompagner de pertes économiques proportionnelles.

La présente édition du Bulletin d'information économique de la région MENA nous rappelle que nous ne sommes pas encore tirés d'affaire en ce qui concerne la COVID-19. Et ce qui est peut-être plus important, c'est que ses auteurs attirent l'attention sur un autre défi tout aussi imposant en période d'incertitude : le risque d'un excès d'optimisme quant aux perspectives de nos économies à court terme. Certes, ce défi se révèle complexe, mais le rapport met l'accent sur un instrument couramment utilisé pour préparer l'avenir proche, à savoir les prévisions économiques.

Comme les prévisions météorologiques, les projections de la croissance économique à court terme sont rarement exactes. Mais tant qu'elles sont raisonnablement établies, nous disent les auteurs, elles constituent de précieux outils de planification et de préparation financières pour les pouvoirs publics. Si elles se révèlent excessivement optimistes, comme ce fut le cas avec la trop grande confiance placée dans le système de santé publique, les conséquences peuvent être désastreuses. Le rapport cite des travaux universitaires existants qui quantifient les risques liés à des prévisions de croissance trop optimistes. Je vous invite à le lire attentivement.

En ce moment où règne l'incertitude tant à l'échelle régionale que mondiale, le présent rapport se penche sur diverses prévisions économiques, notamment nos propres prévisions à la Banque mondiale, les prévisions du Fonds monétaire international ainsi que celles du secteur privé pour un large échantillon de pays, couvrant des données qui remontent à une dizaine d'années. L'analyse franche du rapport sur l'art de la prévision économique est, à vrai dire, attendue depuis longtemps.

L'avenir peut être difficile à prédire, surtout en période d'incertitude extrême, comme en ce moment avec la guerre en Ukraine qui déstabilise les marchés céréaliers et énergétiques. Les prévisionnistes ont la lourde tâche d'indiquer la direction du vent en matière économique, de mettre en garde contre des catastrophes imminentes, et de dire comment les éviter. Les prévisions aident gouvernements et entreprises à planifier l'avenir. Par exemple, ce sont les prévisions de croissance qui ont fourni les premières indications du coût réel de la pandémie. Le travail des prévisionnistes de la croissance dans la région MENA est rendu particulièrement difficile par la forte instabilité de la croissance, qui est amplifiée par l'exposition aux

chocs des prix des produits de base et aux conflits perpétuels. Les prévisionnistes font de leur mieux avec les informations dont ils disposent. Cependant, ils se heurtent souvent à l'opacité des données, un problème bien trop courant dans la région MENA.

Les auteurs fournissent des éléments qui montrent qu'au cours de la décennie écoulée, les prévisions de croissance dans la région MENA ont souvent été imprécises et excessivement optimistes. Je vous invite à lire leur analyse avec un esprit critique, car s'ils ont raison, nous devons agir d'urgence pour améliorer les prévisions économiques dans la région MENA. Permettez-moi de le répéter : les prévisions de croissance, comme les prévisions météorologiques, ne doivent pas être parfaitement exactes pour être utiles. Toutefois, des prévisions de croissance trop optimistes peuvent entraîner des contractions économiques au bout du compte. En période d'incertitude, il est important de ne pas tomber dans le piège de l'excès de confiance, comme l'a montrée l'expérience des systèmes de santé de la région pendant la pandémie. La région doit faire preuve de prudence en ce qui concerne ses perspectives de croissance et agir sur cette incertitude en renforçant sa résilience.

L'une des grandes questions que se posent par conséquent les responsables de l'action publique est comment améliorer la précision de nos prévisions économiques, que ce soit à la Banque mondiale, au FMI ou dans le secteur privé. Une conclusion importante que tirent les auteurs du rapport est que l'un des moyens d'améliorer les prévisions consiste à fournir aux prévisionnistes autant d'informations de qualité que possible. Ce message, font valoir les auteurs, repose sur de nouvelles données statistiques qui devraient intéresser nos clients, nos universitaires et le secteur privé. Si les données s'avèrent solides, il est regrettable que les systèmes de collecte restent médiocres dans la région MENA et que de nombreuses économies de la région en soient privées. Ces économies ont malheureusement pris du retard dans leur capacité statistique à produire des données. En effet, très peu d'économies de la région disposent de données mensuelles sur le chômage et la production industrielle, et les pays en conflit manquent de données sur de nombreuses années. Prévoir la croissance dans ces conditions, c'est comme prédire le temps qu'il fera sans disposer de toutes les informations sur les variations de température et d'humidité.

Le rapport constate qu'avec de meilleures données, les prévisions de croissance sont plus précises. Il propose ainsi des moyens pratiques d'améliorer les systèmes de données qui peuvent aider les prévisionnistes de la région. Par exemple, l'augmentation de la fréquence et de la qualité des données des comptes nationaux peut améliorer considérablement les prévisions. Des données cohérentes sont importantes pour obtenir des prévisions précises, et la cohérence peut être assurée par une meilleure communication entre les ministères et les bureaux nationaux de la statistique. Les administrations publiques peuvent bénéficier d'une assistance technique pour rehausser la qualité des statistiques nationales, ce qui aura pour effet d'améliorer en retour les informations qui alimentent les modèles de prévision. Pour les pays en conflit, d'autres sources de données telles que les satellites (qui fournissent par exemple des données sur les lumières nocturnes) sont cruciales, et la Banque mondiale peut contribuer grandement à en faciliter l'accès.

Face à un avenir qu'assombrissent davantage les menaces naissantes, l'accent devrait être mis sur le renforcement de la résilience dans la région, y compris par le biais de la transparence. La Banque mondiale est déterminée à aider à l'amélioration de la transparence des données dans la région, dans le but ultime de donner aux responsables de l'action publique, au secteur privé et à nos concitoyens les moyens de prendre les meilleures décisions possibles à partir des informations les plus précises.

Ferid Belhaj

Vice-président

Région Moyen-Orient et Afrique du Nord

Banque mondiale



INTRODUCTION ET PRÉSENTATION GÉNÉRALE DES RÉSULTATS

L'incertitude laisse à nouveau planer une ombre sur les perspectives de l'économie mondiale. La guerre qui vient d'éclater en Europe de façon inattendue pose des défis considérables à l'économie mondiale et à la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) en particulier. L'onde de choc qu'elle a provoquée se répercute sur les marchés mondiaux des produits de base et des capitaux au moment où les perspectives économiques de la région étaient déjà assombries par l'incertitude. La principale source d'incertitude avant la guerre en Ukraine était l'incertitude scientifique quant à la trajectoire d'évolution du virus à l'origine de la COVID-19. La communauté scientifique mondiale est mise à l'épreuve par la perspective de nouvelles vagues et la gravité d'une maladie qui semble susceptible de connaître d'autres mutations.

En outre, à mesure que l'économie mondiale reprend, en grande partie grâce à l'avènement de vaccins efficaces et sans danger, l'inflation semble s'installer partout dans le monde sous des formes jusque-là inconnues en raison, au moins en partie, des perturbations causées par la pandémie elle-même. Une conséquence importante de l'incertitude est que les projections de perspectives économiques à court terme sont susceptibles d'être moins précises — alors même que les analystes, les décideurs et les entreprises continuent de s'appuyer sur les prévisions pour prendre des décisions en matière de dépenses budgétaires, d'emprunts souverains, d'investissements productifs et de politiques sociales. Tout simplement, les prévisions sont plus utiles lorsque l'incertitude règne. Mais même en période calme, les prévisions publiées par la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et les analystes du secteur privé ont tendance à faire la une des médias, peut-être parce qu'elles sont si importantes pour définir les attentes en matière économique. La présente édition du Bulletin d'information économique de la région MENA que publie la Banque mondiale tous les six mois fournit une évaluation empirique du niveau de précision et des biais qui ont caractérisé l'art de la prévision pendant la décennie écoulée.

Les prévisions de croissance n'ont pas besoin d'être parfaitement exactes; en fait, elles ne le sont généralement pas. Même avec tous les outils disponibles, un prévisionniste météorologique ne fait une prévision exacte à sept jours que 80 % du temps¹. Une prévision à 10 jours voire plus n'est bonne qu'environ la moitié du temps. Pourtant, il est difficile de contester l'importance des prévisions météorologiques.

Il est tout aussi difficile de remettre en question l'importance des prévisions économiques. Le présent rapport pose la question de savoir s'il est possible d'améliorer ces prévisions, et la réponse semble être positive. Un effort concerté visant à accroître la disponibilité et l'accessibilité de données de bonne qualité dans la région peut améliorer les prévisions, ce qui permettrait aux pouvoirs publics de formuler des politiques sur la base d'informations plus fiables. Le secteur privé serait également en mesure de faire des plans en conséquence et de prendre des mesures sur la base d'informations plus précises. Il est important de noter que les prévisions pourraient aider à tracer la voie à suivre pour sortir de la pandémie et se remettre de ses conséquences.

La guerre en Europe de l'Est exacerbe à bien des égards les incertitudes liées à la pandémie. La guerre en Ukraine va probablement intensifier les pressions inflationnistes provoquées par la pandémie. En effet, plusieurs pays de la région MENA dépendent des importations de blé en provenance des deux belligérants, même si la source d'approvisionnement en produits alimentaires d'un pays n'a pas d'importance lorsque les prix alimentaires augmentent sur le marché mondial. Cette augmentation, ainsi que le risque accru d'insécurité alimentaire qui l'accompagne, est susceptible de toucher le

¹ <https://scijinks.gov/forecast-reliability/>

plus durement les ménages pauvres, car ceux-ci ont tendance à consacrer une part plus importante de leur budget à l'alimentation et l'énergie que les riches. En outre, le secteur du tourisme déjà mis à mal par la pandémie risque de pâtir davantage du conflit. L'ampleur des conséquences de la guerre reste à déterminer, mais les premiers signes indiquent une intensification des difficultés économiques qui plombent déjà de nombreuses économies de la région MENA. Dans le même temps, la pandémie de COVID-19 continue d'assombrir les perspectives de la région. Alors que le dernier variant déferle sur la région, les autorités nationales se trouvent confrontées à une multitude de problèmes, en particulier la nécessité d'accroître les taux de vaccination. Mais même si l'ampleur des problèmes d'un pays donné peut dépendre des capacités de son système de santé publique, dans l'ensemble, la région, comme le reste du monde, est loin d'être sortie du bois.

La vaccination reste la voie royale pour sortir de la pandémie. De façon générale, les personnes vaccinées sont moins sujettes aux formes graves de la COVID-19 et sont moins susceptibles d'être hospitalisées ou de mourir de cette maladie. Le dépistage et la distanciation sociale contribuent également à freiner la propagation du virus. Les pays riches de la région disposent d'un arsenal plus large d'outils — tests et vaccins — pour lutter contre le virus, tandis que les pays pauvres sont confrontés à des choix difficiles, certains admettant que la pandémie devra peut-être suivre son cours. À l'une des extrémités du spectre, les Émirats arabes unis affichent un taux de vaccination de 94 %. À l'autre se trouvent des pays en conflit comme le Yémen, dont le taux de vaccination est de 1,1 %.

Comme le reste du monde, la région MENA est confrontée à une grande incertitude liée non seulement à la perspective qu'apparaissent de nouveaux variants de la COVID-19, à l'inflation et au conflit récent en Ukraine, mais aussi au resserrement de la politique monétaire mondiale. La Banque mondiale prévoit que la région MENA devrait connaître une croissance économique de 5,2 % en 2022, même si ces prévisions pourraient se révéler optimistes au bout du compte, suivant la tendance observée ces dix dernières années. Dans le contexte actuel, la hausse des prix du pétrole pourrait favoriser des performances inégales, améliorant les perspectives des pays exportateurs de pétrole et affaiblissant les prévisions de croissance des pays importateurs. Les pressions inflationnistes découlant des perturbations des chaînes d'approvisionnement posent d'autres risques baissiers.

En temps d'incertitude, il est important de ne pas placer une confiance excessive dans les perspectives de croissance de la région. En effet, dans notre Bulletin d'information économique d'octobre 2021, nous avons passé en revue les conséquences négatives de l'excès de confiance en la résilience des systèmes de santé publique de la région MENA en 2019, peu avant la pandémie. Tout comme les données en matière de surveillance épidémiologique et de préparation des systèmes de santé publique, les prévisions de croissance sont utilisées par les décideurs de la région comme un repère pour définir la voie à suivre. Elles font office d'outil de navigation en eaux troubles. À ce titre, elles peuvent constituer un phare qui guide les économies vers la reprise. Par exemple, les variations des prévisions de croissance publiées en avril 2020 ont fourni les premières indications des coûts économiques de la pandémie.

Le présent rapport vise essentiellement à analyser ces prévisions et à recommander des moyens de les améliorer pour qu'elles soient plus utiles aux décideurs de la région MENA. Pendant la décennie écoulée, les prévisions de croissance de la région ont souvent été imprécises et excessivement optimistes. Les prévisions de croissance, comme les prévisions météorologiques, ne doivent pas être parfaitement exactes pour être utiles. Toutefois, des prévisions de croissance trop optimistes peuvent entraîner des contractions économiques au bout du compte. L'une des principales constatations du rapport est que la disponibilité et l'accessibilité d'informations de qualité en temps voulu permettent de produire des prévisions de croissance plus précises.

La prévalence de systèmes de données opaques dans la région MENA est source de préoccupations. Comme indiqué dans le Bulletin d'avril 2020, la transparence des données peut avoir des retombées positives considérables sur la région. Le Bulletin d'octobre 2021 a montré comment des systèmes d'information sur la santé limités ont généré un excès de confiance dans la capacité de la région à faire face à la pandémie. Le présent rapport révèle comment le manque de données peut entraver les progrès dans la région d'une autre manière : il fait qu'il est plus difficile pour les prévisionnistes de prédire la performance des économies de la région MENA avec précision.

Bon nombre d'économies de la région manquent de données, ayant pris du retard dans leur capacité statistique à en générer. L'indicateur de capacité statistique (ICS) — qui mesure la production en temps voulu de statistiques crédibles dans des pays en développement — a faibli entre 2005 et 2019. La région affiche aussi de piètres résultats au titre de l'indicateur de performance statistique (IPS) — une mesure plus exhaustive qui tient également compte des économies avancées. Seule la région Afrique subsaharienne a un score IPS pire que celui de la région MENA, même en prenant en compte des pays à revenu élevé comme les membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG). En fait, le score IPS des économies du CCG (Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar) n'est pas supérieur à la moyenne régionale, et est inférieur à celui de certains pays MENA à revenu intermédiaire.

Ce rapport analyse la question de la transparence des données au-delà des indicateurs internationalement comparables de «capacité statistique» et de «performance statistique». Il adopte la démarche du «client mystère» pour évaluer la disponibilité et l'accessibilité de données sur le PIB, la production industrielle et le chômage pour 19 pays de la région MENA couverts par la Banque mondiale². Sur ces 19 pays, 15 communiquent des données trimestrielles sur le PIB, bien que certains manquent complètement d'informations sur l'année 2020. Les pays en conflit comme la Libye et le Yémen possèdent des données obsolètes, les dernières disponibles datant de 2014 et 2017, respectivement. Seuls 10 des 19 pays communiquent des informations mensuelles ou trimestrielles sur la production industrielle. Pour les huit autres, ces informations ne sont pas aisément accessibles. À peine huit pays publient des données trimestrielles sur le chômage, mais aucun sur une base mensuelle. En comparaison, le Mexique, pays de référence, publie des données mensuelles sur le chômage.

L'inefficacité des systèmes de données dans la région MENA semble dérouter les prévisions. Les résultats des analyses réalisées aux fins du présent rapport montrent que les prévisions concernant la région MENA sont en moyenne plus imprécises et optimistes que la moyenne mondiale, qu'elles soient établies par la Banque mondiale, le FMI ou des prévisionnistes privés. L'erreur de prévision moyenne (croissance prévue moins croissance réalisée) calculée à partir des prévisions des Perspectives économiques mondiales (GEP) de janvier de la Banque mondiale pour la période 2010-2020 est de 2,5 points de pourcentage pour la région MENA et de 1,3 point de pourcentage pour le monde entier. Cela signifie que les prévisions de croissance pour la région MENA ont tendance à être *plus optimistes* que celles d'autres régions. Les prévisions dans la région MENA tendent aussi à être *plus imprécises* que celles concernant le reste du monde. Entre 2010 et 2020, une fois de plus sur la base des Perspectives économies mondiales de janvier de la Banque mondiale, l'erreur de prévision absolue moyenne pour la région MENA est de 3,3 points de pourcentage, contre 2,5 points de pourcentage pour le reste du monde. La disponibilité et l'accessibilité d'informations crédibles aident les prévisionnistes à faire de meilleures prédictions. En fait, un résultat statistique important présenté dans le rapport donne à penser que l'inefficacité des systèmes de données est corrélée avec des prévisions plus optimistes et imprécises de manière générale, et particulièrement pour la région MENA.

² Voir Ekhatior-Mobayode et Hoogveen (2021) pour une approche similaire d'évaluation des microdonnées.

Ce rapport véhicule deux autres messages importants. Premièrement, *l'instabilité de la croissance dans la région MENA limite la précision des prévisions*. En effet, plus forte est l'instabilité, plus il sera difficile pour les prévisionnistes d'établir des prévisions. L'exposition de la région aux chocs de prix des produits de base accentue l'instabilité de la croissance. Le fait que certains de ses pays soient en proie à des conflits est un autre facteur majeur d'instabilité de la croissance régionale. Une autre raison pour laquelle les prévisions sont imprécises dans des pays en conflit est que les systèmes de données sont bouleversés, de sorte qu'il leur est difficile de générer des informations exactes. En fait, la corrélation entre des systèmes de données inefficaces et des prévisions imprécises demeure même en tenant compte de l'instabilité de la croissance et de l'existence d'un conflit.

Deuxièmement, *la précision des prévisions varie selon le type de prévisionniste*. Les prévisions de la Banque mondiale pendant la période 2010-2020 ont tendance à être plus exactes en moyenne que celles du FMI et du secteur privé – à la fois pour la région MENA et le reste du monde. La précision et l'optimisme des prévisions sont dans une large mesure similaires chez les prévisionnistes internationaux, régionaux et locaux. Les prévisions régionales présentent de très grandes variations sur le plan de la précision, même si elles ne diffèrent pas en moyenne de prévisions faites par des prévisionnistes internationaux et locaux. Les prévisionnistes locaux pourraient avoir un meilleur accès aux informations locales qui pourrait leur permettre d'améliorer leurs prévisions de croissance. Mais ils pourraient aussi être influencés facilement par les pouvoirs publics et tisser des liens avec l'administration, ce qui pourrait influencer sur leurs prévisions de croissance. Cette constatation laisse supposer que ces deux effets opposés pourraient se compenser mutuellement.

Le rapport donne une raison importante pour laquelle l'inefficacité des systèmes de données fait du tort à la région MENA : des prévisions imprécises limitent la capacité des pouvoirs publics à planifier efficacement l'avenir. Dans le cadre des efforts visant à comprendre les obstacles rencontrés spécifiquement au moment d'établir des prévisions, l'équipe du rapport s'est entretenue avec des économistes-pays de la Banque mondiale dans la région MENA. Ces économistes ont fait état de nombreux défis. Dans certains cas, les données sont rares. Dans d'autres, les données sont disponibles de manière générale, mais des sous-composantes importantes font défaut. Même lorsque des données à haute fréquence sont accessibles, les informations relatives au dernier trimestre si important manquent à l'appel, ce qui limite la précision des prévisions. Et des fois, la transmission des données est interrompue sans raison apparente. De ces entretiens se dégagent plusieurs implications pour l'action des pouvoirs publics :

- Il est essentiel de recueillir régulièrement des données précises des comptes nationaux pour établir des prévisions de qualité.
- L'assistance technique aux administrations publiques pour renforcer la précision des comptes nationaux peut améliorer considérablement la précision des données.
- Pour les pays en conflit, d'autres sources de données telles que les données sur les lumières nocturnes provenant de satellites sont cruciales, et la Banque mondiale peut contribuer à en faciliter l'accès.

Le reste du présent Bulletin d'information économique de la région MENA s'organise ainsi qu'il suit. Le chapitre I fait un tour d'horizon de la situation macroéconomique de la région. Il présente les prévisions de croissance régionale en mettant l'accent sur les implications éventuelles de la guerre en Ukraine, fait le point de la pandémie de COVID-19 et se penche sur l'inflation grandissante. Le chapitre II explore les fondements conceptuels de la précision des prévisions de croissance et les sources d'erreur dans lesdites prévisions pour la région MENA. Le chapitre III examine les implications des erreurs de prévisions historiques pour l'interprétation des prévisions de croissance actuelles dans un contexte de forte incertitude découlant à la fois des crises en cours et de nouveaux chocs potentiels.

CHAPITRE I. LA REPRISE DANS UN CONTEXTE D'INCERTITUDE

Points clés du chapitre I

- *La Banque mondiale estime que le PIB de la région MENA a augmenté de 3,3 % en 2021 et devrait croître de 5,2 % en 2022.*
- *En 2022, 11 pays de la région sur 17 ne seront pas en mesure de retrouver leur niveau de vie d'avant la pandémie.*
- *La reprise devrait être plus rapide pour les pays exportateurs que pour les pays importateurs de pétrole de la région, car les prix de l'énergie ont augmenté en 2021 et ont connu un pic après le début la guerre en Ukraine.*
- *Les prévisions pour 2022 restent floues en raison de l'incertitude causée par la pandémie, du resserrement de la politique monétaire mondiale et la guerre en Ukraine.*
- *La région est confrontée à d'importantes pressions inflationnistes en raison de l'inflation mondiale associée aux perturbations provoquées par la pandémie, de la hausse des prix des matières premières accélérée par la guerre en Ukraine, et de la dépréciation monétaire dans certains pays.*

La guerre en Ukraine pose d'importants défis à beaucoup de pays de la région MENA. La hausse des prix des denrées alimentaires qui s'ensuit est susceptible d'accroître l'insécurité alimentaire dans la région. Le secteur du tourisme, déjà mis à mal par la pandémie, risque de pâtir à nouveau du conflit. Toutefois, les pays exportateurs nets de pétrole de la région voient leurs perspectives s'améliorer grâce à la hausse des prix de l'énergie, même si les budgets des ménages de la région seront mis à rude épreuve en raison de la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires. La pandémie de COVID-19 n'est pas encore terminée. La région MENA a récemment connu une forte flambée de cas en février 2022, probablement due au nouveau variant Omicron, mais les informations émanant de la région restent peu fiables. Cependant, l'augmentation des cas de COVID-19 en Europe et en Chine indique que la région MENA (comme l'économie mondiale) n'est peut-être pas encore tirée d'affaire. Le redressement économique de la région reste incertain en raison de l'évolution imprévisible de la pandémie, du resserrement de la politique monétaire mondiale et, plus récemment, de la guerre en Ukraine.

I.1 La guerre en Ukraine : Des effets hétérogènes potentiels sur la région qui ajoutent à l'incertitude

La guerre massive en Ukraine en fin février a ébranlé l'économie mondiale et accentué l'incertitude. Bien que la situation reste très incertaine, les conséquences humaines sont effroyables.

▸ Vecteurs potentiels d'impact sur l'économie mondiale

La crise a perturbé les chaînes d'approvisionnement, alimentant encore davantage l'inflation mondiale qui avait déjà atteint des niveaux historiques en 2021 et accentuant les turbulences dans un marché mondial des capitaux déjà tendu. L'ampleur et la persistance du choc sont très incertaines, et probablement très sensibles à la manière dont la crise se déroule. Selon l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), la Russie et l'Ukraine ont fourni ensemble plus du tiers des exportations mondiales de blé au cours de la période 2018-2020. La guerre a entraîné une forte hausse des prix du blé, ainsi qu'une grande instabilité (voir figure I.1). Les prix d'autres denrées alimentaires ont également augmenté depuis le conflit, en raison de la réduction drastique de l'offre mondiale de denrées alimentaires

en provenance de Russie et d'Ukraine. La Russie est par ailleurs un grand exportateur d'énergie et d'engrais, deux produits importants pour la production de denrées alimentaires, ce qui alimente davantage la hausse des prix de ces dernières. Cette réduction de l'offre alimentaire accentue les difficultés d'une chaîne d'approvisionnement mondiale déjà mise à mal par la pandémie, qui avait déjà provoqué une hausse des prix des denrées alimentaires dans la région avant la guerre.

Figure I.1 : Prix normalisés du pétrole et du blé

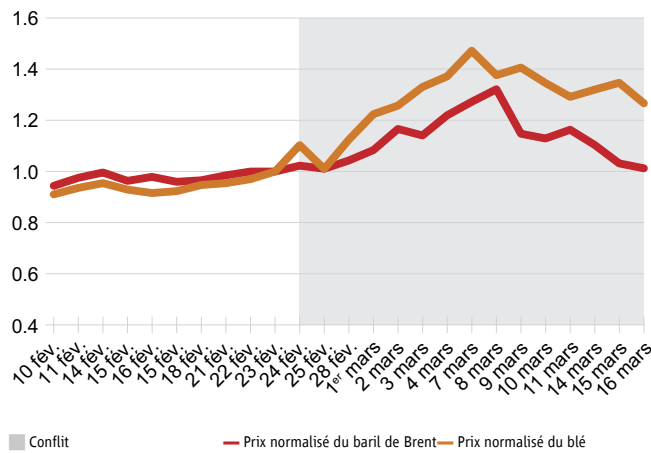
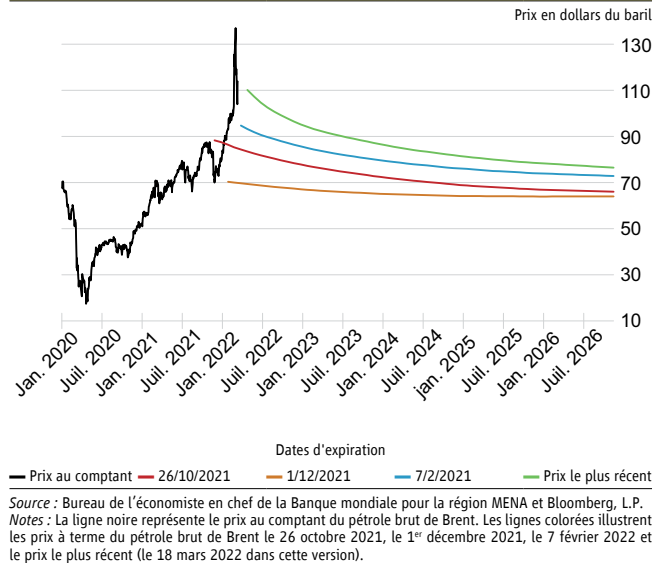


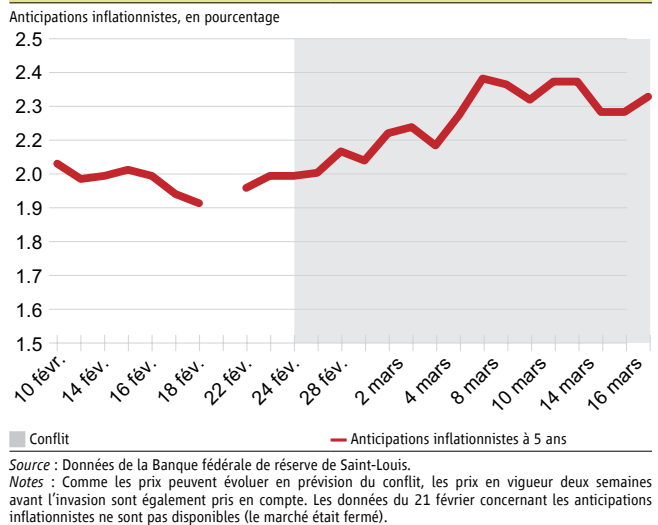
Figure I.2. La hausse des prix du pétrole à court terme devrait s'inverser à long terme



Selon l'Agence internationale de l'énergie, la Russie est le troisième producteur mondial de pétrole, derrière les États-Unis et l'Arabie saoudite, et le premier exportateur mondial de pétrole sur les marchés mondiaux. En outre, 39 % des importations totales de produits pétroliers des pays européens membres de l'OCDE proviennent de Russie. La perturbation des canaux de production et d'expédition dans la zone de guerre a accentué les pressions sur un marché mondial de l'énergie déjà tendu, entraînant une flambée des prix de l'énergie au début du mois de mars. Le prix du Brent avait déjà considérablement augmenté au cours de la première semaine de l'invasion (figure I.2), dépassant les 100 dollars le baril, un sommet historique depuis 2014. Les prix du gaz naturel se sont aussi envolés. Bien que la possibilité d'augmentations extrêmes des prix du pétrole puisse être atténuée par la libération des réserves stratégiques de pétrole par les États-Unis et d'autres pays, les prix du pétrole sont susceptibles d'instabilité, créant une incertitude pour les pays exportateurs de pétrole si la production mondiale d'énergie n'augmente pas également afin de rééquilibrer les approvisionnements du marché pétrolier.

Les prévisions d'inflation augmentent, alimentées par la hausse des prix des produits de base et les goulets d'étranglement de l'offre. La figure I.3 montre les mouvements quotidiens des prévisions d'inflation à 5 ans aux États-Unis. Les prévisions d'inflation sont passées de 2,05 % le 23 février, avant l'invasion, à 2,31 % le 17 mars. Bien que

Figure I.3 : Les anticipations inflationnistes sont en hausse depuis le début de la guerre en Ukraine



ces prévisions soient encore modestes et bien en deçà de l'objectif de la Réserve fédérale américaine, leur évolution est remarquablement rapide. Si la hausse s'accélère, elle pourrait contraindre les banques centrales à relever les taux d'intérêt plus vigoureusement que prévu (voir Cox, 2022). En fait, la Réserve fédérale a relevé son taux directeur de 25 points de base le 17 mars et est prête à relever les taux de manière plus agressive dans les mois à venir (Timiraos, 2022), bien qu'on ne sache pas si cela était prévu avant le déclenchement du conflit en Europe. À son tour, le resserrement des marchés financiers mondiaux du fait de la hausse des taux d'intérêt et de la diminution de l'accès au crédit pourrait provoquer des sorties de capitaux et l'instabilité financière de nombreux pays en développement, en particulier ceux qui ont une dette élevée en dollars, des déficits des transactions courantes ou des déficits budgétaires. En fait, la banque centrale égyptienne a relevé ses taux directeurs le 21 mars dans le but de contenir les pressions inflationnistes et d'éviter une nouvelle dépréciation de la monnaie.

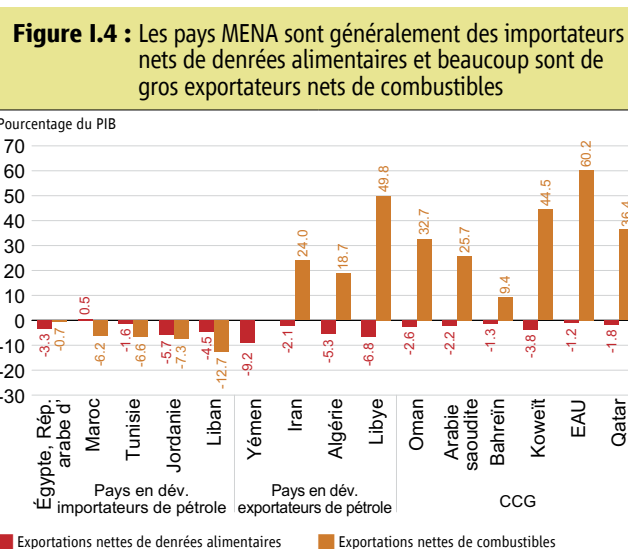
▸ Vecteurs potentiels d'impact sur l'économie régionale

Les vecteurs potentiels d'impact sur la région MENA peuvent être décrits sous la forme d'effets directs et indirects.

Effets directs

Les effets directs font référence aux effets immédiats de la modification des prix, à l'exclusion des réactions potentielles des marchés financiers, des pouvoirs publics, des entreprises et des ménages. De nombreux pays de la région MENA pourraient être durement touchés par le conflit en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires, ce qui augmenterait le risque d'inflation et d'insécurité alimentaire. Par exemple, les importations nettes de produits alimentaires en Égypte représentent jusqu'à 3 % du PIB (voir figure I.4), et le même indicateur affiche plus de 9 % pour le Yémen.

Il est largement admis que la hausse des prix des denrées alimentaires, notamment du blé, est susceptible d'accroître les pressions inflationnistes et d'intensifier l'insécurité alimentaire dans les pays MENA. Toutefois, l'impact global dépendra en grande partie des effets directs (ou immédiats) des hausses de prix, atténués par les éventuels programmes de subventions publiques. Les effets de bien-être plus larges et à plus long terme sont susceptibles de dépendre du contexte spécifique du pays MENA considéré³. Les effets directs sont observés à court terme lorsque, en raison de l'instabilité de la production et de la consommation de produits alimentaires, la perte de



Source : Indicateurs du développement dans le monde (pour les pays dont les données sont disponibles)
 Notes : Une valeur positive indique des exportations nettes. Une valeur négative indique des importations nettes. Les données sont celles de 2019, sauf pour l'Iran, la Libye, Oman, le Yémen (2018) et l'Algérie (2017). Les données sur les exportations de combustibles pour le Yémen ne sont pas disponibles. Les pays sont classés par ordre croissant de PIB par habitant dans chaque groupe de pays. Les pays ayant des données avant 2017 sont exclus du graphique.

³ Comme l'expliquent Lederman et Porto (2016), à court terme, les ménages sont incapables d'ajuster leurs décisions en matière de consommation, de production et d'emploi, contrairement au moyen terme, où un ajustement partiel est possible, et au long terme, où la flexibilité est beaucoup plus grande. L'évolution de la réactivité de l'offre intérieure dépendra de l'élasticité de l'offre intérieure de blé. Les effets immédiats sont largement déterminés par les parts de budget et de revenu. Les ménages pauvres ont tendance à dépenser une part plus importante de leurs dépenses. Cependant, les ménages pauvres tendent également à dépendre des produits de base comme source de revenus, et l'effet global sera donc fonction de la position nette du consommateur et du producteur. En outre, selon l'élasticité « salaire-prix », les variations des prix relatifs peuvent entraîner des changements dans la demande sectorielle de main-d'œuvre, certains ménages bénéficieront de l'augmentation des salaires. La possibilité d'effets d'entraînement et la probabilité d'une transmission parfaite des prix des marchés internationaux aux marchés nationaux encadreront les effets globaux de la hausse des prix. Toutefois, s'il est plausible que les ménages puissent s'ajuster en prenant des décisions idoines en matière de consommation, de production et d'emploi, ces ajustements secondaires seront probablement faibles et donc dominés par les effets immédiats.

bien-être est importante du fait de l'augmentation des prix du blé et d'autres céréales. De nombreux pays de la région MENA dotés d'un important secteur touristique pourraient voir leurs recettes touristiques diminuer en raison de la baisse du nombre de touristes en provenance de Russie et d'Ukraine. Par exemple, près d'un tiers des touristes égyptiens sont originaires de Russie ou d'Ukraine (voir Emam, 2022). L'impact sur le tourisme peut être à la fois direct (en raison des perturbations des voyages par exemple) et indirect, par une baisse de la demande mondiale (en raison de la hausse des prix du pétrole par exemple).

Les pays exportateurs de pétrole de la région MENA profiteront probablement de la hausse des prix de l'énergie en augmentant leurs recettes d'exportation, ce qui améliorera leurs soldes courants et budgétaires. Les exportations de combustibles jouent un rôle extrêmement important dans la région (figure I.4). Toutefois, les prévisions à long terme continuent de faire état de bas prix du pétrole, en raison de l'abandon à long terme de ce produit (voir figure I.2). Ainsi, les défis à long terme liés à la baisse des recettes pétrolières restent au premier plan. Même dans les pays exportateurs de pétrole, les entreprises et les ménages seront confrontés à une hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires.

Les balances commerciales des pays importateurs de pétrole risquent de se détériorer, car ces pays sont confrontés à la hausse des prix du pétrole. Pour les pays bénéficiant de subventions importantes, la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie peut entraîner une augmentation de la charge sur les dépenses publiques. Cependant, les envois de fonds à partir des pays du CCG vont probablement augmenter.

Effets indirects

Les effets indirects ou d'entraînement font référence aux répercussions sur d'autres marchés tels que les marchés financiers, ainsi qu'aux réactions des pouvoirs publics, des entreprises et des ménages. Les répercussions indirectes prises en compte dans cette section comprennent le resserrement de la politique monétaire mondiale, les troubles sociaux, les implications pour les subventions et les réformes alimentaires, et les préoccupations géopolitiques. À long terme, si les pouvoirs publics pouvaient puiser dans les réserves céréalières et pétrolières, les producteurs pouvaient produire davantage ou les consommateurs pouvaient se tourner vers d'autres sources de nourriture, même dans une faible mesure, la perte de bien-être pourrait être atténuée.

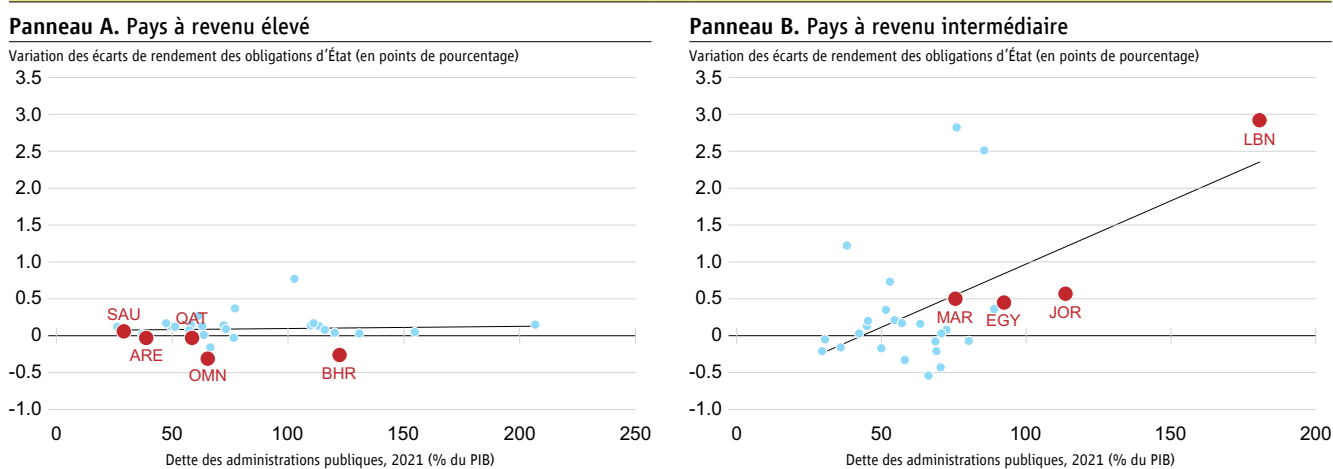
En réponse à la hausse de l'inflation, la politique monétaire de grandes économies comme les États-Unis et l'Union européenne pourrait être resserrée plus rapidement que prévu. La hausse des taux d'intérêt et l'accès plus difficile au crédit pourraient provoquer des sorties de capitaux et une instabilité financière pour de nombreux pays en développement de la région MENA, en particulier ceux dont les niveaux d'endettement sont élevés — comme le soulignent Gatti et d'autres (2021), beaucoup sont des importateurs de pétrole. Un indicateur de l'instabilité financière est l'écart de rendement observé sur les obligations — la différence de rendement entre l'obligation d'un pays et les obligations de référence (comme les obligations allemandes et américaines). Un écart croissant sur le rendement des obligations implique que l'obligation d'un pays est moins attrayante, car les investisseurs exigent un rendement plus élevé. La figure I.5 montre une hausse des écarts de rendement sur les obligations pour de nombreux pays en développement très endettés (panneau B), mais pas pour les pays avancés (panneau A).

La hausse des prix des denrées alimentaires peut avoir des effets d'une portée considérable qui vont bien au-delà de l'intensification de l'insécurité alimentaire. Les données existantes semblent indiquer que la hausse des prix internationaux des produits alimentaires peut entraîner une augmentation significative de troubles sociaux dans les pays pauvres tels que des manifestations contre le gouvernement, des émeutes et des conflits civils, ainsi qu'une détérioration importante des institutions démocratiques (Arezki et Bruckner, 2014; Bellemare, 2015). Historiquement, dans la région MENA, les

augmentations du prix du pain ont également contribué à intensifier les troubles sociaux et les conflits, ce qui peut nuire à la croissance. Ce lien entre les prix des denrées alimentaires, les conflits et la faible croissance fait peser de lourdes menaces de crise humanitaire dans les pays en situation de fragilité, de conflit et de violence (FCV) de la région MENA.

Les effets sur les subventions et les réformes alimentaires peuvent être considérables. Pour certains pays importateurs de pétrole, les subventions des produits alimentaires seraient difficiles à maintenir en raison de ressources limitées. Le Liban avait déjà interrompu son programme de subventions alimentaires du fait de la détérioration de sa situation budgétaire. La Tunisie est également confrontée à des difficultés pour maintenir ses subventions alimentaires. La hausse des prix du pétrole pourrait toutefois retarder les réformes, car les subventions pourraient augmenter avec les prix mondiaux des produits alimentaires et de l'énergie. Pour les pays exportateurs de pétrole, la hausse des prix du pétrole peut réduire la pression en faveur des réformes, car les recettes pétrolières progressent, ce qui accroît la marge de manœuvre budgétaire pour augmenter les subventions. Les pays importateurs de pétrole risquent de voir leurs soldes budgétaires se dégrader avec l'augmentation des subventions et le blocage ou l'inversion des réformes budgétaires structurelles, ce qui pourrait également retarder les réformes audacieuses tant nécessaires.

Figure I.5 : Les écarts de rendement des obligations augmentent pour les pays en développement très endettés



Source : Écarts de rendement des obligations d'État, Bloomberg, L.P. ; La dette des administrations publiques 2021 (en pourcentage du PIB), tiré de l'Estimations du MPO de la Banque mondiale (avril 2022).
Notes : Ces graphiques couvrent 57 pays, soit 30 pays à revenu élevé et 27 pays à revenu intermédiaire. La variation des écarts de rendement des obligations d'État est calculée comme la différence entre les écarts de rendement à long terme pour le 17 mars 2022 et le 23 février 2022 — moyenne des obligations de 8 à 11 ans (à partir de mars 2022). S'agissant des obligations libellées en euros, l'indice de référence utilisé est celui des obligations allemandes. Pour les obligations libellées en dollars, l'indice de référence utilisé est celui des obligations des États-Unis. L'Ukraine et la Russie ont été exclues de cette analyse en raison de l'impact direct du conflit en Ukraine.

Pourtant, les préoccupations liées à l'insécurité alimentaire, à la pauvreté et aux troubles sociaux sont réelles. Idéalement, une réponse efficace des pouvoirs publics consisterait à renforcer des programmes de protection sociale tels que les transferts monétaires directs aux familles pauvres et vulnérables. Mais la soudaineté de la flambée des prix risque d'inhiber cette réponse tendant à moderniser les systèmes de protection sociale. Le Maroc offre un exemple de réponse efficace des pouvoirs publics en ce qui concerne les transferts monétaires. En effet, le programme de transferts monétaires Tadamon au Maroc a largement dépassé sa cible initiale, à savoir les ménages de travailleurs du secteur informel, atteignant près de 80 % de la population du Royaume, avec l'un des taux d'élargissement de la couverture les plus élevés par rapport aux niveaux antérieurs à la COVID-19 (Gentilini et al., 2021).

La guerre en cours en Europe de l'Est peut avoir des implications géopolitiques dans la région qui sont difficiles à déterminer. Par exemple, l'intervention russe en Libye et en Syrie pourrait être affectée par la guerre en Ukraine. Dans le sillage de la crise humanitaire en Ukraine, ce choc aggravant pourrait également détourner l'aide humanitaire

et l'aide au développement de la région, en particulier dans des pays FCV comme le Yémen et pour les réfugiés de la guerre de Syrie présents au Liban et en Jordanie. La région MENA ne représente que 6 % de la population totale du monde, mais compte plus de 20 % des personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë dans le monde (Belhaj, 2022). Selon l'agence Associated Press ⁴, moins du tiers des fonds demandés a été collecté dans le cadre d'un appel des Nations Unies en faveur du Yémen, alors que 161 000 personnes risquent de connaître la famine dans ce pays en 2022.

Les vecteurs potentiels d'impact sur la région MENA sont résumés dans le tableau I.1. Le panneau A dudit tableau illustre les effets directs. La hausse des prix du pétrole et des produits alimentaires pourrait améliorer la balance commerciale et le solde budgétaire des pays exportateurs de pétrole, mais elle aurait tout de même des conséquences négatives sur les consommateurs de ces pays. Par conséquent, l'impact de la guerre est hétérogène non seulement entre les pays, mais aussi au sein de ceux-ci. Les soldes budgétaires des pays importateurs de pétrole de la région sont incertains et dépendent de deux facteurs opposés. D'une part, les pays importateurs de pétrole peuvent tirer avantage de l'accroissement des recettes des entreprises publiques engagées dans le secteur de l'énergie. D'autre part, les subventions et les transferts monétaires pourraient augmenter en raison de mécanismes de stabilisation automatiques, même lorsque les taux de subventions et de transferts monétaires restent inchangés. Au niveau national, l'impact sur les flux de capitaux pourrait pousser à la dépréciation du taux de change pour les pays importateurs de denrées alimentaires et d'énergie ⁵. Les effets indirects sont résumés dans le panneau B, notamment l'instabilité financière, les troubles sociaux, les retards dans les réformes et le détournement de l'aide humanitaire des États fragiles de la région MENA.

Tableau I.1. Récapitulatif des effets de la guerre en Ukraine sur la région MENA

Panneau A. Effets directs

	Pays MENA exportateurs de pétrole	Pays MENA importateurs de pétrole	Pays MENA importateurs de denrées alimentaires
Pays (balance commerciale)	+	-	-
Budget national (solde budgétaire)	+	? (Dépend des entreprises publiques du secteur de l'énergie)	- (Stabilisateurs automatiques)
Entreprises (consommatrices d'énergie, de céréales)	-	-	-
Ménages (consommateurs de nourriture, d'énergie et de produits)	-	-	-

Panneau B. Effets indirects (effets d'entraînement)

Effets sur la région MENA	Sources
Instabilité financière dans les pays fortement endettés et ayant une dette en devises	La hausse plus rapide que prévu des taux d'intérêt mondiaux entraîne l'augmentation des primes de risque-pays et des dépréciations monétaires
Intensification des troubles sociaux	L'augmentation des prix des denrées alimentaires et de l'énergie est associée à des troubles sociaux
Retards ou annulations possibles des réformes en matière de protection financière et sociale	Variation discrétionnaire des dépenses budgétaires (p. ex., augmentation des subventions) pour contrebalancer les hausses de prix des produits alimentaires et de l'énergie
Détournement de l'aide humanitaire initialement destinée aux États fragiles de la région MENA	Les bailleurs de fonds détournent l'aide vers l'Ukraine

⁴ <https://www.pbs.org/newshour/world/u-n-raises-1-3-billion-for-yemen-less-than-a-third-requested-in-effort-shadowed-by-ukraine-war>.

⁵ Si un pays adopte un régime de change fixe, il subira intégralement les répercussions des hausses des cours internationaux de produits alimentaires et de l'énergie (compte non tenu des effets des subventions). Si un pays adopte un régime de change flexible, la répercussion sur les prix dénotera également une dépréciation potentielle du taux de change, générant une pression inflationniste plus forte.

I.2 La pandémie dans la région MENA : Pas encore tirés d'affaire

La pandémie a franchi le cap des deux ans depuis la détection du premier cas. Cette période a été marquée par plusieurs vagues menées par différents variants dont la transmissibilité et la gravité diffèrent. Si les vaccins sont un outil efficace contre la pandémie, on ne sait pas combien de variants supplémentaires l'avenir nous réserve, ni quelle sera l'efficacité des vaccins et des traitements actuels contre de futurs variants. Dans cette incertitude, une chose est sûre : le monde n'est pas tiré d'affaire, et la région MENA non plus.

Le nombre de cas confirmés de COVID-19 s'élevait à plus de 400 millions dans le monde à la mi-mars 2022 et continue d'augmenter à mesure que le variant Omicron se propage. Entre-temps, le nombre de décès connus dus à la COVID-19 a dépassé les six millions, selon les données de l'Université Johns Hopkins. Au niveau mondial, le nombre de cas quotidiens a culminé à la fin du mois de janvier 2022, tandis que le nombre de décès quotidiens est resté bien en deçà du pic atteint au début de 2021. Les cas signalés quotidiennement aux États-Unis et en Europe ont atteint un nombre record en janvier 2022, plus que partout ailleurs dans le monde. Néanmoins, le nombre de cas signalés, en particulier dans la région MENA, doit être lu avec prudence, car le taux de sous-dénombrement tend à être élevé dans les pays caractérisés par une faible transparence des données (Gatti et al., 2022).

L'évolution des cas confirmés de COVID-19 au fil du temps pour les pays de la région MENA montre plusieurs vagues depuis le début de la pandémie, qui indiquent l'arrivée de nouveaux variants dans la région. Les deux dernières vagues ont connu les pics les plus élevés, qui correspondaient peut-être à l'arrivée du variant Delta au milieu de l'année 2021 et du variant Omicron au début de l'année 2022. Il convient de noter que la surveillance de la COVID-19 dans de nombreux pays MENA est limitée, notamment dans les pays FCV par manque de capacités administratives. Ainsi, comme indiqué précédemment, le nombre déclaré de cas confirmés est susceptible de sous-estimer considérablement la véritable propagation de la pandémie dans la région MENA, en particulier dans les pays FCV. Néanmoins, l'augmentation des cas observée dans la région correspond à la période d'apparition des variants Delta et Omicron dans les pays voisins.

Les vaccins sont un outil efficace pour renforcer l'immunité contre la pandémie. Environ 11 milliards de vaccins ont été administrés à travers le monde, les taux de vaccination étant élevés dans les pays à revenu élevé. En Angleterre par exemple, à peine 4 % des plus de 65 ans ne sont pas entièrement vaccinés. En raison des taux de vaccination élevés et de la faible gravité du variant Omicron, les cas signalés ont certes augmenté, mais les taux de mortalité sont faibles. En Grande-Bretagne, le nombre de cas quotidiens a triplé pendant le pic d'Omicron, mais les décès représentaient le cinquième et les taux d'hospitalisation la moitié du pic de l'hiver 2021, selon les données de l'Université Johns Hopkins. Cette situation contraste avec celle des pays à faible revenu et des pays FCV, dont plus de la moitié des pays en développement de la région MENA, où les taux de vaccination seraient inférieurs à 35 % ou pour lesquels on ne dispose pas de données fiables sur la vaccination. Des données provenant d'Afrique du Sud et des États-Unis⁶ montrent que les vaccins ont réduit les taux d'hospitalisation et de décès, ce qui contribue à aplanir la courbe et à soulager les hôpitaux d'une surcharge de travail. Les taux de vaccination — le pourcentage de la population ayant un schéma vaccinal complet — varient considérablement dans la région MENA, selon le World Bank MENA Crisis Tracker. Alors qu'ils sont parmi les plus élevés au monde dans les pays du CCG, dans les pays MENA en développement, ils restent nettement inférieurs à ceux de pays à niveau de revenu comparable. Les 94 % des Émirats arabes unis et les 1,1 % du Yémen enregistrés au début du mois de février 2022 témoignent de cette disparité. La vaccination généralisée contribue

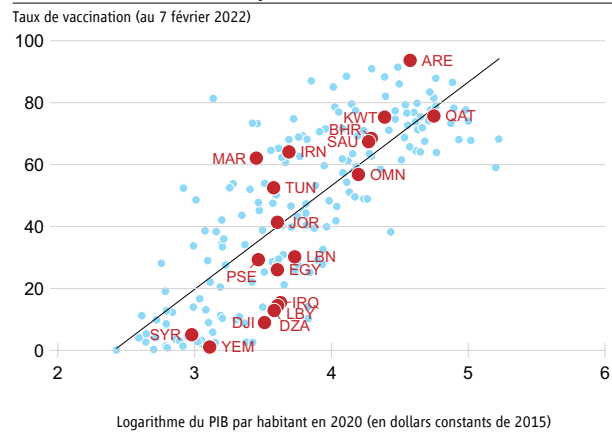
⁶ Voir, par exemple, l'étude sur l'efficacité des vaccins en Afrique du Sud à l'adresse <https://www.nejm.org/doi/full/10.1056/NEJMc2119270>, et celle menée aux États-Unis à l'adresse <https://www.nytimes.com/2022/01/21/health/cdc-covid-booster-omicron.html>.

à réduire les hospitalisations dans le CCG⁷. En revanche, les pays FCV présentent les taux de vaccination les plus bas. Les données relatives aux admissions dans les unités de soins intensifs sont moins fiables ou ne sont pas communiquées dans les pays FCV, comme en Syrie et au Yémen.

Seul un tiers des pays en développement de la région MENA ont des taux de vaccination supérieurs à ceux de pays de niveau de revenu comparable, avec en tête l'Iran et le Maroc, qui ont tous deux vacciné plus de 60 % de leur population. La figure 1.6 présente les taux de vaccination dans les pays de la région MENA par rapport aux autres pays de même catégorie de revenus. La ligne montre la tendance linéaire entre le taux de vaccination au début de février 2022 et le logarithme du PIB par habitant de chaque pays (pour l'année 2020). Un pays situé au-dessus de la ligne de tendance linéaire indique qu'il surpasse ses pairs ayant un niveau de développement similaire. Presque tous les pays du CCG, à l'exception d'Oman, dépassent leurs pairs en matière de taux de vaccination, bien qu'Oman ne soit pas très en retard sur ses pairs. Les pays du CCG ont donné la priorité aux vaccinations comme moyen de maintenir à flot l'activité du secteur des voyages et du tourisme. Ils ont acheté des vaccins en grande quantité et ont maintenu un stock important de doses prêtes à être administrées. En revanche, des pays comme l'Algérie et l'Iraq n'ont vacciné qu'environ 15 % de leur population. Les pays FCV comme le Yémen et la Syrie ont encore des taux de vaccination à un chiffre et sont à la traîne par rapport à d'autres pays à revenu comparable.

Figure 1.6 : Les taux de vaccination de nombreux pays MENA sont inférieurs à ceux des pays de la même catégorie de revenu

Taux de vaccination et PIB par habitant : pays MENA contre pays de niveau de revenu comparable



Source : Taux de vaccination, Our World In Data, *People Fully Vaccinated per Hundred*, taux le plus récent au 7 février 2022. PIB par habitant (en dollars constants de 2015) tiré des Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale
 Note : L'échantillon comprend 196 pays (dont 19 de la région MENA). Le PIB par habitant est calculé pour l'année 2020, à l'exception de la Syrie, du Groenland, de l'île de Man et de Saint-Marin (2019), ainsi que du Yémen, d'Aruba, des îles Féroé, du Liechtenstein, de la Nouvelle-Calédonie et du Soudan du Sud (2010 à 2018).

Une combinaison de surveillance épidémiologique continue et d'efforts de vaccination est nécessaire pour une reprise stable. Les vaccins sont susceptibles de limiter le développement de la pandémie en freinant l'apparition de nouveaux variants. La prévalence de la vaccination réduit également la nécessité d'imposer des mesures de confinement rigoureuses, limitant ainsi les scénarios dans lesquels les pays doivent choisir entre contenir la propagation du virus et subir d'importants coûts économiques. Ainsi, l'augmentation des taux de vaccination est une grande priorité pour la région comme pour le reste du monde. Cependant, les vaccinations seules peuvent ne pas être suffisantes et doivent être associées à une politique de vigilance par la surveillance, pour un certain nombre de raisons. Premièrement, de nombreux pays peinent à atteindre des taux de vaccination élevés, ce qui peut être dû à l'inaccessibilité des vaccins et à la réticence à se faire vacciner. Selon une enquête de la Banque mondiale (World Bank, 2022a), en janvier 2021, seulement 50 % des personnes interrogées en Iraq étaient prêtes à recevoir le vaccin contre la COVID-19 lorsqu'il serait disponible, contre 84 % au Viet Nam à la même période. En raison du manque d'informations sur le stock de vaccins inutilisés dans la région MENA, il est difficile de déterminer quel est le facteur dominant. Deuxièmement, des cas aigus ont été observés avec les variants récents, ce qui souligne la nécessité de procéder à des injections de rappel comprenant une dose supplémentaire de vaccin. On ne peut pas non plus exclure la

⁷ Le Qatar et le Koweït, dont plus des trois quarts de la population sont vaccinés, enregistrent un nombre relativement faible d'admissions en soins intensifs, selon les données officielles publiées.

possibilité que différents vaccins soient nécessaires pour de futurs variants. La surveillance est essentielle pour renseigner sur l'apparition de nouveaux variants, évaluer l'efficacité des vaccins et veiller à ce que les personnes infectées s'isolent afin d'enrayer la propagation du virus.

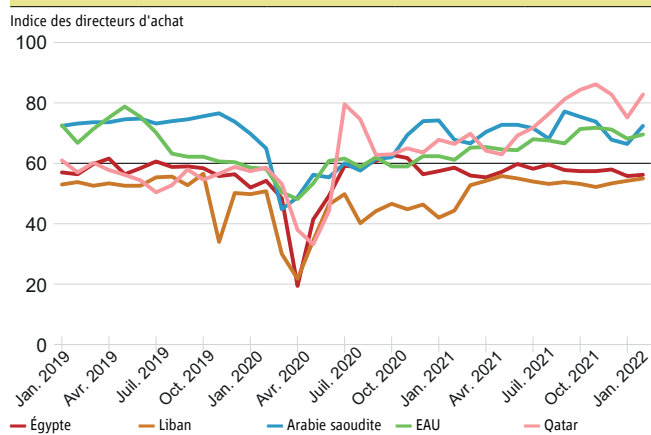
Alors que les effets à long terme de la pandémie de COVID-19 restent à déterminer, le calendrier et la gravité de l'évolution probable de la pandémie sont encore incertains. Tous ces facteurs créent une grande incertitude quant aux perspectives économiques, en particulier dans les pays qui accusent un retard en matière de vaccination ou où la surveillance est limitée.

1.3 Perspectives économiques : Une reprise inégale dans un contexte d'incertitude

▸ De meilleures perspectives de croissance pour les pays exportateurs de pétrole que pour les pays importateurs

Les économistes de la Banque mondiale prévoient que la région MENA connaîtra une croissance de 5,2 % en 2022, après une reprise de 3,3 % en 2021 (voir tableau I.2). Le taux de croissance projeté pour 2022 est le plus rapide depuis 2016. La reprise semble être inégale selon les groupes de pays. Les pays exportateurs de pétrole devraient connaître une croissance de 5,4 % grâce au rebond après la pandémie, à l'augmentation prévue de la production de pétrole et à la hausse des prix du pétrole. En revanche, les pays importateurs de pétrole devraient croître de 4,0 % grâce à la forte croissance attendue en Égypte, tandis que le rythme de la reprise ralentit considérablement par rapport à 2021 dans la plupart des autres pays importateurs de pétrole, en raison de l'augmentation attendue de la facture des importations de produits alimentaires et énergétiques. Notez que le PIB de l'Égypte est mesuré par exercice (de juillet à juin), contrairement aux autres pays de la région. Il se peut donc que toute l'étendue des répercussions de la guerre en Europe sur l'année civile 2022 ne soit pas prise en compte. Pour l'Égypte, pays importateur net de carburant et de denrées alimentaires, destination pour les touristes d'Europe de l'Est, qui a connu récemment une hausse des taux directeurs de 100 points de base à la fin mars 2022, les risques baissiers sont multiples. Cependant, ses perspectives de croissance pour l'ensemble de l'année civile peuvent donner une image différente. En tant qu'importateur net de denrées alimentaires et de pétrole, le Liban affiche une situation particulièrement préoccupante, compte tenu de défaillances systémiques en matière de gouvernance et des chocs extérieurs liés à la pandémie et à la guerre en Ukraine. L'ajustement à la baisse de la croissance économique aux États-Unis et dans l'Union européenne fait également peser sur la région MENA des risques qui pourraient entraîner une contraction des partenaires commerciaux de la région.

Figure I.7. Une reprise inégale dans le secteur privé



Source : Bloomberg, L.P.
 Note : Indice PMI Markit pour l'ensemble de l'économie, corrigé des variations saisonnières, tiré de Bloomberg.

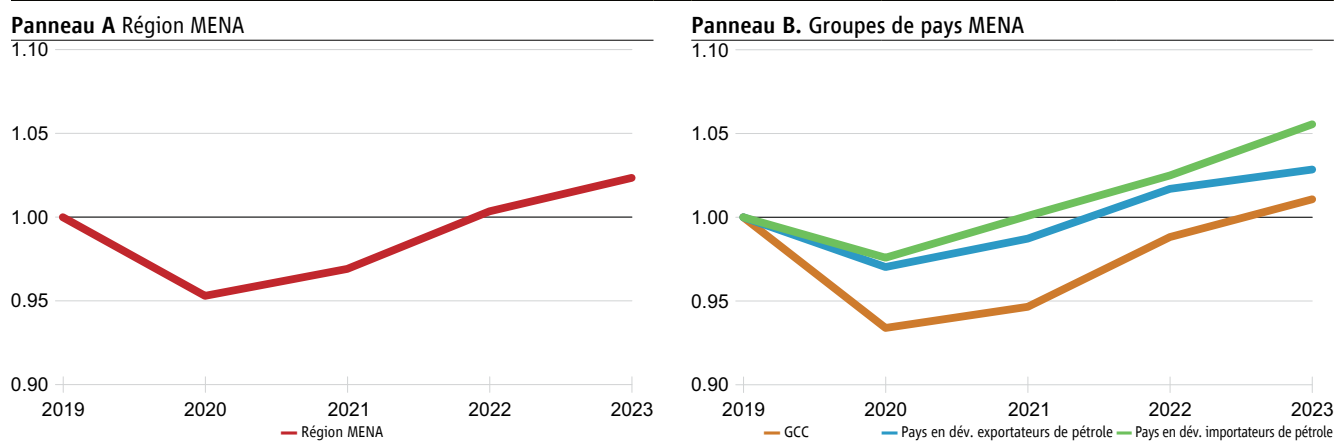
Tableau I.2. Prévisions de croissance, de solde du compte courant et de solde budgétaire														
	Croissance du PIB réel			Croissance du PIB réel par habitant			Solde du compte courant			Solde budgétaire				
	Pourcentage			Pourcentage			Pourcentage du PIB			Pourcentage du PIB				
	2020	2021e	2022f	2020	2021e	2022f	2020	2021e	2022f	2020	2021e	2022f		
Région MENA	-3.1	3.3	5.2	3.5	3.6	2.0	-1.5	3.3	8.3	6.5	-9.5	-3.3	3.0	1.4
Pays à revenu intermédiaire	-1.1	3.7	4.4	3.4	2.8	1.8	-4.4	-1.2	0.4	-0.7	-7.8	-4.4	-2.0	-3.0
Pays exportateurs de pétrole	-3.6	3.1	5.4	3.3	3.8	1.8	-0.8	5.5	12.1	9.8	-9.9	-2.3	5.7	3.7
CCG	-5.0	3.0	5.9	3.7	4.5	2.4	0.9	6.6	14.5	12.5	-10.7	-2.5	7.1	5.2
Qatar	-3.6	3.0	4.9	4.5	4.2	4.2	-2.5	3.1	4.5	6.1	-2.1	-0.9	3.4	3.3
Émirats arabes unis	-6.1	2.8	4.7	3.4	3.7	2.5	6.0	6.8	13.7	11.8	-5.4	-0.5	4.4	5.0
Koweït	-8.9	2.3	5.7	3.6	-10.2	0.9	20.8	25.9	42.4	39.5	-33.2	-11.4	13.0	5.9
Arabie saoudite	-4.1	3.3	7.0	3.8	-5.6	1.8	-2.3	5.2	14.0	11.1	-11.1	-2.1	9.1	5.9
Bahreïn	-4.9	2.6	3.5	3.1	-8.3	-0.2	-9.3	4.3	4.6	3.4	-17.4	-10.7	-6.8	-5.6
Oman	-2.8	2.1	5.6	2.8	-5.3	-0.2	-11.9	-3.7	5.6	5.3	-16.1	-3.0	5.9	6.8
Pays en dév. exportateurs de pétrole	-1.3	3.4	4.7	2.8	3.0	1.1	-5.4	2.6	6.5	3.5	-7.8	-1.8	2.5	0.2
Iran, Rép. Islamique d'	3.4	4.1	3.7	2.7	2.1	2.8	-0.3	1.8	4.7	3.1	-6.3	-5.5	-3.7	-3.8
Algérie	-5.1	3.9	3.2	1.3	-6.8	2.0	-12.6	-2.8	4.7	-0.2	-12.0	-3.5	0.7	-0.8
Iraq	-8.6	1.3	8.9	4.5	-10.6	-1.0	-5.5	8.0	9.6	6.6	-6.1	4.2	10.6	6.0
Pays en dév. importateurs de pétrole	-0.8	4.2	4.0	4.5	-2.4	2.6	-3.5	-4.8	-6.3	-5.2	-7.9	-7.0	-7.1	-6.6
Égypte, Rép. Arabe d'	3.6	3.3	5.5	5.0	1.6	1.4	-3.1	-4.6	-6.0	-5.0	-7.9	-7.4	-7.9	-7.3
Tunisie	-9.2	2.9	3.0	3.5	-10.2	1.9	-6.1	-6.5	-7.6	-7.2	-9.4	-7.7	-6.3	-5.6
Jordanie	-1.6	2.0	2.1	2.3	-2.5	1.4	-8.1	-10.6	-9.1	-6.5	-7.3	-6.0	-4.0	-3.5
Maroc	-6.3	7.4	1.1	4.3	-7.4	6.1	-1.5	-2.6	-5.5	-4.0	-7.6	-6.0	-6.2	-5.8
Cisjordanie et Gaza	-11.3	7.0	3.7	3.2	-13.5	4.4	-12.3	-8.2	-8.5	-9.2	-7.5	-5.8	-4.5	-3.7
Djibouti	0.5	4.3	3.3	5.2	-1.0	2.8	11.6	-1.1	-3.3	-1.7	-1.7	-1.8	-2.8	-2.4
Mémemorandum														
Liban	-21.4	-10.5	NP	NP	-21.0	-9.8	-9.3	-18.1	NP	NP	-3.3	-1.0	NP	NP

Source : Calculs des auteurs à partir de données du Macro and Poverty Outlook de la Banque mondiale, avril 2022.
 Notes : e = estimation, p = prévision et NP = non présenté. Les chiffres sont arrondis à la première décimale. Les données concernant l'Égypte correspondent à son exercice budgétaire (juillet-juin). Le solde budgétaire de la Jordanie fait référence l'administration centrale. Les groupes de pays Régionaux et Sous-Régionaux sont mesurés en utilisant des moyennes pondérées de leur groupes correspondant. Dans la calcul des agrégats: CCG comprend Qatar, EAU, Koweït, Arabie Saoudite, Bahreïn et Oman; les Pays en Développement Exportateurs de Pétrole comprend l'Iraq, les Pays en Développement Importateurs de Pétrole, l'Égypte, la Tunisie, le Maroc, Cisjordanie et Gaza et Djibouti; les Pays à Revenu Moyen de la Région MENA comprend les Pays en Développement Exportateurs de Pétrole et les Pays en Développement Importateurs de Pétrole; les Pays Exportateurs de Pétrole comprend le CCG. Le Liban n'est pas inclus dans le calcul des agrégats, et est donc mentionné dans le Memorandum, lorsque malgré la disponibilité des données historiques, les prévisions ne le sont pas. La Libye, la Yémen et la Syrie ne sont pas inclut en raison du manque de données.

La reprise du secteur privé semble également être inégale entre les pays de la région MENA. L'indice des directeurs d'achat (PMI) fournit des données mensuelles qui suivent l'évolution de l'activité économique dans le secteur privé. Un PMI supérieur à 50 indique une expansion, tandis qu'une valeur inférieure à 50 indique une contraction sur une base mensuelle. Le diagramme linéaire de la figure I.7 montre une expansion continue de l'activité économique dans les pays du CCG, notamment l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Qatar, depuis le début de 2021, tandis que la situation de pays en développement comme l'Égypte et le Liban se détériore chaque mois au lieu de se redresser après les contractions précédentes. Pour les Émirats arabes unis, le PMI non pétrolier a atteint son plus haut niveau depuis plus de deux ans à la fin de 2021, reflétant une expansion continue pendant l'Expo 2020. Le PMI égyptien est tombé à son plus bas niveau depuis neuf mois en janvier et est resté inférieur à 50 en février, ce qui dénote un ralentissement du secteur privé, tandis que la croissance actuelle est tirée par l'activité du secteur public.

L'évolution du PIB par habitant est sans doute une mesure plus précise de l'évolution du niveau de vie. La croissance du PIB réel par habitant de la région MENA devrait remonter à 3,6 % en 2022 après une reprise modeste de 1,7 % en 2021. Cette croissance est inégale entre les groupes de pays. Le PIB par habitant des pays du CCG devrait s'améliorer de 4,5 % en 2022, mais ne pourra pas retrouver son niveau d'avant la pandémie avant 2023 (figure I.8). Le chiffre correspondant est de 3,0 % pour les pays en développement exportateurs de pétrole, ce qui permettra de retrouver les niveaux de vie d'avant la pandémie. Pour les pays en développement importateurs de pétrole, le PIB par habitant devrait augmenter de 2,4 % en 2022 et retrouver son niveau de 2019. La situation est préoccupante pour les pays FCV, notamment le Liban et le Yémen, car leur PIB par habitant sera nettement inférieur aux niveaux de 2019. Parmi les 17 pays du tableau I.2 et le Yémen, 11 d'entre eux ne seront pas en mesure de retrouver leur niveau d'avant la pandémie d'ici à la fin de 2022, tel que mesuré par le PIB par habitant.

Figure I.8. PIB par habitant entre 2019 et 2023



Source : *Macro and Poverty Outlook* de la Banque mondiale (avril 2022) et calculs des services de la Banque mondiale.

▸ Compte courant, compte budgétaire et dette publique

Le solde courant devrait s'améliorer de 5 points de pourcentage pour atteindre 8,3 % en 2022 pour l'ensemble de la région MENA. Le solde budgétaire devrait être excédentaire en 2022 (voir tableau I.2).

La hausse attendue des prix du pétrole et la réduction des restrictions de production de l'OPEP stimulent la balance des paiements courants et les soldes budgétaires des pays exportateurs de pétrole. Le solde courant devrait s'améliorer de 7,9 points de pourcentage pour les pays du CCG en 2022 et de 3,9 points de pourcentage pour les pays en développement exportateurs de pétrole à partir de 2021. Les soldes budgétaires devraient également s'améliorer pour les pays exportateurs de pétrole de la région. En revanche, l'augmentation de la charge sur les factures d'importation de produits alimentaires et énergétiques devrait aggraver les déficits des transactions courantes et les déficits budgétaires des pays importateurs de pétrole dans leur ensemble.

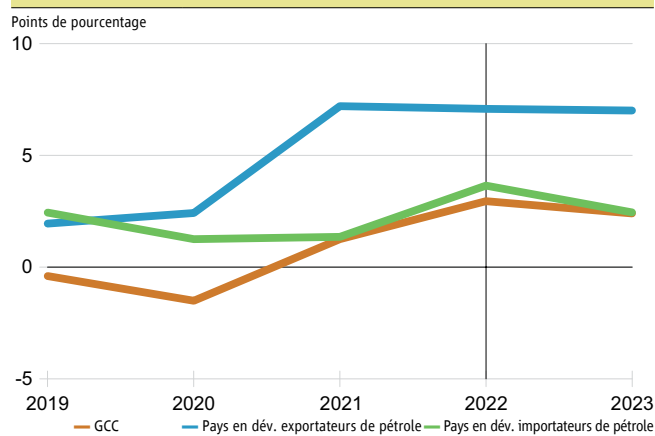
La pandémie a fait augmenter les niveaux d'endettement public d'environ 10 à 15 points de pourcentage dans l'ensemble des pays en 2020. La guerre pose des défis supplémentaires à la viabilité de la dette. Bahreïn a la dette publique la plus élevée des pays du CCG, laquelle a augmenté à 123 % du PIB malgré une légère amélioration du déficit budgétaire. Le Liban affiche également un ratio dette/PIB à trois chiffres. L'Égypte, la Jordanie et la Tunisie ont une dette publique supérieure à 80 % du PIB. L'augmentation de la dette publique met les finances publiques à rude épreuve.

▸ Augmentation de l'inflation

Comme indiqué précédemment, l'inflation était déjà élevée au début de l'année en raison de l'inadéquation entre la hausse de la demande, résultant de l'assouplissement des restrictions liées à la pandémie, et des perturbations continues de l'offre. Depuis le début de la guerre en Ukraine, l'inflation mondiale a augmenté à cause du resserrement soudain du marché des produits de base, notamment du pétrole et des produits alimentaires.

Les conflits sont à l'origine de bon nombre des épisodes passés de forte inflation dans la région MENA (voir encadré I.1). La Banque mondiale s'attend à ce que l'inflation dépasse les niveaux de 2021 pour la majorité des pays de la région (voir figure I.9 et tableau I.3). La situation est particulièrement préoccupante, compte tenu de la flambée des prix⁸.

Figure I.9 : Inflation médiane par groupes de pays MENA



Source : *Macro and Poverty Outlook* de la Banque mondiale, avril 2022.

Notes : Les données consolidées sont représentées par l'observation médiane du groupe de pays. Les pays membres du CCG sont l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Émirats arabes unis, le Koweït, Oman et le Qatar. Les pays en développement exportateurs de pétrole comprennent l'Algérie, l'Iran et l'Iraq ; et les pays en développement importateurs de pétrole sont la Cisjordanie et Gaza, Djibouti, l'Égypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie.

Encadré I.1 : Une inflation historiquement forte dans la région MENA, 1970-2020

Les conflits sont une source importante d'inflation extrême dans la région MENA. Comme nous le verrons plus loin, la majorité des périodes de forte inflation ont été causées par des guerres. Les données des Indicateurs du développement dans le monde sur la période 1970 à 2020 font état de 23 épisodes d'inflation dans la région MENA. Parmi ceux-ci, 6 étaient des épisodes d'inflation « extrême » atteignant plus de 50 % par an, l'un d'entre eux étant une hyperinflation allant jusqu'à 450 % en une seule année ; 10 étaient des épisodes d'inflation « élevée », soit entre 20 et 30 % par an ; et 7 étaient des épisodes d'inflation « modérément élevée » situés entre 10 et 20 % (voir tableau I.B1 ci-dessous).

L'inflation dans la région MENA est due à des facteurs liés à l'économie réelle qui ont creusé un écart important entre l'offre et la demande de biens et de services, généralement en raison des conflits et de leurs conséquences. L'inflation s'atténue à mesure que le conflit ou l'événement extérieur se résout.

La guerre Iran-Iraq (1980-88), l'invasion du Koweït par l'Iraq (1990), la guerre du Golfe de 1991 et l'invasion de l'Iraq par les États-Unis (2002) ont entraîné des chocs défavorables sur l'offre qui ont provoqué une *inflation extrême* (plus de 50 %) au Yémen (1991-96), en Iraq (1991-96 ; 2002-06), en Iran (1991-2019) et en Syrie (1985-88). L'épisode d'inflation en cours au Liban depuis 2019 résulte de l'effondrement financier et économique dû à la défaillance du gouvernement sur les obligations libellées en euros, à l'effondrement de la monnaie qui a perdu jusqu'à 90 % de sa valeur en 2019 et à la crise politique sous-jacente. L'inflation induite par dépression économique a été exacerbée par les chocs de l'offre dus aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement causées par la pandémie de COVID-19 et à l'explosion massive de 2021 au port de Beyrouth (Anchal, 2021 ; Hubbard, 2021 ; World Bank, 2021).

suite à la page suivante

⁸ Le Liban n'est pas pris en compte dans l'analyse faute de données fiables pour 2022.

Encadré I.1, suite

Les chocs de l'offre induits par les conflits et les hausses des prix du pétrole qui en découlent ont également été à l'origine de nombreux autres épisodes d'inflation dans la région MENA. Il s'agit notamment de l'inflation élevée (entre 20 et 30 %) enregistrée dans les pays du CCG (EAU, Oman et Qatar) au cours des années 2000, qui correspond à l'invasion de l'Iraq par les États-Unis; dans les pays exportateurs de pétrole (Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Iran et Libye) dans les années 70 en raison de la guerre israélo-arabe, de la révolution iranienne, de l'embargo pétrolier et des deux chocs pétroliers de la décennie; et en Iran et en Algérie dans les années 80 en raison de la guerre Iran-Iraq et des chocs pétroliers (production et prix) associés. Al Rasasi et Banafea (2015) constatent que les chocs de l'offre pétrolière ont un effet positif et significatif sur la production industrielle et l'inflation en Arabie saoudite. Cela s'explique par le fait que le choc de l'offre pétrolière augmente les prix du pétrole et les recettes pétrolières, ce qui accroît les dépenses publiques, la demande globale, et donc la production industrielle et l'inflation.

L'inflation en Égypte (1979-96; 2007-08; 2016-17) est caractérisée comme étant bien plus un phénomène politique et social qu'économique, considérée comme étant une conséquence des troubles sociaux successifs liés aux conflits de classe et de leur répression par les autorités qui ont perturbé l'activité économique et la production (Lawson, 1985). Dans les années 2010, l'événement sociopolitique déstabilisant a été le Printemps arabe de 2011.

Tableau I.B1 Épisodes d'inflation dans la région MENA de 1970 à 2020 : Conséquences des conflits ou d'autres facteurs exogènes

Années 70 ¹	Années 80 ²	Années 90 ³	Années 2000 ⁴	Années 2010 ⁵
CCG				
KSA 1974-76; >25%			OMN 2005-08; >10%	
BHR 1974-76; >20%			QAT 2003-08; >15%	
			ARE 2007-09; >10%	
Pays en développement exportateurs de pétrole				
LBY 1977-78; 30%	SYR 1985-88; >10-60%	YMN 1991-96; >10-60%		
IRN 1975-84; >10-28%	IRN 1986-90; >10-30%	IRN 1991-2019; >10-50%		
DZA 1975-81; >25%	DZA 1988-96; >10-30%			
		IRQ 1991-96; >100-450%	IRQ 2002-06; >19-53%	
Pays importateurs de pétrole				
	EGY 1979-96; 10-25%		EGY 2007-08; 10-18%	EGY 2016-17; 10-30%
MAR 1974; 17%	DJI 1986; 17%			
JOR 1974; 19%	JOR 1988-89; 25%			LBN 2020; >80%

Notes : Code couleurs des épisodes d'inflation : ROUGE : inflation extrême >50 %, dont 1 hyperinflation à 80-450 % (six épisodes); ORANGE : inflation élevée atteignant entre 20 % et 30 % (10 épisodes); JAUNE : inflation modérément élevée atteignant entre 10 % et 20 % (sept épisodes). Conflit ou autres événements exogènes au cours de chaque décennie : 1 Guerre israélo-arabe de 1973; embargo pétrolier de l'Arabie saoudite et de l'OPEP contre les États-Unis et leurs alliés israéliens, entraînant le 1er choc pétrolier et des coupes de production (1973); 2e choc pétrolier dû à la forte demande mondiale (1978-79); révolution iranienne (1978-79). 2 1980-88 : Guerre Iran-Iraq (la Syrie soutenant l'Iran). 3 Guerre du Golfe de 1991. 4 Invasion américaine de l'Iraq. 5 Soulèvements du Printemps arabe de 2011 en Tunisie, en Libye, en Égypte, au Yémen, en Syrie et au Bahreïn.
Source : Données du site web des Indicateurs du développement dans le monde, consulté le 24 février 2022.

Tableau I.3. Inflation et prévision de l'inflation dans la région MENA

	Inflation Pourcentage			
	2020	2021e	2022f	2023f
CCG	-1.5	1.2	3.0	2.4
Qatar	-2.6	1.0	4.0	2.8
Émirats arabes unis	-2.1	0.2	2.2	1.9
Koweït	2.1	3.4	3.6	2.8
Arabie saoudite	3.4	3.1	2.0	1.8
Bahreïn	-2.3	-0.6	2.5	2.7
Oman	-0.9	1.5	3.4	2.1
Pays en dév. exportateurs de pétrole	2.4	7.2	7.1	7.0
Iran, Rép. islamique d'	36.4	40.7	37.6	34.8
Algérie	2.4	7.2	7.1	7.0
Iraq	0.6	6.0	3.3	3.0
Pays en dév. importateurs de pétrole	1.2	1.4	3.7	2.5
Égypte, Rép. arabe d'	5.7	4.5	10.0	9.0
Tunisie	5.6	6.5	6.5	6.5
Jordanie	0.3	1.3	3.3	2.5
Maroc	0.7	1.4	4.0	1.8
Cisjordanie et Gaza	-0.7	1.2	2.8	2.4
Djibouti	1.8	1.2	2.0	2.0

Source : *Macro and Poverty Outlook* de la Banque mondiale, avril 2022.

Note : e = estimation, p = prévision. Les agrégats de sous-régions sont représentés par l'observation médiane. Les chiffres sont arrondis à l'unité supérieure. Les données pour l'Égypte correspondent à son exercice budgétaire (juillet-juin). Le Liban, la Libye, la Syrie et le Yémen ne sont pas inclus dans les agrégats faute de données fiables.

De nombreux pays de la région MENA connaîtront de nouvelles hausses des prix des produits alimentaires et seront exposés à l'insécurité alimentaire. L'inflation des prix alimentaires était déjà un problème dans la région. La figure I.10 montre l'évolution des prix alimentaires par rapport aux niveaux antérieurs à la pandémie. Djibouti, le Liban, la Syrie et le Yémen ont connu de fortes augmentations des prix alimentaires de façon générale. Les hausses de prix des produits alimentaires et de l'énergie ont des répercussions disproportionnées sur les pauvres, car ceux-ci consacrent une part plus importante de leurs dépenses à la nourriture et à l'énergie⁹. En 2021, l'ONU a estimé que 24 millions de Yéménites (83 % de la population) étaient touchés par l'insécurité alimentaire¹⁰. La guerre en Ukraine pourrait exacerber la gravité de l'insécurité alimentaire dans ces pays. Une grande partie de la population vulnérable touchée de manière disproportionnée au cours des deux dernières années sera poussée dans la pauvreté. La population vivant dans la pauvreté dans la région MENA augmentera de 8 millions entre les niveaux d'avant la pandémie et la fin de 2022¹¹. L'aide publique pourrait contribuer à atténuer cette situation.

En résumé, la région MENA connaît une reprise inégale dans un contexte de forte incertitude assombrie par des risques géopolitiques, la pandémie en cours et les répercussions économiques de la guerre en Ukraine qui commencent à peine à se dessiner. Les pays exportateurs de pétrole semblent se redresser plus rapidement à la faveur de la flambée des prix de ce produit, mais la majorité des pays en développement de la région pourrait être confrontée à une reprise plus

⁹ Par exemple, grâce aux données disponibles en Tunisie, Hoogeveen et Lopez-Acevedo (2021) montrent que les ménages pauvres consacrent une part plus importante de leur budget à la nourriture que les ménages riches. Sur la base de l'enquête sur le budget des ménages de 2015, le décile le plus pauvre a alloué 39 % des dépenses des ménages à l'alimentation, tandis que le décile le plus riche y a consacré 27 %.

¹⁰ <https://www.banquemondiale.org/fr/news/opinion/2021/09/24/mena-has-a-food-security-problem-but-there-are-ways-to-address-it>

¹¹ Ce résultat est mesuré par le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté de 5,50 dollars en 2022, par rapport à la même mesure en 2019.

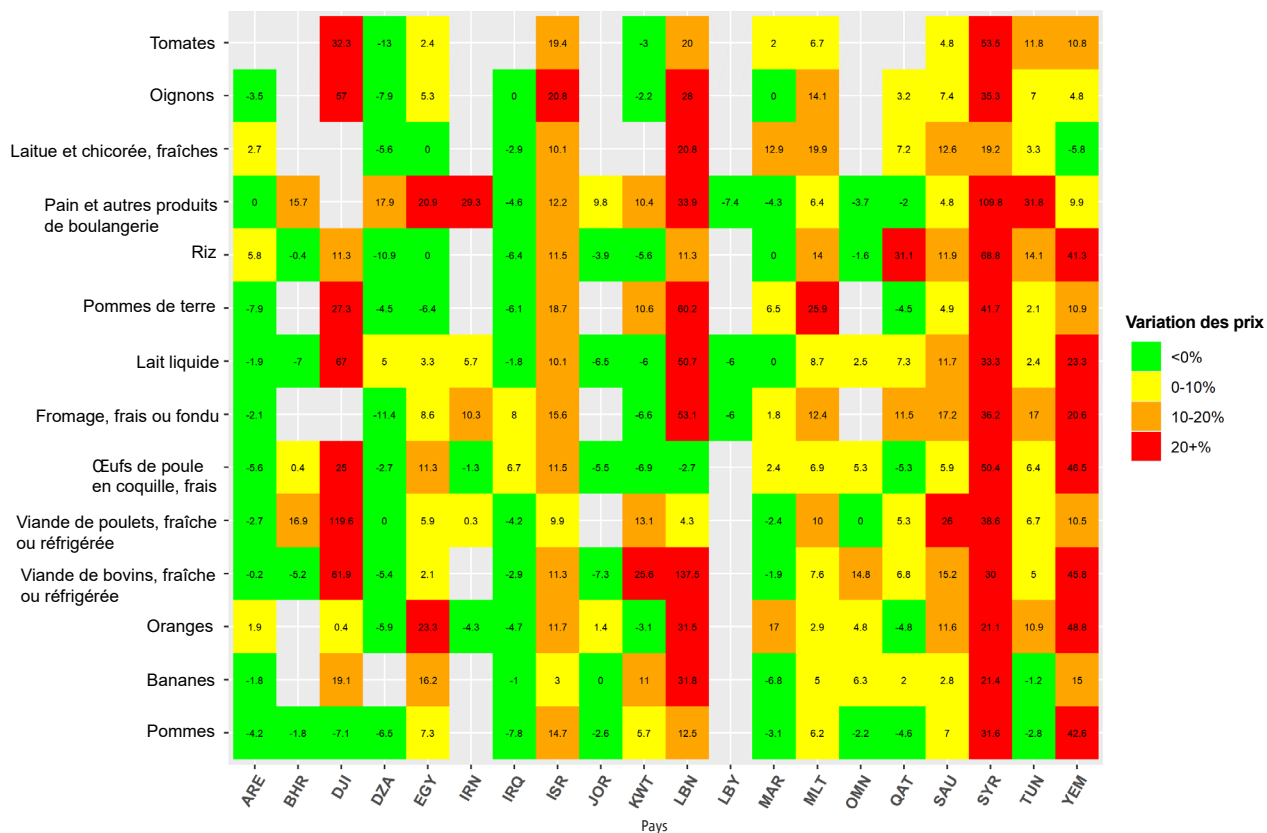
lente avec des risques de baisse liés à la hausse des prix des matières premières. En outre, l'augmentation des prix des denrées alimentaires qui s'ajoute à celle des prix de l'énergie peut avoir des effets négatifs hétérogènes au sein des pays en touchant de manière disproportionnée les ménages pauvres, en fonction des réponses apportées par les pouvoirs publics. Enfin, les pays présentant des vulnérabilités préexistantes en matière de finances publiques et de dette sont déjà confrontés aux répercussions négatives de l'évolution du paysage des marchés financiers mondiaux.

Il est important de noter que les prévisions économiques présentées dans ce chapitre sont soumises à un degré élevé d'incertitude en raison de l'environnement mondial actuel. Les prévisions économiques ont généralement tendance à être plus imprécises les mauvaises années que les bonnes. Les prévisions de croissance, comme les prévisions météorologiques, ne doivent pas être parfaitement exactes pour être utiles. La précision et les biais potentiels des prévisions de croissance pour le monde et la région MENA font l'objet de l'analyse du chapitre II.

Figure I.10. Hausse des prix des denrées alimentaires dans la région MENA entre le 14 février 2020 et le 3 février 2022

Surveillance des prix : Variation des prix

Denrées alimentaires



Source : World Bank (2022b).

CHAPITRE II – ÉTABLIR DES PRÉVISIONS DE CROISSANCE LORSQUE LES DONNÉES SONT OPAQUES

Points clés du chapitre II

- *Les prévisions de croissance sont importantes pour la planification économique, surtout pendant une pandémie qui génère de grandes incertitudes. Des prévisions trop optimistes peuvent susciter un comportement exubérant et entraîner une contraction de l'économie.*
- *La région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) affiche des prévisions de croissance plus optimistes et imprécises (c'est-à-dire contenant des erreurs de prévision absolues plus importantes) que les autres régions, indépendamment du niveau de revenu et du type de prévisionniste.*
- *La transparence des données réduit l'imprécision et l'optimisme des prévisions de croissance, en particulier dans la région MENA.*
- *Il est important d'améliorer l'écosystème de données global, pas seulement les éléments liés à la croissance du PIB.*
- *Les erreurs de prévision de la croissance du PIB sont plus importantes pour les économies dont la croissance est plus instable en raison des conflits, de l'exposition aux chocs des prix des produits de base et de la taille du pays. Ces conditions sont accentuées dans la région MENA.*
- *Les erreurs de prévision de la croissance du PIB varient en fonction du prévisionniste : les prévisions de la Banque mondiale sont plus précises que celles du FMI et du secteur privé, comme le confirment les conclusions d'autres études.*

Introduction

La pandémie de COVID-19 a amplifié les incertitudes dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA). Les prévisions de croissance à court terme ont été essentielles pour suivre l'impact de la pandémie et la trajectoire probable de la reprise, aidant ainsi les autorités à déterminer les coûts économiques de la pandémie et à tracer la voie à suivre. La rigueur de la riposte à la pandémie — notamment les mesures de confinement et les règles imposées pour ralentir la propagation du virus — s'est fondée en partie sur des prévisions concernant les résultats probables des économies. Même en dehors des périodes de crise, les prévisions de croissance fournissent une estimation de l'évolution probable d'une économie.

Les prévisions économiques comptent dans les décisions des pouvoirs publics. Elles contribuent à la formulation de politiques visant à préserver et à faire progresser les économies. Des prévisions précises améliorent la possibilité d'interventions ciblées et en temps voulu. Les prévisions de croissance influent sur les décisions concernant toute une série de politiques liées aux dépenses et à la dette. Des recherches ont montré que des prévisions trop optimistes peuvent nuire à une économie à long terme. Dans un premier temps, elles entraînent une augmentation à court terme de la production, car les gouvernements et les entreprises optimistes empruntent et dépensent davantage. Mais en quelques années, le poids de la dette entraîne un ralentissement de l'économie (Beaudry et Willems, 2022)¹². Cette idée n'est pas

¹² En utilisant les données tirées des WEO du FMI, Beaudry et Willems (2022) ont constaté qu'une surestimation de la croissance annuelle de 1 point de pourcentage sur trois ans réduit la croissance du PIB réel trois ans après d'environ 1 point de pourcentage en moyenne. Pour mettre ce constat en perspective, notre calcul à partir des données de Beaudry et Willems (2022) montre qu'entre 1990 et 2013, les erreurs moyennes de prévision de la croissance à trois ans dues au biais d'optimisme des services du FMI pour 18 pays de la région MENA sont d'environ 0,4 point de pourcentage. Les auteurs font valoir que le biais d'optimisme a entraîné une réduction de la croissance annuelle du PIB entre 1993 et 2016 dans la région MENA d'environ 0,4 point de pourcentage en moyenne.

nouvelle. L'idée que les fluctuations macroéconomiques peuvent être dues à la difficulté d'établir des prévisions a été soulevée par Arthur Pigou dès 1927.

Les prévisions de croissance sont utilisées par un large éventail de parties prenantes. Elles peuvent guider des organisations internationales telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) dans l'adaptation et la mise en place de programmes de prêts. Le secteur privé peut utiliser les prévisions pour adapter des stratégies d'investissement ou réévaluer la viabilité et la notation de la dette d'un pays. Les surprises contenues dans les publications de prévisions de croissance ont tendance à influencer les marchés financiers (Campbell et Sharpe, 2009; Clements et Galvão, 2017). Les entreprises qui ont une vision plus optimiste de leurs perspectives de production ont une forte tendance à l'endettement (Jochem et Peters, 2017). Une mauvaise allocation des ressources due à un excès d'optimisme ou de pessimisme au niveau de l'entreprise peut nuire au bien-être économique de la société (Bachman et Elstner, 2015).

Les prévisions de croissance ne peuvent pas — et ne sont pas censées — prédire parfaitement l'avenir. Mais des erreurs de prévision grossières et systématiques peuvent égarer les responsables de l'action publique et le secteur privé. Les prévisions de croissance ont tendance à être particulièrement imprécises pour la région MENA. La précision des prévisions est mesurée par l'erreur de prévision absolue — la valeur absolue de la différence entre la valeur réelle et la valeur prévue. Par exemple, l'erreur de prévision absolue pour la croissance du PIB est la différence absolue (c'est-à-dire sans référence à un signe positif ou négatif) entre la croissance réelle du PIB pour une certaine période et la croissance du PIB qui a été prévue pour cette période¹³. Pour 2010-2020, l'erreur de prévision absolue de la croissance dans la région MENA était de 3,3 points de pourcentage pour les prévisions du GEP de la Banque mondiale publiées en janvier et de 3,5 points de pourcentage pour les prévisions des *Perspectives de l'économie mondiale* (WEO) du FMI, également publiées en janvier.

Bien que la pandémie de COVID-19 ait pu créer des défis uniques pour les prévisionnistes, plusieurs caractéristiques de longue date de la région MENA ont toujours conduit à des prévisions erronées, dont la plus notable est celle de la capacité et la transparence limitées en matière de données (Arezki et al., 2020; Ekhatior-Mobayode et Hoogeveen, 2021). Ces problèmes de données empêchent la réalisation d'analyses solides et l'élaboration de politiques de qualité, ce qui nuit à la croissance (Lederman et Islam, 2020). Le présent rapport met l'accent sur les prévisions de croissance, qui dépendent fortement de la capacité et la transparence en matière de données et sont importantes à la fois pour les responsables de l'action publique et pour les programmes opérationnels de la Banque mondiale. Ce chapitre a pour ambition d'analyser la relation entre les erreurs de prévision de la croissance et leurs déterminants, et de mieux comprendre pourquoi les erreurs de prévision sont plus importantes dans la région MENA que dans les autres régions.

Outre la capacité et la transparence en matière de données, ce rapport analyse d'autres sources d'imprécision des prévisions de croissance pour la région. Les sources de prévisions imprécises comprennent la vulnérabilité aux chocs des prix des produits de base et la prévalence des conflits — deux phénomènes qui touchent la région MENA et créent un environnement particulièrement difficile pour les prévisionnistes. Surtout, l'analyse montre que les difficultés rencontrées par cette région en matière de données constituent un facteur prédictif important de l'imprécision des prévisions. En conséquence, la région pâtit de prévisions imprécises, et ces prévisions peuvent avoir des conséquences sur l'établissement d'une trajectoire vers un avenir meilleur.

¹³ Aux fins du présent rapport, l'on utilise les prévisions de croissance du PIB de la même année ou de l'année en cours. Les prévisions « de l'année en cours » sont celles qui sont faites pour une période de la même année : par exemple, lorsqu'une prévision pour 2020 est faite au cours d'un mois spécifique en 2020. Les erreurs de prévision de l'année en cours pour 2020, par exemple, sont calculées comme la croissance prévue pour 2020, calculée en 2020, moins le taux de croissance réel pour 2020 (qui est publié en 2021).

Ce chapitre comprend trois sections : la première examine les fondements conceptuels des déterminants des erreurs de prévision et les raisons pour lesquelles ils peuvent être importants pour la région MENA, la seconde se penche sur les modèles et les tendances des erreurs de prévision à l'échelle mondiale et dans la région MENA, et la troisième étudie la relation empirique entre les erreurs de prévision et des facteurs tels que la transparence des données et l'instabilité de la croissance.

II.1 Les fondements conceptuels des erreurs de prévision

Les chercheurs s'intéressent depuis longtemps à la précision des prévisions macroéconomiques. À cet effet, ils se sont principalement posé les questions suivantes : Les prévisions sont-elles objectives ou efficaces? Dépendent-elles du type de prévisionniste? Sont-elles influencées par des événements économiques importants tels que les récessions, par le niveau de développement économique et par l'horizon des prévisions?

Les premières publications ont fait valoir que les prévisions pour une série de variables économiques aux États-Unis étaient objectives (Brown et Maital, 1981; Keane et Runkle, 1990), car en moyenne, les erreurs de prévision étaient nulles (Keane et Runkle, 1990; Loungani, 2001). Des études plus récentes ont remis en question l'objectivité de ces prévisions. Loungani (2001) a constaté que les prévisions de croissance sont biaisées pour un large éventail de pays : plus précisément, en moyenne, les erreurs de prévision sont positives (optimistes), et elles le sont davantage pour les pays en développement. Ho et Mauro (2016) détectent également un biais d'optimisme et constatent que ce biais est d'autant plus important que l'horizon de prévision est long.

Nordhaus (1987) a démontré que les prévisions de croissance peuvent être inefficaces parce qu'elles ne contiennent pas toutes les informations disponibles au moment où elles sont effectuées. Il a constaté que les prévisions étaient faiblement inefficaces, c'est-à-dire que les révisions des prévisions étaient significativement corrélées entre elles. Cela suggère que les prévisionnistes s'accrochent trop longtemps à leurs opinions antérieures, même lorsque de nouvelles informations pertinentes apparaissent. Cette mollesse des révisions de prévisions de croissance a été documentée par des études plus récentes (Loungani et al., 2013). La difficulté de prévoir les récessions alors même qu'elles se dessinent peut également être liée à des facteurs comportementaux : les prévisionnistes peuvent être réticents à intégrer de bonnes comme de mauvaises nouvelles (Loungani, 2001; An et al., 2018).

L'importance des erreurs de prévision peut varier selon le type de prévisionniste. La littérature n'est pas concluante sur la façon dont les erreurs de prévision varient selon le gouvernement, les institutions internationales et les prévisionnistes privés. Nordhaus (1987) a constaté que la corrélation entre les révisions des prévisions — une mesure de la rigidité des prévisions — était plus élevée (révisions plus rigides) pour les agences internationales (prévisions institutionnelles) et plus faible pour les prévisionnistes professionnels (privés). Morikawa (2020) a constaté que les prévisions de croissance économique sont moins biaisées vers le haut pour les chercheurs universitaires que pour les prévisionnistes professionnels des institutions privées et des gouvernements. Cependant, la disparité entre les prévisions des institutions privées et internationales n'est pas confirmée par d'autres études. An et al. (2021) ont étudié les projections de croissance à court terme de toutes les grandes institutions et du secteur privé et ont constaté qu'il existe un degré élevé de colinéarité entre les prévisions — entre les institutions et le secteur privé, les prévisions faites à une période donnée pour une année et un pays donnés ont tendance à être similaires. Une fois les récessions éliminées de l'analyse, les prévisions sont sans biais (c'est-à-dire que les erreurs de prévision sont nulles en moyenne).

Les erreurs de prévision peuvent également varier en fonction du niveau de développement économique d'un pays, bien que les résultats des recherches diffèrent. Des résultats antérieurs de Loungani (2001) ont suggéré que l'ampleur des erreurs tend à être plus importante pour les pays en développement que pour les pays industrialisés. En utilisant un ensemble de 29 variables macroéconomiques, Eicher et al. (2019) ont constaté une inefficacité et des biais de prévision plus importants dans les économies à faible revenu. Cependant, Loungani et al. (2013) n'ont pas constaté de différences systématiques dans la rigidité des prévisions entre les économies avancées et émergentes.

Les chercheurs ont identifié plusieurs façons dont les erreurs de prévision peuvent se manifester. Une façon de sonder les déterminants des erreurs de prévision consiste à les organiser conceptuellement en quatre catégories : le manque d'information, l'instabilité structurelle, les chocs exogènes et la capacité et le parti pris des prévisionnistes.

Manque d'information : La qualité des prévisions est le reflet de la qualité des informations qui les sous-tendent. Les prévisions successives s'améliorent au fur et à mesure que des informations supplémentaires sont disponibles. Ainsi, plus une prévision est proche d'un événement particulier, plus elle est précise, car elle intègre davantage d'informations. Les prévisionnistes sont confrontés à de plus grandes difficultés lorsque les données sont rares ou disponibles à faible fréquence. Eicher et al. (2019) ont constaté des erreurs de prévision importantes dans les économies en développement et ont suggéré que des données de moindre qualité pourraient en être responsables — tout comme des chocs plus importants, qui sont examinés ci-dessous.

Instabilité structurelle : Les pays peuvent être exposés à des facteurs internes et externes qui induisent des changements économiques plus importants que prévu. Une telle exposition accroît l'instabilité de la croissance économique, ce qui rend plus difficile l'établissement de prévisions précises. Les chocs liés aux prix des produits de base et au financement de la dette extérieure sont des sources importantes de cette instabilité. Plusieurs facteurs institutionnels pourraient également entraîner une instabilité macroéconomique. La croissance dans les pays fréquemment confrontés à des conflits et à des troubles sociaux peut être plus difficile à prévoir avec précision, étant donné les effets macroéconomiques importants des conflits (Novta et Pugacheva, 2021). Les petites économies peuvent être plus instables que les grandes, car elles sont plus vulnérables aux chocs. L'instabilité est difficile à anticiper et à intégrer dans les modèles de prévision, ce qui entraîne des erreurs de prévision plus importantes. Les économies en développement, qui pourraient être moins diversifiées et dépendre des aléas des prix des produits de base, peuvent être exposées à des chocs importants susceptibles de provoquer de grosses erreurs de prévision (Eicher et al., 2019).

Chocs exogènes : Des catastrophes naturelles ou des crises mondiales imprévues, telles que la pandémie de COVID-19, peuvent entraîner des erreurs de prévision importantes. Un choc externe soudain et important dont les effets sont inconnus peut entraîner des prévisions erronées dans tous les domaines. L'incapacité à prendre en compte ces chocs typiquement négatifs en raison de l'incertitude de leurs effets peut donner lieu à des prévisions optimistes. On a pu observer ce phénomène au début de la pandémie de COVID-19, ce qui a entraîné des divergences entre les prévisions et les orientations préconisées. Par exemple, Sandefur et Subramanian (2020) ont constaté qu'au début de la pandémie, les prévisions de croissance des organisations internationales semblaient indiquer que l'effet du choc de la COVID-19 serait amorti, alors que ces organisations elles-mêmes réclamaient une action de grande envergure de la part des pouvoirs publics pour faire face à ce qu'elles percevaient comme un impact substantiel de la pandémie.

Capacité et parti pris des prévisionnistes : La précision des prévisions peut dépendre de caractéristiques propres à un prévisionniste. Les modèles de prévision peuvent être incorrects, ce que l'on appelle également l'incertitude du modèle

(Beckman, 1992). Les modèles de prévision peuvent sous-estimer les multiplicateurs budgétaires dans leurs hypothèses (Blanchard et Leigh, 2003). Certains prévisionnistes pourraient être systématiquement optimistes ou pessimistes (Beaudry et Willems, 2022). D'autres peuvent disposer de canaux de communication avec les responsables de l'action publique. Si une économie connaît une croissance supérieure à la tendance à long terme pendant une courte période, cela peut déclencher un optimisme exubérant chez les responsables politiques, qui se répercute sur les modèles de prévision, donnant lieu à un biais d'optimisme dans l'action publique. Il se peut aussi qu'un biais d'optimisme se produise parce que les prévisionnistes sont incapables de prévoir les récessions (An et al., 2021). En outre, des conflits d'intérêts peuvent survenir lorsqu'il existe une relation d'affaires entre les prévisionnistes et les gouvernements. Les institutions qui ont des clients gouvernementaux ou les banques centrales qui ont peu d'indépendance sont susceptibles de faire des prévisions biaisées en vue d'apaiser des clients. Il existe un important corpus d'études des effets des conflits d'intérêts. Concernant les marchés financiers, des études ont montré que de tels conflits ont entraîné des distorsions dans les recommandations d'actions et les prévisions de bénéfices des analystes boursiers (Malmendier et Shanthikumar, 2007 ; Hong et Kacperczyk, 2010). Des conflits d'intérêts apparaissent également dans les agences de notation lorsque ces dernières doivent noter leurs clients (Mathis et al., 2009 ; Griffin et Tang, 2012). Fabo et al. (2020) ont montré que les documents des banques centrales font état d'effets plus importants de l'assouplissement quantitatif sur la production et l'inflation que ceux des théoriciens de l'économie. Les banquiers centraux qui déclarent des effets plus importants de l'assouplissement quantitatif sur la production ont une carrière plus favorable, ce qui indique une implication considérable de la direction de la banque dans le processus de recherche. Ces biais sont quelque peu réduits, car les prévisionnistes professionnels sont également influencés par le désir de protéger leur réputation.

Dans ces quatre grandes catégories, la région MENA est confrontée à des problèmes de longue date qui accentuent les difficultés de prévision. Il s'agit notamment du manque d'informations dû à l'opacité des données, des conflits et de l'exposition à l'instabilité des prix des produits de base. Ces deux derniers éléments peuvent être qualifiés ensemble d'«instabilité structurelle». L'indicateur de capacité statistique (ICS) — qui mesure la production en temps voulu de statistiques crédibles, un révélateur du degré d'information dont les prévisionnistes peuvent disposer dans leur arsenal (voir encadré II.1) — montre que, dans l'ensemble, les économies en développement de la région MENA affichent le score le plus bas. De plus, ce score n'a cessé de diminuer au fil du temps. Les normes de communication de données sur la dette publique, ainsi que les mesures utilisées pour caractériser les marchés du travail, ne sont pas conformes aux normes internationales (Arezki et al., 2020). Avec des données limitées ou imprécises, les prévisionnistes disposent de moins d'éléments à intégrer dans leurs modèles, ce qui réduit la précision de leurs prévisions.

Plusieurs pays de la région sont périodiquement en conflit. La région MENA compte 68 % des décès liés aux combats dans le monde entre 2013 et 2017 (World Bank, 2020). Le Yémen connaît la plus grande crise humanitaire du monde, environ 80 % de sa population se trouvant dans le besoin. Les pertes cumulées de PIB en Syrie jusqu'en 2017 sont estimées à quatre fois le PIB de ce pays en 2010. En cas de conflit, les systèmes d'information sont souvent interrompus ou détruits et les données se raréfient. Les prévisions dans de telles conditions peuvent être difficiles.

Enfin, la dépendance directe ou indirecte des économies de la région MENA à l'égard des matières premières les rend vulnérables aux fortes fluctuations des prix de ces dernières. De nombreux pays de la région sont des exportateurs de pétrole importants et fortement concentrés, et de grands importateurs de produits alimentaires. L'instabilité macroéconomique qui s'ensuit est associée à des erreurs de prévision plus importantes, car les modèles ont du mal à s'adapter à ces variations brutales.

Les prévisionnistes et leurs erreurs ont été beaucoup étudiés par les économistes. Dans la section suivante, les données mondiales récentes sur les erreurs de prévision de la croissance sont analysées afin de mettre en évidence les schémas d'erreurs dans la région MENA et au-delà, en les reliant à l'interaction entre l'opacité des données, l'instabilité de la croissance, les conflits et l'exposition aux chocs des prix des produits de base.

Encadré II.1 : Indicateur de capacité statistique

L'indice de capacité statistique (ICS) de la Banque mondiale est une mesure de la transparence des données (voir encadré II.2). Le score global de l'ICS est basé sur un cadre de diagnostic permettant d'évaluer la capacité des systèmes statistiques nationaux dans le temps. Ce cadre comporte trois dimensions : les données sources, la méthodologie ainsi que la périodicité et l'actualité des indicateurs socioéconomiques. Un score composite pour chaque dimension et un score global combinant les trois dimensions sont obtenus pour chaque pays sur une échelle de 0 à 100. Un score de 100 indique que le pays remplit tous les critères. Chaque dimension est évaluée selon des critères basés sur des informations issues de métadonnées obtenues auprès de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international, des Nations Unies, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). [L'ICS est collecté par le Groupe de gestion des données de la Banque mondiale.](#)

Le score global de l'ICS constitue la moyenne des trois sous-indicateurs calculés pour chaque dimension (voir tableau BII.1). La dimension des données sources indique si un pays mène une activité de collecte de données selon la fréquence (périodicité) recommandée au niveau international, et si les données provenant des systèmes administratifs sont disponibles et fiables à des fins d'estimation statistique. Cette dimension couvre l'aspect microdonnées de la transparence des données qui est essentiel, car les microdonnées sont à la base du système de données d'un pays. Plus précisément, les critères utilisés sont la fréquence des recensements de la population et des recensements agricoles, et des enquêtes sur la pauvreté et la santé, ainsi que l'exhaustivité de la couverture du système d'enregistrement des faits d'état civil. Un pays peut obtenir un score parfait s'il a effectué au moins un recensement de la population au cours des dix dernières années, un ou plusieurs recensements agricoles au cours des dix dernières années, et trois enquêtes sanitaires ou plus au cours des dix dernières années, et s'il dispose d'un système complet d'enregistrement des faits d'état civil.

La dimension de la méthodologie statistique mesure la capacité d'un pays à respecter les normes et méthodes recommandées au niveau international. Cet aspect évalue les directives et les procédures utilisées pour compiler les statistiques macroéconomiques et pour les pratiques de communication et d'estimation des données sociales. Cette dimension mesure la qualité du système de données. Si l'on part du principe que les directives internationales constituent le point de référence des systèmes de données idéaux, le respect de ces directives implique que la qualité des systèmes de données répond à des normes bien établies. Les pays sont évalués en fonction d'une série de critères tels que l'utilisation d'une année de base actualisée pour les comptes nationaux, l'utilisation du dernier manuel de la balance des paiements, le niveau de communication de données sur la dette extérieure, un indice des prix à la consommation actualisé, un indice de la production industrielle actualisé, des prix à l'importation et l'exportation actualisés, une base comptable pour la publication des données financières de l'État, la communication des taux de vaccination à l'OMS (divergence entre les estimations de l'OMS et celles des pouvoirs publics), la souscription à la Norme spéciale de diffusion des données du FMI et la communication des données sur la scolarisation à l'UNESCO. Chaque critère a le même poids.

La dimension de la périodicité et l'actualité mesure la disponibilité et la fréquence des indicateurs socioéconomiques clés, dont neuf sont des indicateurs des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Cette dimension tente d'évaluer la mesure dans laquelle les données sont rendues accessibles aux utilisateurs par la transformation des données sources en produits statistiques opportuns. Les principaux indicateurs considérés, qui ont chacun le même poids, sont les suivants, par ordre de fréquence : pauvreté monétaire ; malnutrition infantile ; mortalité infantile ; vaccination ; VIH/SIDA ; santé maternelle ; égalité des sexes en matière d'éducation ; achèvement de l'enseignement primaire ; accès à l'eau ; et croissance du PIB.

Tableau BII.1 : Sous-composantes de l'indicateur de capacité statistique

Dimension	Définition
Méthodologie statistique (échelle de 0 à 100)	Mesure la capacité d'un pays à respecter <i>les normes et méthodes recommandées au niveau international</i> . Cet aspect est calculé en évaluant les directives et les procédures utilisées pour compiler les statistiques macroéconomiques ainsi que les méthodes de communication et d'estimation des données sociales.
Données sources (échelle de 0 à 100)	Indique si un pays mène une activité de <i>collecte de microdonnées</i> selon la fréquence recommandée au niveau international et si <i>les données provenant des systèmes administratifs</i> sont disponibles et fiables à des fins d'estimation statistique.
Périodicité et actualité (échelle de 0 à 100)	Mesure la <i>disponibilité et la périodicité des principaux indicateurs socioéconomiques</i> , dont neuf sont des indicateurs des objectifs du Millénaire pour le développement.

Plusieurs études ont utilisé l'ICS pour évaluer la qualité des systèmes de données et étudier sa relation avec d'autres variables macroéconomiques (Devarajan, 2013; Kubota et Zeufack, 2020; Islam et Lederman, 2020). Néanmoins, l'ICS a des limites. Il ne couvre que les pays en développement et est disponible de 2004 à 2020. La disponibilité des données à des fréquences élevées (trimestrielles et mensuelles) n'est généralement pas prise en compte. Pour les microdonnées, il ne tient pas compte des enquêtes sur les établissements et la population active. Il ne comprend pas non plus de mesure de l'ouverture en termes d'accès en ligne aux données. Ses successeurs, les indicateurs de performance statistique (IPS) — lancés en 2021 dans le Rapport sur le développement dans le monde intitulé «Des données au service d'une vie meilleure» — remédient à bon nombre de ces inconvénients. Les IPS mesurent la capacité et la maturité des systèmes statistiques nationaux en évaluant l'utilisation des données, la qualité des services, la couverture des sujets, les sources d'information, les infrastructures et la disponibilité des ressources. Les IPS couvrent à la fois les économies en développement et les économies avancées. Toutefois, ils ne sont disponibles que pour une période limitée, à savoir de 2016 à 2019. En outre, les IPS sont toujours en cours d'élaboration, et certains éléments de leur cadre conceptuel ne sont pas encore mesurés. La corrélation entre l'ICS et les IPS est de 0,86 pour l'échantillon des pays en développement et des périodes qui se chevauchent. Les principales conclusions de ce chapitre sont très valides, que l'on utilise l'ICS ou les IPS.

Encadré II.2 : Transparence et indicateur de capacité statistique

L'évolution et l'utilisation généralisée du mot «transparence» dans la gouvernance peuvent être largement attribuées aux organisations supranationales et non gouvernementales. Au début des années 90, Peter Eigen, ancien directeur de la Banque mondiale, a créé Transparency International pour lutter contre la corruption. La mission de cette organisation est d'étudier les effets de la corruption sur les citoyens et de préconiser des réformes de politiques au sein des institutions mondiales afin de lutter contre les pratiques de corruption. Les noms «Integrity International» et «Honesty International» avaient d'abord été envisagés, mais le mot «transparency» l'a emporté parce qu'il était entendu comme véhiculant la notion d'«ouverture» (Ball, 2009).

Par la suite, le terme «transparence» s'est répandu à la Banque mondiale, à l'Organisation de coopération et de développement économiques et dans les directives du Congrès américain au Fonds monétaire international. Les universitaires l'ont adopté et ont formalisé sa signification, en particulier dans le domaine des études internationales. C'est ainsi que Finel et Lord (1999) ont défini la transparence comme comprenant «*les structures juridiques, politiques et institutionnelles qui mettent les informations sur les caractéristiques internes d'un gouvernement et d'une société à la disposition des acteurs à l'intérieur et à l'extérieur du système politique national. La transparence est accrue par tout mécanisme qui conduit à rendre l'information publique, qu'il s'agisse d'une presse libre, d'un gouvernement ouvert, d'auditions ou de l'existence d'organisations non gouvernementales incitées à publier des informations objectives sur le gouvernement*». Pour Mitchell (1998), «*La transparence constitue la demande d'informations, la capacité des citoyens à obtenir des informations, ainsi que la fourniture et la diffusion effective d'informations par le gouvernement et les ONG*».

L'indice de capacité statistique (ICS) de la Banque mondiale va au-delà de son nom en incluant de nombreux éléments de transparence conformes aux définitions ci-dessus (voir encadré II.1). La disponibilité et la publication régulière de microdonnées et de macrodonnées, ainsi que le respect des normes internationales dans la production de ces données, sont au cœur de l'«ouverture», c'est-à-dire de la capacité des citoyens à obtenir des informations de la part du gouvernement. La mesure va au-delà de la capacité statistique — le score ICS de services statistiques très compétents peut être pénalisé s'ils ne publient pas de statistiques. L'ICS évalue la transparence en utilisant des mesures objectives, vérifiables et axées sur les données. Il est unique en ce sens qu'il ne dépend pas de la perception de la transparence par les personnes interrogées, comme c'est généralement le cas pour de nombreux indicateurs de transparence. Et il peut être interprété comme un indice de transparence des statistiques ou des données.

II.2. Sources des erreurs de prévision dans la région MENA

Cette section analyse les tendances des erreurs de prévision de la croissance du PIB de la région MENA et examine les grandes sources d'erreurs évoquées dans la section précédente : l'opacité des données, l'instabilité de la croissance exacerbée par les conflits et les chocs des prix des produits de base, et les différents types de prévisionnistes. Les erreurs de prévision du PIB sont définies comme la croissance annuelle prévue du PIB moins la croissance effective du PIB sur la période 2010-2020¹⁴.

▸ La nature des erreurs de prévision de la croissance du PIB dans la région MENA

Les données utilisées pour l'analyse proviennent en grande partie des prévisions de croissance pour la même année établies en janvier par le WEO du FMI et le GEP de la Banque mondiale. Elles sont fournies pour les économies en développement. Les prévisions de croissance des institutions internationales sont largement utilisées par les autorités pour évaluer les perspectives économiques et étalonner leurs propres projections. Elles sont également utilisées par les prévisionnistes du secteur privé (Genberg et Martinez, 2014; Genberg, Martinez et Salemi, 2014; Beaudry et Willems, 2022)¹⁵. Il faut noter que les discussions conceptuelles s'appliquent à tous les types de prévisionnistes. Plus loin dans la section, les prévisions du secteur privé sont analysées séparément.

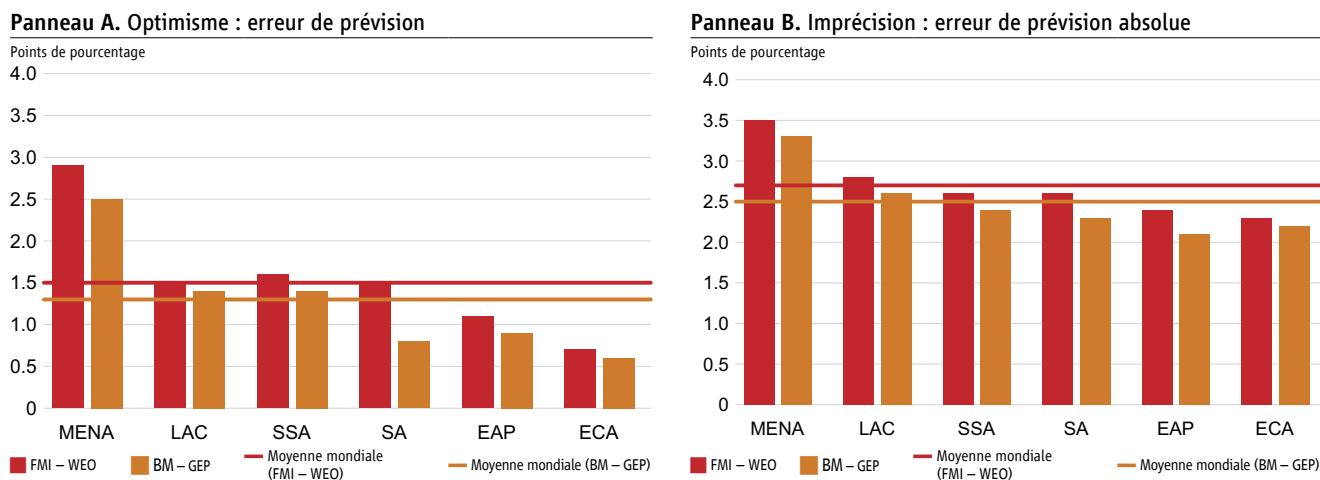
À l'échelle mondiale, entre 2010 et 2020,¹⁶ l'erreur de prévision moyenne — la différence entre la croissance prévue et la croissance réalisée — est de 1,3 point de pourcentage pour les prévisions des du GEP de janvier et de 1,5 point de pourcentage pour les prévisions du WEO de janvier. Si l'on exclut l'année 2020, l'erreur de prévision moyenne globale est de 0,4 point de pourcentage pour les prévisions des du GEP de janvier et de 0,7 point de pourcentage pour celles du WEO de janvier. En moyenne, la région MENA a enregistré les erreurs de prévision les plus importantes de toutes les régions du monde entre 2010 et 2020 (voir figure II.1, panneau A). Les erreurs de prévision de la croissance dans cette région sont en moyenne de 2,5 points de pourcentage pour les prévisions des du GEP de janvier et de 2,9 points de pourcentage pour celles du WEO de janvier. Ces chiffres sont assez importants, étant donné que le taux de croissance moyen de la région pour cette période n'était que de 1 %. Si l'on prend la moyenne des prévisions des du GEP de janvier sur la période 2010-2020, 77,8 % des économies de la région affichent un niveau d'erreur de prévision supérieur à la moyenne du reste du monde. Les erreurs de prévision positives sont le signe d'un biais d'optimisme — les prévisionnistes institutionnels ont tendance à prévoir des taux de croissance plus élevés que ceux qui sont effectivement réalisés. Ainsi, faute d'un meilleur terme, nous désignerons les erreurs de prévision par degré de « biais d'optimisme »¹⁷. Le biais d'optimisme est constant dans toutes les régions, bien qu'il soit plus important dans la région MENA que partout ailleurs.

14 Le présent rapport ne porte que sur les erreurs de prévision de la croissance du PIB. Ces erreurs sont importantes, car elles donnent une idée générale d'une économie. En outre, le PIB est le dénominateur de la plupart des indicateurs, ce qui le rend important pour une série de prévisions d'autres indicateurs économiques. Voir Flores et al. (2021) pour des recherches sur les erreurs de prévision de la dette publique et Easaw et Golinelli (2021) pour les erreurs de prévision de l'inflation. L'encadré II.3 fournit des informations sur les erreurs de prévision de l'inflation. Ce rapport utilise également des prévisions à court terme pour la même année. Les prévisions à court terme sont généralement les plus précises; en effet, la précision des prévisions diminue le plus souvent à mesure que l'on s'éloigne de la période considérée (Ho et Mauro 2016). En outre, elles ont tendance à susciter une attention considérable de la part des responsables de l'action publique, des médias et des autres parties prenantes.

15 Les données probantes sur l'importance des prévisions du WEO ont été résumées dans Beaudry et Willems (2022). Environ 88 % des autorités nationales sont tout à fait d'accord avec l'affirmation selon laquelle elles « considèrent les projections du WEO comme la référence pour évaluer les perspectives économiques ». En outre, 64 % des autorités nationales sont tout à fait d'accord avec l'affirmation selon laquelle elles « utilisent les prévisions du WEO pour vérifier la précision de [leurs] propres prévisions », tandis que 75 % sont tout à fait d'accord avec l'affirmation selon laquelle « les prévisions du WEO sont des éléments précieux pour le processus de politique économique dans [leur] pays ».

16 L'analyse se concentre sur la période 2010-2020, car les données de prévision systématiques des Du GEP de janvier de la Banque mondiale ne sont disponibles que pour cette période. Pour les pays du Conseil de coopération du Golfe de la région MENA (Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar), les données sont disponibles à partir de 2015. Le WEO ne comporte que des prévisions d'avril et d'octobre pour les années 90. La période 2010-2020 a été marquée par des événements importants dans la région, notamment le Printemps arabe, des chocs pétroliers majeurs et l'instabilité de quelques économies. Ces éléments sont pris en compte du mieux possible dans l'analyse empirique qui suit.

17 Les erreurs de prévision peuvent être le résultat de facteurs autres que le biais d'optimisme, tels que des crises imprévues.

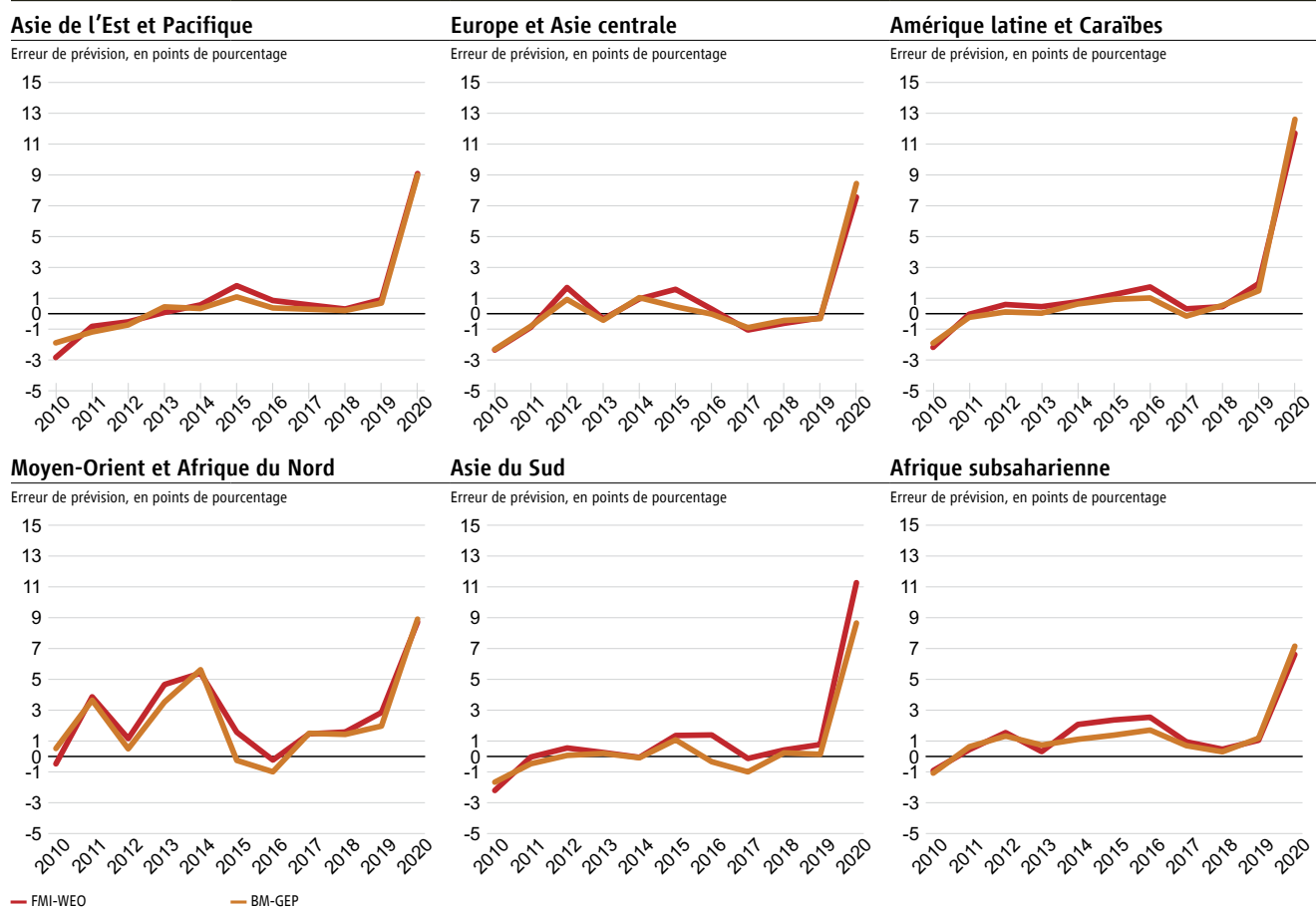
Figure II.1 : Erreurs de prévision de la croissance en janvier, par région et par institution (2010–2020)

Les erreurs de prévision absolues sont toutes limitées à leurs valeurs positives, ce qui supprime la direction du biais. À l'échelle mondiale, l'erreur de prévision absolue est de 2,5 points de pourcentage pour les du GEP de janvier et de 2,7 points de pourcentage pour le WEO de janvier. Elle est également plus importante pour la région MENA (voir figure II.1, panneau B). Nous désignons les erreurs de prévision absolues par l'« imprécision » des prévisions. Entre 2010 et 2020, l'erreur de prévision absolue moyenne pour la région MENA était de 3,3 points de pourcentage pour le GEP de janvier et de 3,5 points de pourcentage pour le WEO de janvier. Entre 2010 et 2020, si l'on utilise les prévisions des du GEP de janvier, en moyenne, la moitié des économies de la région avaient une erreur de prévision absolue plus importante que la moyenne du reste du monde. Les erreurs de prévision simples (non ajustées) et absolues ne semblent pas varier systématiquement en fonction du niveau de revenu du pays. La région MENA se distingue par ses erreurs de prévision élevées, qui ne dépendent pas du niveau de développement. Les deux panneaux de la figure II.1 indiquent que les prévisions de croissance du WEO du FMI sont légèrement plus optimistes et plus imprécises que celles des du GEP de la Banque mondiale, pour toutes les régions. Il convient de noter que les panneaux sont établis à partir d'un échantillon commun du WEO du FMI et des du GEP de la Banque mondiale, de sorte que les résultats ne sont pas déterminés par des différences dans la composition de l'échantillon. Ces résultats sont confirmés par des estimations économétriques plus rigoureuses décrites à la section II.3 et dans l'annexe.

La figure II.2 présente l'évolution des erreurs de prévision moyennes régionales pour la période 2010-2020. Rien n'indique que les prévisions se soient améliorées au fil du temps, qu'elles émanent du FMI ou de la Banque mondiale. Cela reste le cas lorsque l'horizon temporel est repoussé à 1990 en utilisant les données du WEO du FMI pour avril et octobre (voir la figure X2 de l'annexe II.1). Pendant la période 2010-2020, l'ampleur des erreurs de prévision concernant la région MENA a généralement été beaucoup plus importante que pour les autres régions. Les erreurs de prévision étaient particulièrement importantes pour toutes les régions en 2020, lorsque la pandémie de COVID-19 a commencé. Il fallait s'y attendre, car la pandémie était un choc exogène qui a eu des effets étendus sur l'activité économique — par exemple en raison de confinements largement imprévus. Si, en moyenne, la pandémie a largement augmenté les erreurs

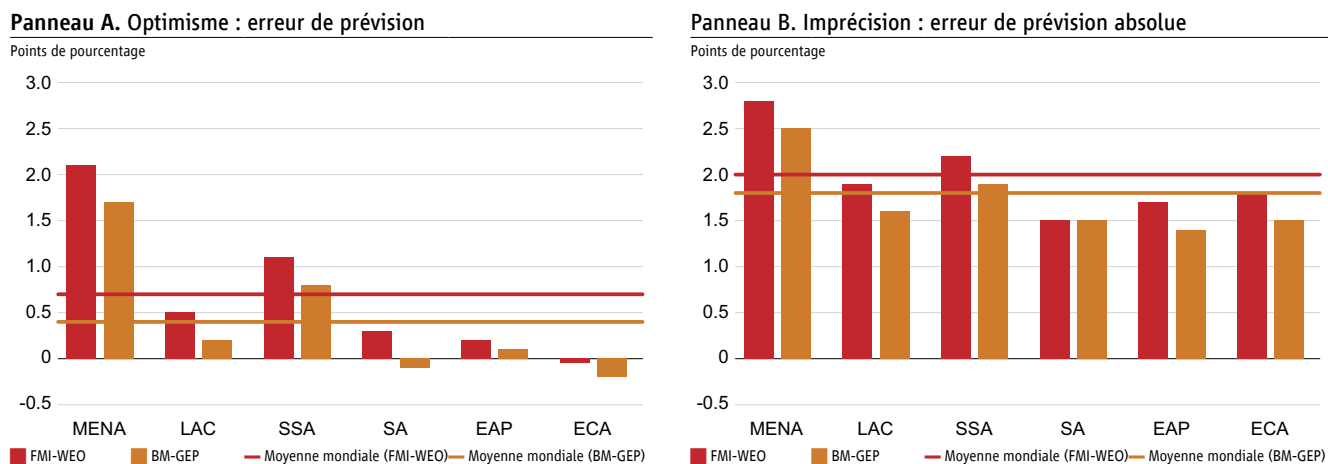
de prévision en 2020, les erreurs de prévision de la croissance restent considérables pour la région MENA même si l'on exclut l'année 2020 — elles ont atteint 1,7 point de pourcentage pour les prévisions des du GEP de janvier et 2,1 points de pourcentage pour les prévisions du WEO de janvier (voir figure II.3).

Figure II.2 : Erreurs de prévision au fil du temps, par région et par institution



Source : Calculs des auteurs, sur la base des *Perspectives de l'économie mondiale* du Fonds monétaire international et des *Perspectives économiques mondiales* de la Banque mondiale.
 Notes : La figure présente les erreurs de prévision du WEO et du GEP de janvier. Les erreurs de prévision représentent la différence entre les taux de croissance du PIB prévus et réalisés. Les erreurs de prévision absolues sont calculées comme la valeur absolue des erreurs de prévision. La figure est établie sur la base de données d'un échantillon commun de 141 pays (en grande partie des pays en développement) recueillies en janvier pour chaque année entre 2010 et 2020. La région MENA comprend à la fois les pays membres et non-membres du CCG.

Figure II.3 : Erreurs de prévision et erreurs de prévision absolues en janvier, avant la pandémie, par région et par institution (période : 2010-2019)



Source : Calculs des auteurs, sur la base des *Perspectives de l'économie mondiale* du Fonds monétaire international et des *Perspectives économiques mondiales* de la Banque mondiale.
 Notes : La figure présente les erreurs de prévision (panneau A) et les erreurs de prévision absolues (panneau B) du WEO du FMI et du GEP de la Banque mondiale de janvier. Les erreurs de prévision représentent la différence entre les taux de croissance du PIB prévus et réalisés. La figure est établie sur la base de données d'un échantillon commun de 141 pays (en grande partie des pays en développement) recueillis en janvier pour chaque année entre 2010 et 2020, afin d'exclure les effets de distorsion de la première année de pandémie. La région MENA comprend à la fois les pays membres et non-membres du CCG.

Le moment des prévisions est également important. La figure X3 de l'annexe II.1 montre que les erreurs de prévision pour l'année ont tendance à diminuer en ampleur et à augmenter en précision lorsque le mois de prévision passe de janvier à octobre. La figure X2 compare les erreurs de prévision du FMI d'avril avec celles d'octobre, de 1990 à 2020, et constate que le niveau d'erreur au mois d'octobre est généralement plus bas. Lorsque la date de prévision approche de la fin de l'année, les prévisionnistes disposent de plus d'informations et peuvent donc prévoir plus précisément la croissance pour l'année en question.

Les erreurs de prévision importantes dans la région MENA sont probablement attribuables à l'opacité des données et à l'instabilité structurelle résultant des conflits et des fluctuations des prix des produits de base. Le type de prévisionniste influe également sur l'ampleur des erreurs et biais de prévision. Ces causes sont étudiées en détail ci-dessous.

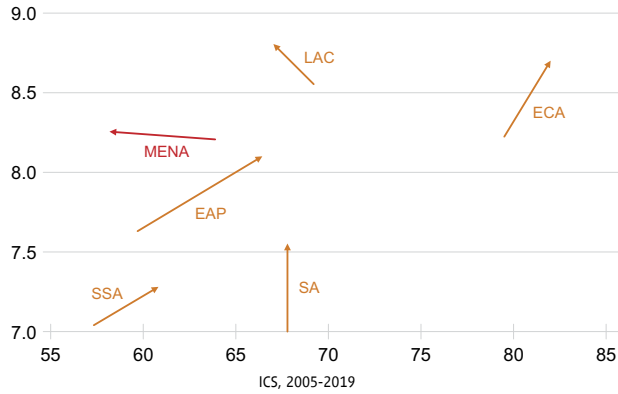
› Opacité des données

De nombreuses économies de la région MENA manquent de données, ayant pris du retard dans leur capacité statistique à en générer (Arezki et al., 2020). La figure II.4 présente l'évolution de l'ICS et du logarithme du PIB par habitant, par région et pour chaque pays MENA entre 2005 et 2019. L'ICS a diminué entre 2005 et 2019 (voir figure II.4, panneau A). Les pays en développement de la région MENA ont obtenu le score le plus faible de toutes les régions en développement du monde en 2019, en grande partie à cause de l'opacité des données. Le panneau B de la figure II.4 montre que la capacité statistique a diminué pour toutes les économies de la région comprises dans l'échantillon, à l'exception de l'Iran et de la Jordanie. Il est clair que l'existence d'un conflit joue un rôle non négligeable dans la dégradation des systèmes de données — comme le prouve la baisse de l'ICS pour la Libye et le Yémen. La figure X1 de l'annexe II.1 présente les tendances temporelles détaillées de l'ICS pour chaque pays MENA. Des chutes abruptes dans l'écosystème des données sont observées pour la Syrie et le Yémen, tandis que la Libye a connu un déclin progressif. L'Égypte et la Cisjordanie et Gaza affichent de meilleures performances dans la région.

Figure II.4 : Évolution de l'ICS et du PIB par habitant (de 2005 à 2019)

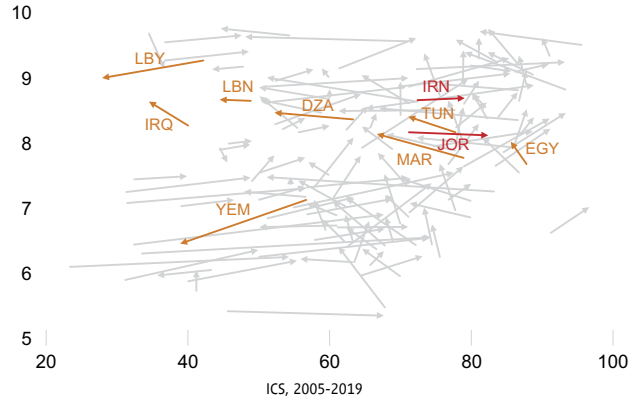
Panneau A. Par région

Logarithme du PIB réel par habitant (2005-2019)



Panneau B. Par pays

Logarithme du PIB réel par habitant (2005-2019)



Source : Calculs des auteurs, sur la base de l'Indice de capacité statistique et des Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale.

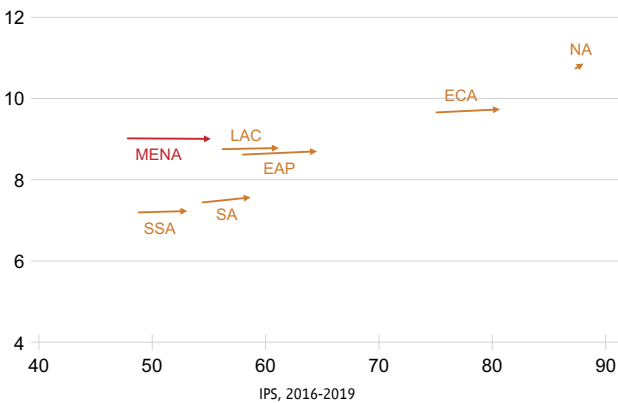
Notes : La figure est établie sur la base de données recueillies entre 2005 et 2019 pour un échantillon de 132 pays en développement. La région MENA comprend uniquement les pays en développement (à l'exclusion des membres du CCG, d'Israël et de Malte). L'échantillon de pays n'est pas systématiquement le même d'une année sur l'autre. Les données pour la Cisjordanie et Gaza ne sont disponibles qu'à partir de 2009. Les données de Djibouti sont manquantes pour 2005. La Syrie n'est pas incluse dans le panneau B en raison de l'indisponibilité de ses données de PIB par habitant en dollars constants.

L'autre indice, à savoir les indicateurs de performance statistique (IPS), constitue une mesure plus large et plus sophistiquée des systèmes statistiques nationaux qui inclut également les pays développés, mais n'est disponible que pour 2016 à 2019 (voir encadré II.1). En ce qui concerne l'échantillon des pays en développement et des périodes qui se chevauchent pour les deux indicateurs, les deux indices prennent en compte des informations largement similaires sur les capacités statistiques des pays. Comme le montre le panneau A de la figure II.5, la région MENA affiche également un faible score IPS et n'obtient de meilleurs résultats que par rapport à la région Afrique subsaharienne lorsque les pays en développement et avancés sont inclus. Les économies du Conseil de coopération du Golfe (CCG) – Arabie saoudite, ahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar ne font pas beaucoup mieux que la moyenne régionale en ce qui concerne le score IPS, et suivent dans certains cas des pays MENA non-membres du CCG (voir figure II.5, panneau B).

Figure II.5 : Évolution des IPS et du PIB par habitant (de 2016 à 2019)

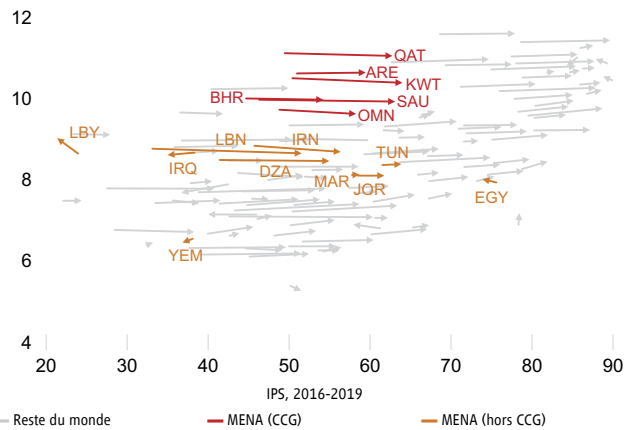
Panneau A. Par région

Logarithme du PIB réel par habitant (2016-2019)



Panneau B. Par pays

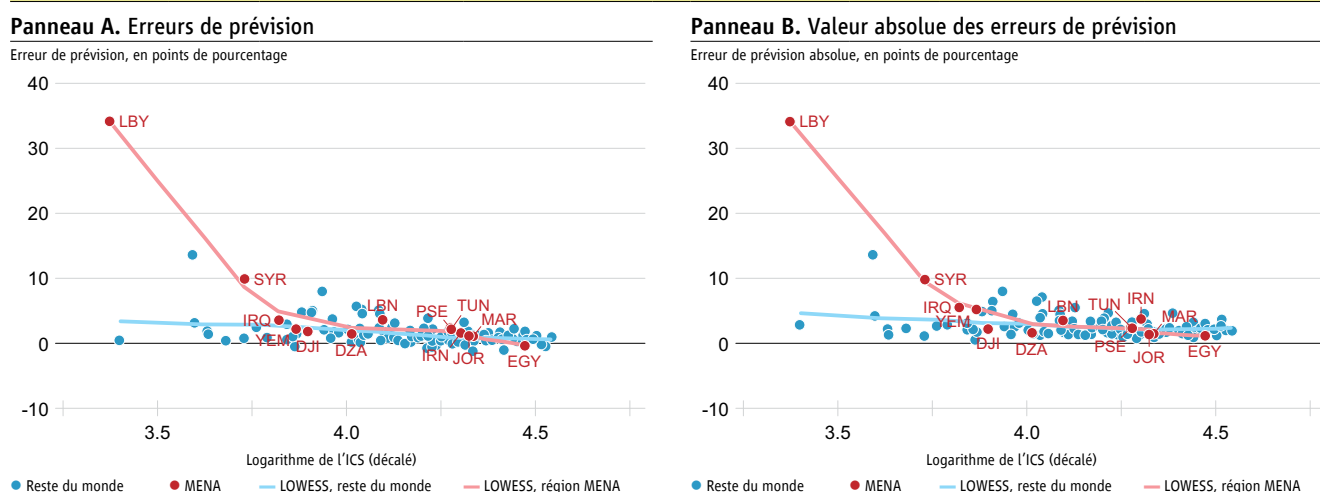
Logarithme du PIB réel par habitant (2016-2019)



Source : Calculs des auteurs, sur la base des Indicateurs de performance statistique de la Banque mondiale.
Note : L'échantillon comprend 161 pays développés et en développement.

Les erreurs de prévision ont tendance à être plus importantes pour les pays dont les systèmes de données sont plus faibles. Les systèmes de données faibles se caractérisent par des données rares, à faible fréquence ou de mauvaise qualité. La figure II.6 présente la corrélation entre l'ICS et les erreurs de prévision simples et absolues pour un échantillon de 133 pays dont les données sont disponibles en 2020^{18,19}. La figure montre que les scores ICS les plus faibles sont corrélés à des erreurs de prévision plus élevées. En d'autres termes, les prévisions de croissance pour les pays dont les systèmes de données sont plus faibles sont en moyenne plus optimistes et plus imprécises. Cela est particulièrement vrai pour la région MENA, où la relation entre l'ICS et les erreurs de prévision est plus prononcée — les résultats sont fortement influencés par les pays touchés par les conflits, comme la Libye et la Syrie, dont la capacité en matière de données a été gravement affaiblie en raison des conflits. La suppression de toutes les paires années-pays fragiles et en situation de conflit aplanit la relation entre les erreurs de prévision et l'ICS, bien que la ligne reste plus abrupte pour la région MENA que pour le reste du monde²⁰.

Figure II.6 : Erreurs de prévision et capacité en matière de données (ICS)



Source : Calculs des auteurs, sur la base des *Perspectives économiques mondiales* de la Banque mondiale, éditions de janvier, 2010-2020, et de l'Indice de capacité statistique de la Banque mondiale.
 Notes : La figure montre la corrélation entre les erreurs de prévision et l'Indice de capacité statistique en utilisant le lissage LOWESS. Les erreurs de prévision sont calculées sur la base des taux de croissance du PIB prévus et réalisés et reposent sur un échantillon de 133 pays en développement entre 2010 et 2020. La région MENA exclut les économies du CCG (Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar).

Les modèles de prévision sont largement limités par la granularité et l'actualité des données disponibles. Des informations mensuelles ou trimestrielles sont essentielles pour obtenir des prévisions plus précises. Bien que l'ICS illustre dans une large mesure la qualité de l'écosystème des données, il ne couvre pas forcément l'étendue et la disponibilité des données à haute fréquence. Le tableau II.1 présente la disponibilité de données à haute fréquence sur le PIB, la production industrielle et le chômage pour 19 pays de la région MENA. La date des dernières données disponibles est également indiquée. Ces informations sont compilées à partir des sites Web de divers services statistiques ou portails de données, de banques centrales et de ministères du Plan, de l'Économie ou des Finances dans la région MENA. Les résultats sont comparés à ceux du Mexique, qui constitue une bonne base de référence pour la région, car il s'agit d'un pays à

18 La corrélation est établie par la méthode de Lissage de nuage de points localement pondéré (LOWESS). L'avantage du lissage LOWESS est qu'il ne nécessite pas d'imposer une forme fonctionnelle pour la relation entre deux variables.

19 La figure II.6 inclut largement les pays en développement. Toutefois, la corrélation entre les IPS (dont la couverture est mondiale) et les erreurs de prévision donne des résultats similaires.

20 Les pays en situation de fragilité, de conflit et de violence (FCV) sont définis selon la classification de la Banque mondiale. Les «pays fragiles» affichent une note moyenne harmonisée inférieure ou égale à 3,2 pour l'évaluation des politiques et des institutions nationales (CPIA), ou accueillent une mission de maintien ou de consolidation de la paix régionale ou des Nations Unies depuis trois ans. Cette liste ne comprend que les pays admis à emprunter à l'IDA et les territoires ou pays non-membres ou inactifs sans données CPIA. Les pays BIRD dont les notes CPIA sont inférieures à 3,2 ne sont pas admissibles pour ces raisons, parce qu'ils ne publient pas leurs notes CPIA. Les pays BIRD inclus n'y sont admis qu'en raison de la présence d'une mission de maintien de la paix, d'une mission politique ou d'une mission de consolidation de la paix, et leurs notes CPIA ne sont donc pas indiquées ici.

revenu intermédiaire de la tranche supérieure doté d'un écosystème de données performant. Sur les 19 pays MENA, 15 communiquent des données trimestrielles sur le PIB. Certains pays manquent totalement d'informations pour l'année 2020. Les pays en conflit comme la Libye (2014) et le Yémen (2017) ont des données obsolètes. Seuls 10 des 19 pays de la région disposent d'informations mensuelles ou trimestrielles sur la production industrielle. Ces informations ne sont pas facilement accessibles pour les neuf autres. Huit pays à peine communiquent des données trimestrielles sur le chômage, et aucun ne dispose de données mensuelles. Le pays de référence, le Mexique, publie des données sur le chômage tous les mois. Une mise en garde s'impose néanmoins : le tableau ne tient pas compte de la qualité. Par exemple, les définitions du chômage peuvent être incompatibles avec les normes internationales (Arezki et al., 2020).

Tableau II.1 : Disponibilité de données macroéconomiques pour la région MENA (janvier 2022)						
Pays	Données sur le PIB	Données les plus récentes sur le PIB (année civile)	Données sur l'indice de la production industrielle	Indice de la production industrielle, données les plus récentes (année civile)	Données sur le chômage	Données les plus récentes sur le chômage (année civile)
Algérie	Trimestrielles	T2, 2021	Trimestrielles	T3, 2021	Semestrielles	Mai 2019
Bahreïn	Trimestrielles	T3, 2021	Sans objet	Sans objet	Recensement uniquement	2020
Djibouti	Annuelles	2018	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet
Égypte	Trimestrielles	T3, 2021	Mensuelles	Septembre 2021	Trimestrielles	T3, 2021
Iran	Trimestrielles	T3, 2021	Trimestrielles	T3, 2021	Trimestrielles	T3, 2021
Iraq	Trimestrielles	T2, 2021	Trimestrielles	T2, 2021	Disponibles pour 2 ans uniquement	2016
Jordanie	Trimestrielles	T3, 2021	Mensuelles	Octobre 2021	Trimestrielles	T3, 2021
Koweït	Trimestrielles	T4, 2020	Sans objet	Sans objet	Annuelles	2021
Liban	Trimestrielles	T4, 2019	Sans objet	Sans objet	Recensement uniquement	2018-2019
Libye	Annuelles	2014	Sans objet	Sans objet	Enquête sur la population active	2013
Maroc	Trimestrielles	T3, 2021	Trimestrielles	T3, 2021	Trimestrielles	T3, 2021
Oman	Trimestrielles	T3, 2021	Sans objet	Sans objet	Annuelles	2020
Qatar	Trimestrielles	T3, 2021	Mensuelles	Novembre 2021	Trimestrielles	T2, 2021
Arabie saoudite	Trimestrielles	T3, 2021	Mensuelles	Novembre 2021	Trimestrielles	T3, 2021
Syrie	Annuelles	2019	Sans objet	Sans objet	Annuelles	2019
Tunisie	Trimestrielles	T3, 2021	Mensuelles	Septembre 2021	Trimestrielles	T3, 2021
Émirats arabes unis	Trimestrielles	T2, 2020	Sans objet	Sans objet	Annuelles	2020
Cisjordanie et Gaza	Trimestrielles	T3, 2021	Mensuelles	Novembre 2021	Trimestrielles	T3, 2021
Yémen	Annuelles	2017	Sans objet	Sans objet	Recensement uniquement	2013
Total, région MENA : 19	Trimestrielles : 15/19		Mensuelles ou trimestrielles : 10/19		Trimestrielles : 8/19	
Mexique	Trimestrielles	T3, 2021	Mensuelles	Octobre 2021	Mensuelles	Novembre 2021

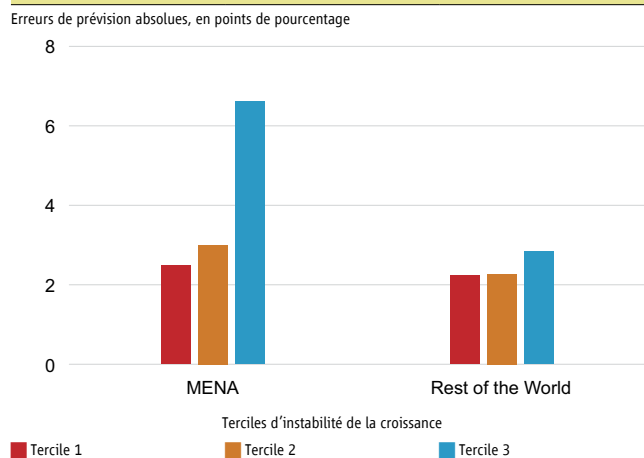
Source : Sites Web des services nationaux de statistiques, des portails de données gouvernementaux, des banques centrales et des ministères du Plan, de l'Économie et des Finances.
Notes : « Sans objet » signifie que les informations ne sont pas facilement accessibles. Toutes les données ont été consultées en janvier 2022. Ce tableau n'est pas exhaustif, car il n'a pris en compte que les sites Web des services nationaux de statistiques, des portails de données gouvernementaux, des banques centrales et des ministères du Plan, de l'Économie ou des Finances. Les sites Web tiers ont été exclus de l'enquête. Ce tableau a été mis à jour et vérifié par les économistes-pays de la Banque mondiale. Le Mexique a été choisi comme pays de comparaison, car il s'agit d'un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure doté d'un écosystème de données performant.

Le manque de données au niveau macroéconomique se reflète également dans la disponibilité des données au niveau microéconomique. Ce phénomène est attesté par Ekhatior-Mobayode et Hoogeveen (2021) pour 20 pays de la région MENA (y compris Malte). Les données des recensements et des enquêtes sont souvent obsolètes. Seuls 13 des 20 pays sont à jour dans leur recensement de la population et 9 sur 20 sont à jour dans leur recensement économique. À peine 5 des 20 pays ont réalisé récemment une enquête sur les établissements et environ la moitié d'entre eux sont à jour dans leurs enquêtes sur la santé, la population active et la consommation. En outre, l'accessibilité publique des microdonnées est limitée. Sur les 140 ensembles de microdonnées potentiels envisagés (sept catégories de données dans 20 pays), 78 avaient été collectés et 22 étaient accessibles. En outre, environ un tiers de ces 22 ensembles de données n'étaient pas accessibles sur le site Web du Bureau national de la statistique, mais devaient être trouvés dans des référentiels internationaux de microdonnées, tels que ceux de la Banque mondiale, la bibliothèque de microdonnées du Réseau international d'enquêtes sur les ménages (IHSN), l'IPUMS, Eurostat, les enquêtes démographiques et sanitaires (EDS) et les enquêtes en grappes à indicateurs multiples (MICS).

▸ Instabilité structurelle

Les pays dont les taux de croissance sont volatils se prêtent plus difficilement aux prévisions, car les modèles peinent à prendre en compte des fluctuations brutales. De grands chocs inattendus produisent des erreurs de prévision plus importantes en raison de la possibilité de divergences concernant l'état futur du monde. La figure II.7 montre que les erreurs de prévision absolues les plus élevées tendent à être associées aux pays dont la croissance présente une plus grande instabilité. La relation est plus prononcée pour la région MENA par rapport au reste du monde, ce qui indique

Figure II.7 : Valeur absolue des erreurs de prévision par tercile d'instabilité de la croissance (2010-2020)



Source : Calculs des auteurs, sur la base des *Perspectives économiques mondiales* de la Banque mondiale, éditions de janvier, 2010-2020.

Notes : La figure montre la répartition de la moyenne des erreurs de prévision entre les terciles d'instabilité de la croissance (les terciles 2 et 3 indiquant une instabilité de la croissance de plus en plus élevée). Les terciles sont calculés sur la base de l'échantillon complet. La valeur absolue des erreurs de prévision est basée sur les taux de croissance du PIB prévus et réalisés. L'instabilité de la croissance est calculée comme étant l'écart-type décalé sur 10 ans. La figure est établie à partir d'un échantillon de 140 pays en développement sur la période 2010-2020. La région MENA exclut les pays du Conseil de coopération du Golfe (Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar).

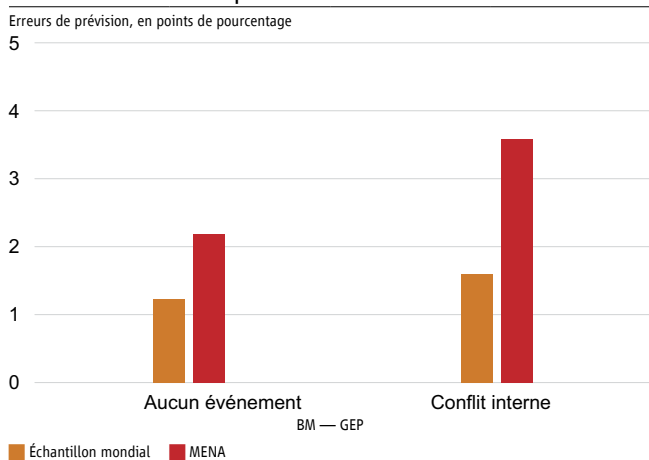
une relation plus forte entre les erreurs de prévision et l'instabilité de la croissance. Dans la région MENA, la combinaison de la concentration des exportations sur les matières premières et des conflits dans les pays entraîne une plus grande instabilité de la croissance, ce qui accroît la difficulté de prévoir avec précision la croissance du PIB.

Conflits : En général, les conflits nuisent gravement à la croissance économique. Les conflits armés perturbent considérablement les économies. Le capital physique et humain est détruit. Les fonds sont détournés des utilisations productives. La désépargne et la perturbation de la dynamique sociale interne sont considérables. De plus, lorsqu'un conflit survient, comme c'est le cas à grande échelle dans la région MENA, la capacité de collecte de données est gravement affaiblie — et l'étendue des dégâts est difficile à mesurer. Par conséquent, la croissance est instable et les erreurs de prévision sont susceptibles d'être plus importantes. La région MENA comptait 68 % des décès liés aux combats dans le monde entre 2013 et 2017

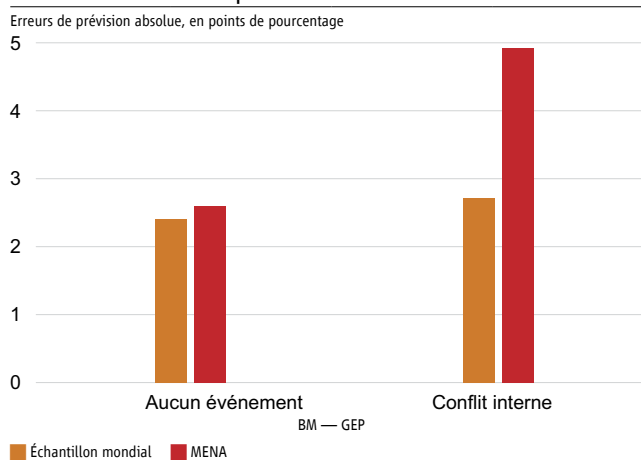
(World Bank, 2020). Comme le montre la figure II.8, les pays qui connaissent des conflits ont tendance à afficher des erreurs de prévision plus importantes. Ce phénomène est particulièrement accentué dans la région MENA, où les pays en conflit présentent des erreurs de prévision plus notables que les autres pays en développement. Dans cette région,

Figure II.8 : Conflits et erreurs de prévision de la croissance dans la région MENA et le reste du monde

Panneau A : Erreurs de prévision et conflits



Panneau B : Erreurs de prévisions absolues et conflits



Source : Ensemble de données UCDDP-PRIO sur les conflits

Notes : Les axes verticaux indiquent les erreurs de prévision (panneau A) et les erreurs de prévisions absolues (panneau B) en pourcentage. Aucun événement = observations sans conflit interne (ou début de conflit) ni catastrophe naturelle de grande ampleur. Conflit interne = une année marquée par la survenue d'un conflit interne. Les conflits internes englobent à la fois les conflits intraétatiques et les conflits internationaux qui se produisent au sein d'un État.

les pays FCV ont des prévisions plus imprécises et plus optimistes que les autres (voir figure X4). Lorsqu'on exclut les pays FCV, la précision des prévisions de la région augmente pour atteindre un niveau comparable à la moyenne mondiale. Cependant, même en excluant les pays FCV, les prévisions de croissance sont beaucoup plus optimistes dans la région MENA que dans le reste du monde. Les effets sismiques des conflits dans la région ont été bien démontrés dans la littérature (Ianchovichina et Ivanic, 2016 ; Devadas et al., 2021).

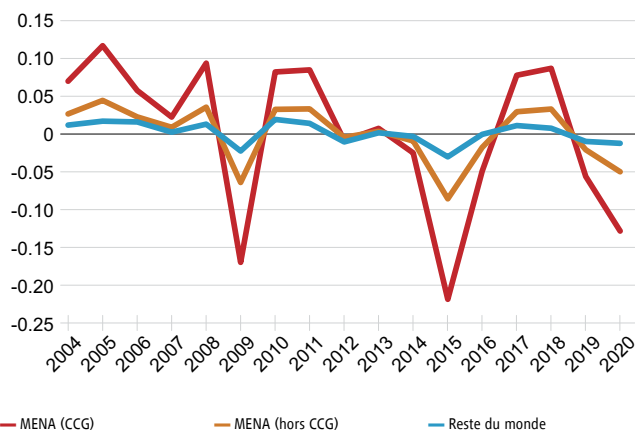
Chocs des prix des produits de base : De nombreux pays de la région MENA sont exportateurs de pétrole et importateurs de denrées alimentaires. Par exemple, le carburant représentait plus de 70 % des exportations des Émirats arabes unis en 2019 (Gatti et al., 2021). Les économies de la région sont donc sensibles aux fluctuations des prix des produits de base, ce qui entraîne une instabilité accrue de la croissance économique. La figure II.9 montre l'instabilité de l'indice des prix des exportations de produits de base, une mesure qui décrit à la fois les fluctuations des cours internationaux de produits de base et l'exposition des pays aux exportations de ces produits²¹ Bien que les pays du CCG soient les plus sensibles, même les pays MENA non-membres du CCG connaissent une plus grande instabilité des prix des produits de base que le reste du monde. L'instabilité des prix rend plus difficiles les prévisions de croissance dans les pays exposés aux exportations de produits de base, à l'exemple du pétrole. La figure II.10 montre que les pays dont les terciles de chocs sur les prix des produits de base sont plus élevés présentent également des erreurs de prévision plus importantes. Ce phénomène est accentué pour la région MENA.

21. Les chocs des prix des produits de base à l'exportation rendent compte à la fois de l'exposition aux exportations de produits de base et des fluctuations des prix internationaux. La formule des chocs des prix des produits de base pour le pays c est calculée comme suit :

$$\sum_{i=1}^{45} \Delta \log(p_i) \times \frac{\text{exportation}_c}{\text{PIB}_c}$$

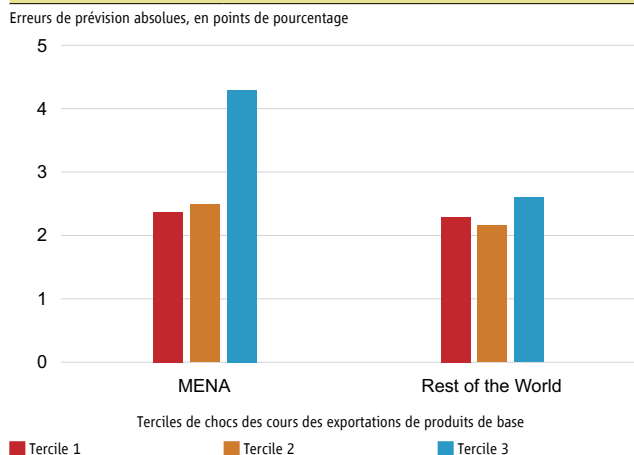
Où $\Delta \log(p_i)$ est la variation logarithmique du prix du produit de base i ; $\frac{\text{exportation}_c}{\text{PIB}_c}$ est la moyenne (recettes d'exportation/PIB) du produit de base i depuis 1962 jusqu'en 2020. Ce ratio rend compte de la dépendance ou de l'exposition du pays c aux recettes d'exportation du produit de base i. L'ensemble de données couvre 45 produits de base clés tels que l'énergie (y compris le pétrole brut et le gaz naturel), les matières premières agricoles, les denrées alimentaires et les métaux (voir Gruss et Kebhajj, 2019).

Figure II.9 : Chocs des cours des exportations de produits de base



Source : Calculs des auteurs, sur la base des données de Gruss et Kbhaji, 2019.
 Notes : Les chocs des cours des exportations de produits de base rendent compte à la fois de l'exposition aux exportations de produits de base et des fluctuations de prix sur le marché international. La figure est établie à partir d'un échantillon de 180 pays développés et en développement entre 2004 et 2020. CCG = Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar.

Figure II.10 : Erreurs de prévision absolues et tertiles de chocs des cours des exportations de produits de base (2010-2020)



Source : Calculs des auteurs, sur la base des *Perspectives économiques mondiales* de la Banque mondiale, éditions de janvier, 2010-2020.
 Notes : La figure montre la corrélation entre les erreurs de prévision absolues et les chocs des cours des exportations de produits de base selon les tertiles de chocs des cours des exportations de produits de base (les tertiles 2 et 3 indiquant des chocs sur les produits de base de plus en plus élevés). Les tertiles sont calculés sur la base de l'échantillon complet. La valeur absolue des erreurs de prévision est calculée sur la base des taux de croissance du PIB prévus et réalisés. La figure est établie à partir d'un échantillon de 137 pays en développement.

▸ Type de prévisionniste

La précision des prévisions peut varier en fonction du type de prévisionniste. Les prévisionnistes gouvernementaux et institutionnels peuvent avoir accès à des ensembles d'informations différents de ceux des prévisionnistes privés. Les modèles de prévision peuvent également différer. Comme nous l'avons vu précédemment, les prévisions de croissance du FMI ont tendance à être moins précises et plus optimistes que celles de la Banque mondiale. Les prévisionnistes privés locaux peuvent avoir accès à davantage d'informations que les prévisionnistes régionaux. Cependant, les prévisionnistes locaux peuvent être plus sensibles à l'influence des pouvoirs publics. Dans la section suivante, la relation entre les types de prévisionnistes et les erreurs de prévision est étudiée en détail.

Le présent rapport ne porte que sur les erreurs de prévision de la croissance du PIB. Il est possible que d'autres objets de prévision soient soumis à des considérations similaires. Voir l'encadré II.3 pour une analyse des erreurs de prévision de l'inflation. Cet aspect est particulièrement pertinent à l'heure actuelle, compte tenu des préoccupations concernant la manière dont la hausse de l'inflation en 2021 se répercutera sur 2022 et au-delà, avec des effets potentiellement graves sur les résultats socioéconomiques.

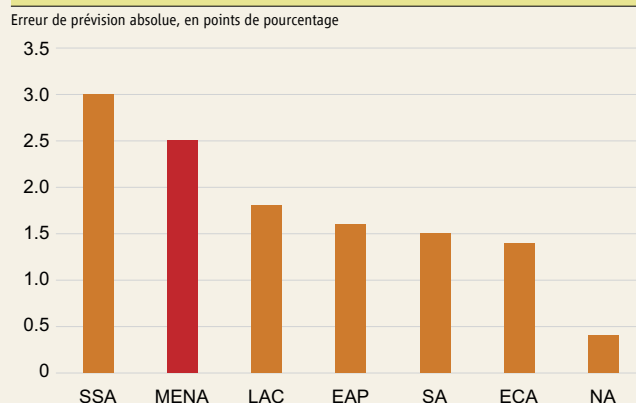
Encadré II.3 : Erreurs de prévision de la croissance de la production réelle et de l'inflation

Des études concernant les erreurs de prévision de l'inflation (Easaw et Golinelli, 2021) ont fait l'objet d'une attention considérable récemment en raison des perturbations provoquées par la pandémie de COVID-19 et la hausse des prix qui s'en est suivie. Bien que l'espace soit insuffisant pour une analyse exhaustive des prévisions de l'inflation, quelques points sont abordés dans cet encadré.

Premièrement, les erreurs de prévision de l'inflation suivent un schéma similaire à celui des erreurs de prévision de la croissance. Les erreurs les plus importantes portent sur les régions Afrique subsaharienne et Moyen-Orient et Afrique du Nord, et les plus faibles concernent l'Amérique du Nord (voir figure BII.3). Les résultats sont conformes à l'idée que les erreurs de prévision de l'inflation sont plus importantes pour les pays à revenu faible ou intermédiaire et plus faibles pour les pays à revenu élevé. Deuxièmement, les erreurs de prévision absolues de l'inflation sont plus importantes dans la région MENA que dans toute autre région, à l'exception de l'Afrique subsaharienne

La corrélation entre les erreurs de prévision absolues de la croissance et de l'inflation est faible dans l'ensemble, mais plus élevée pour la région MENA que pour le reste du monde. Le coefficient de corrélation pour l'ensemble de l'échantillon (1999-2020) est de 0,16. Il est de 0,29 pour la région MENA et de 0,13 pour le reste du monde — statistiquement significatif au niveau de 1 % dans tous les cas. Ces faibles corrélations indiquent que les erreurs de prévision de l'inflation exercent une influence limitée sur les erreurs de prévision de la croissance.

Figure BII.3 : Erreurs de prévision absolues de l'inflation dans les différentes régions du monde (1999-2020)



Source : Calculs des auteurs, sur la base des *Perspectives de l'économie mondiale* du Fonds monétaire international.

Notes : La figure est basée sur les prévisions de la même année pour 191 pays de 1999 à 2020. Les valeurs supérieures à 100 ou inférieures à moins 100 sont considérées comme aberrantes et supprimées.

II.3. Le rôle de l'instabilité de la croissance et de la transparence des données dans les erreurs de prévision

Dans la présente section, des techniques économétriques sont utilisées pour analyser la force de la corrélation entre les erreurs de prévision de la croissance et des variables majeures telles que l'opacité des données, l'instabilité de la croissance et le type de prévisionniste, en tenant compte de plusieurs facteurs. Les paramètres empiriques sont décrits de façon détaillée dans l'annexe II.2. Les erreurs de prévision de la croissance sont analysées pour trois échantillons, à savoir : i) les prévisions des Du GEP de janvier de la Banque mondiale (2010-2020) ; ii) les prévisions du WEO de janvier du FMI (2010-2020) ; et iii) les prévisions privées de Consensus Economics et de Focus Economics (2015-2020).

Les résultats sont présentés au tableau X1 de l'annexe II.1. La variable dépendante ou de résultat est l'erreur de prévision absolue de la croissance (autrement dit, l'imprécision des prévisions). Une variable majeure d'intérêt est l'ICS, un indicateur indirect qui permet de bien cerner l'ampleur de l'opacité des données. Parmi les autres variables, on peut citer le logarithme du PIB réel par habitant, les chocs des prix des produits de base, les conflits internes, la taille du pays étudiée en fonction de la population totale, et le fait que l'économie connaisse ou non un boom économique (consulter l'annexe II.2 pour en savoir plus). Les effets fixes par année (variables muettes traduisant l'effet de chaque année de la période) sont pris en compte pour expliquer les chocs mondiaux que tous les pays subissent au

cours d'une année donnée. La colonne 1 présente les résultats de l'échantillon des Du GEP de la Banque mondiale. La colonne 2 montre les résultats de la régression pour l'échantillon du WEO du FMI, et la colonne 3 affiche les résultats concernant l'échantillon des prévisionnistes privés de Consensus Economics et de Focus Economics. Les colonnes 4 à 6 reproduisent les colonnes 1 à 3, y compris l'interaction entre l'ICS et la variable muette de la région MENA (c'est-à-dire en comparant les effets de l'ICS sur les erreurs de prévision commises pour cette région par rapport au reste du monde). Les colonnes 7 à 9 reproduisent les colonnes 1 à 3 en y incluant l'instabilité de la croissance comme variable indépendante supplémentaire (covariable).

Les résultats du tableau X1 (colonnes 4 à 6) montrent que la région MENA affiche des erreurs de prévision absolues plus importantes que le reste du monde, ce qui confirme les données inconditionnelles²². précédentes selon lesquelles les prévisions de croissance pour la région MENA sont les plus imprécises de toutes les régions du monde. Même lorsqu'on tient compte de plusieurs covariables, le coefficient de la variable muette pour la région MENA est positif et statistiquement significatif, au moins au seuil de 10 % dans tous les trois échantillons. À l'évidence, cette région affiche des erreurs de prévision absolues plus importantes que le reste du monde, même après que les autres facteurs ont été pris en compte. On obtient des résultats identiques au tableau X2 où la variable dépendante est l'erreur de prévision simple de la croissance : ici, la variable muette pour la région MENA est aussi positive, ce qui signifie que les prévisions de croissance y sont plus optimistes que dans le reste du monde.

Les prévisions de croissance sont plus précises dans les pays dont les écosystèmes de données sont plus performants. Il existe une corrélation négative entre la qualité de l'écosystème de données (ICS) et les erreurs de prévision absolues de la croissance (tableau X1). Les erreurs de prévision de la Banque mondiale, du FMI et du secteur privé illustrent cette corrélation. Le coefficient des prévisionnistes du secteur privé est statistiquement non significatif au seuil de 10 % , mais conserve une grande ampleur en dépit de la taille réduite de l'échantillon. Les prévisionnistes disposent d'informations plus nombreuses et de meilleure qualité dans les pays dotés de meilleurs écosystèmes de données, ce qui se traduit par une diminution des erreurs de prévision. Le coefficient de l'interaction entre l'ICS et la variable muette pour la région MENA est négatif et statistiquement significatif pour les trois échantillons (colonnes 4, 5 et 6), ce qui porte à croire que la corrélation entre l'ICS et les erreurs de prévision absolues est plus forte pour la région. L'analyse précédente a lié la qualité et la transparence des données à de meilleurs résultats économiques dans cette région (Arezki et al., 2020). L'exactitude des prévisions de croissance est une autre dimension qui pourrait bénéficier de meilleurs écosystèmes de données dans les pays MENA en développement.

La qualité de l'écosystème des données reste une variable explicative importante de la précision des prévisions, même lorsqu'il est tenu compte de l'instabilité de la croissance, alors que ces deux facteurs sont interdépendants dans les trois échantillons (voir tableau X1, colonnes 7, 8 et 9). L'exclusion des paires pays-années dans des situations de fragilité, de conflit et de violence (FCV) affaiblit, sans pour autant supprimer, la relation entre la capacité des données et la précision des prévisions. En d'autres termes, la relation entre les données et la capacité à établir des prévisions précises est très forte pour les pays FCV. Comme on pouvait s'y attendre, la capacité en matière de données est fortement affaiblie dans de nombreux pays FCV. En outre, la relation entre l'ICS et les erreurs de prévision absolues reste inchangée dans une large mesure, même lorsque la première année de la pandémie, 2020, est exclue de l'échantillon²³.

²² C'est-à-dire lorsqu'il n'est tenu compte d'aucun autre facteur.

²³ Ces résultats ne sont pas produits dans le présent rapport, mais sont disponibles à la demande.

Le coefficient d'instabilité de la croissance, mesuré comme l'écart-type de la croissance du PIB (moyenne mobile décalée sur 10 ans), est positif et statistiquement significatif au seuil de 1 % pour les trois échantillons (voir tableau X1, colonnes 7, 8 et 9). Comme on pouvait s'y attendre, les pays connaissant une croissance plus instable affichent des erreurs de prévision absolues plus importantes. Les chocs des prix des produits de base et les chocs des conflits internes sont positivement corrélés avec des erreurs de prévision absolues plus importantes. Elle concorde avec les relations hypothétiques entre les chocs imprévus et les erreurs de prévision. Les erreurs de prévision absolues sont plus faibles après une forte expansion économique, mesurée comme une croissance économique supérieure à la médiane des dix années précédentes, avec des coefficients statistiquement significatifs à la fois pour l'échantillon du FMI et pour l'échantillon de Consensus Economics et de *Focus Economics*. Cette observation est en cohérence avec la conclusion selon laquelle les prévisionnistes ont plus de mal à prévoir les récessions (Eicher et al., 2019). Le niveau de développement n'a aucune incidence statistiquement significative sur l'exactitude des prévisions. Une constatation persistante est que des erreurs de prévision absolues de la croissance plus importantes sont enregistrées pour les petits pays (ainsi considérés du fait de la taille de leur population). Cependant, cette même constatation pourrait illustrer la tendance des petits pays à être plus ouverts et donc vulnérables aux chocs qui causent de l'instabilité. En tenant compte de l'instabilité de la croissance, la relation entre la taille du pays (du point de vue de sa population) et les erreurs de prévision absolues n'est plus statistiquement significative (voir les colonnes 7 à 9 du tableau X1).

Le tableau X2 reproduit le tableau X1, avec les erreurs de prévision simples (non ajustées) comme variable de résultat, pour faire ressortir le biais d'optimisme ou de pessimisme. Les pays dotés de meilleurs écosystèmes de données (ICS) ont tendance à afficher des prévisions de croissance moins optimistes. Cette constatation est statistiquement significative pour toutes les erreurs de prévision des institutions internationales (voir tableau X1, colonnes 1 et 2). Le rôle des bons écosystèmes de données dans le réajustement de prévisions trop optimistes est plus prononcé dans la région MENA (colonnes 4 à 6). La relation entre le score de l'ICS et les erreurs de prévision se maintient même en tenant compte de l'instabilité de la croissance (colonnes 7 à 9).

Les conclusions selon lesquelles de meilleurs écosystèmes de données réduisent l'optimisme des prévisions peuvent avoir plusieurs interprétations crédibles, l'une d'entre elles étant que les prévisionnistes ont tendance à être exagérément optimistes lorsque les données sont rares, et que de meilleurs écosystèmes de données servent de garde-fou. Un constat similaire a été fait au sujet des systèmes de santé dans la région MENA — le manque de données signifiait que les pouvoirs publics étaient trop optimistes par rapport à la performance de leurs services de santé (Gatti et al., 2021).

▸ **Autres mesures de la transparence**

Certains éléments de l'écosystème des données peuvent être plus importants que d'autres dans la prévision de la croissance. Pour vérifier cela, l'indice ICS est ventilé en trois sous-composantes : i) les éléments directement liés aux prévisions du PIB; ii) les éléments indirectement liés par le cadre macroéconomique; et iii) d'autres éléments de l'écosystème des données, notamment la périodicité des indicateurs micro et macroéconomiques qui rendent compte de la qualité globale de l'écosystème. Parmi les éléments directs de l'écosystème de données figurent la périodicité des données relatives à la croissance du PIB, les indices des prix à l'importation et à l'exportation, l'indice de la production industrielle et la mise à jour des années de base pour les comptes nationaux et l'indice des prix à la consommation. Les éléments indirects liés au cadre macroéconomique comprennent les normes de communication de données sur la dette extérieure, la comptabilité des finances publiques, le manuel de la balance des paiements actualisé et la souscription à la Norme spéciale de diffusion des données (NSDD) du FMI. Les résultats de la régression révèlent que, dans toutes les trois

sous-composantes, les « autres éléments » de l'écosystème de données sont en corrélation de manière statistiquement significative avec des erreurs de prévision absolues et des erreurs de prévision simples plus faibles, alors que les éléments directs et indirects ne le sont pas (voir tableau X3 de l'annexe II.1). Cette constatation semble indiquer que pour améliorer la précision de leurs prévisions, les pays doivent mettre à niveau leur écosystème de données dans son ensemble, et pas uniquement certains de ses éléments. Une limite de ce résultat est que l'on observe beaucoup moins de variations dans l'élément direct de l'ICS, ce qui peut expliquer le manque de validité statistique.

Les estimations sont reproduites à partir d'un indice de substitution — les indicateurs de performance statistique (IPS) — qui, comme cela est indiqué plus haut, sont plus exhaustifs que l'ICS et tiennent compte à la fois des pays développés et des pays en développement. Cela dit, les IPS sont disponibles pour une période plus courte (2016-2019) que l'ICS (2004-2020). Le tableau X4 présente les résultats des IPS pour un échantillon comprenant des pays en développement et les membres du CCG (pays couverts par les prévisions du GEP de la Banque mondiale). Les résultats correspondent dans une large mesure à ceux de l'ICS — les améliorations de la transparence des données sont positivement corrélées à la précision des prévisions et réduisent l'optimisme des prévisions. Cependant, les résultats concernant l'optimisme des prévisions sont statistiquement significatifs, ce qui n'est pas le cas des résultats qui ont trait à la précision des prévisions. Cette différence pourrait être attribuée à la petite taille de l'échantillon définie par la couverture temporelle des IPS. Les résultats montrent que les avantages d'un bon écosystème de données sur la réduction des erreurs de prévision perdurent aussi lorsque les économies du CCG sont intégrées dans l'échantillon.

▸ Les erreurs de prévision varient selon le type de prévisionniste

La présente section analyse les différences dans les erreurs de prévision en fonction de la catégorie du prévisionniste, que celle-ci soit i) institutionnelle ou ii) géographique. Dans la catégorie institutionnelle, on peut citer : les prévisions de la Banque mondiale ; les prévisions du Fonds monétaire international ; et les prévisions de Consensus Economics et de *Focus Economics*, qui sont essentiellement constitués de prévisionnistes privés. L'encadré II.4 résume le processus de prévision de la croissance pour le WEO du FMI et les le GEP de la Banque mondiale. Dans la catégorie géographique, une distinction est établie entre les prévisions internationales, régionales et locales en fonction de la proximité du siège du prévisionniste avec le pays dont le PIB est considéré aux fins de la prévision. Les prévisionnistes locaux sont ceux dont le siège se trouve dans le pays concerné par la prévision du PIB. Les prévisionnistes régionaux sont situés dans la même région, mais pas dans le pays concerné. Et les prévisionnistes internationaux sont ceux qui ne sont pas basés dans la région du pays dont le PIB est considéré.

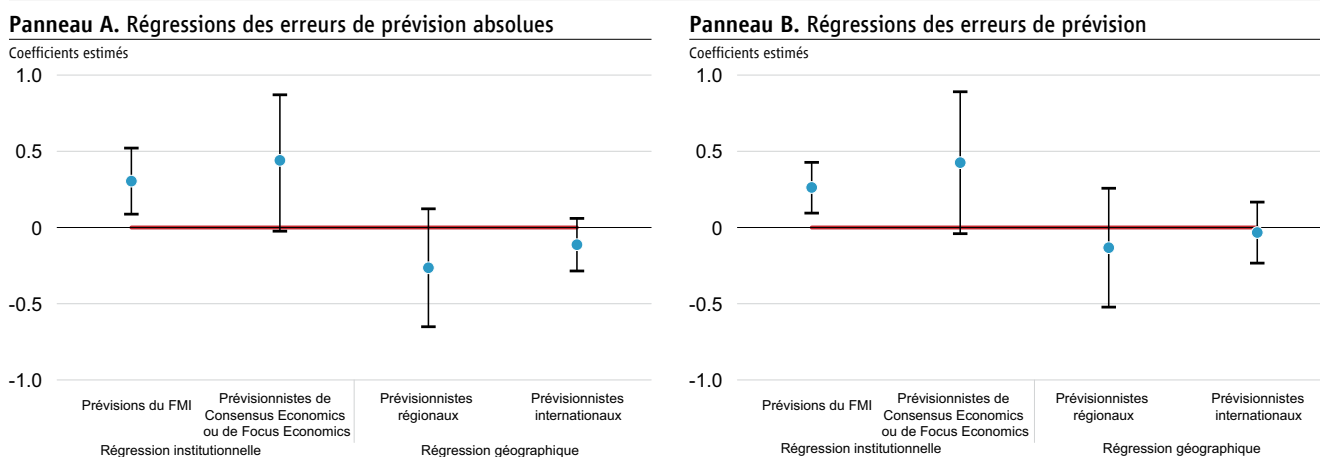
La relation entre les erreurs de prévision et le type de prévisionniste est analysée de façon plus rigoureuse à l'aune de plusieurs facteurs. La spécification utilisée pour les régressions est identique à la spécification de base du tableau X1, colonnes 1 à 3 (voir l'annexe II.3 pour plus de détails). Il convient de relever que les prévisions de tous les prévisionnistes individuels du secteur privé disponibles sont prises en compte. Les coefficients des régressions sont reproduits dans la figure II.11. La régression institutionnelle du panneau A compare la précision du FMI et du secteur privé à la précision de la Banque mondiale (la catégorie omise). La régression géographique du panneau A compare la précision des prévisionnistes régionaux et internationaux à la précision des prévisionnistes locaux (la catégorie omise). Le panneau B conserve la même structure, mais produit des résultats en rapport avec l'optimisme des prévisions

Les prévisions du FMI sont généralement plus optimistes et moins précises que celles de la Banque mondiale. Dans le même ordre d'idées, les prévisions de Consensus Economics et de *Focus Economics* sont plus optimistes et moins

précises que celles du FMI et de la Banque mondiale. Par contre, les coefficients de prévision de Consensus Economics et de *Focus Economics* sont statistiquement non significatifs, ce qui est symptomatique d'une grande variation dans les points de vue des prévisionnistes du secteur privé.

La précision et l'optimisme des prévisions sont dans une large mesure identiques chez les prévisionnistes internationaux, régionaux et locaux. Les prévisions régionales présentent de très grandes variations sur le plan de la précision, même si elles ne diffèrent pas en moyenne de prévisions faites par des prévisionnistes internationaux et locaux. Les prévisionnistes locaux pourraient avoir un meilleur accès aux informations locales qui pourrait leur permettre d'améliorer leurs prévisions de croissance. Mais ils pourraient aussi être influencés facilement par les pouvoirs publics et tisser des liens avec l'administration, ce qui pourrait influencer sur leurs prévisions de croissance. Cette constatation laisse supposer que ces deux effets opposés pourraient se compenser mutuellement.

Figure II.11. Erreurs de prévision par zone géographique et type d'institution



Source : Calculs des auteurs, sur la base de Consensus Economics ou de *Focus Economics*, des *Perspectives de l'économie mondiale* du Fonds monétaire international et des *Perspectives économiques mondiales* de la Banque mondiale.

Notes : Cette figure montre les résultats de deux régressions distinctes pour des prévisionnistes classés par catégorie (institution) ; et selon leur situation géographique (voir l'annexe II.3). Dans les régressions institutionnelles, les trois catégories de prévisions utilisées sont celles du GEP, celles du WEO et celles de Consensus Economics ou de *Focus Economics* — qui sont essentiellement constitués de prévisionnistes privés. La Banque mondiale est la catégorie omise ici. Dans les régressions géographiques, la catégorisation internationale, régionale et locale est faite en fonction de la proximité du siège du prévisionniste avec le pays considéré. Les prévisionnistes locaux sont ceux dont le siège se trouve dans le pays considéré. Les prévisionnistes régionaux sont ceux dont le siège se trouve dans la même région que le pays considéré (mais pas dans le même pays). Les prévisionnistes internationaux sont ceux qui ne sont pas basés dans la région du pays considéré. Dans les régressions géographiques, les « prévisionnistes locaux » sont la catégorie omise. Les barres représentent des intervalles de confiance de 90 %. En tout 16,6 % des prévisions de l'échantillon sont faites par des prévisionnistes locaux, 17 % par des prévisionnistes régionaux, et 66,4 % par des prévisionnistes internationaux. On dénombre au total 218 prévisionnistes locaux, 93 prévisionnistes régionaux et 107 prévisionnistes internationaux dans l'échantillon.

Encadré II.4. Méthodes utilisées par le FMI et la Banque mondiale pour établir leurs prévisions

Les prévisions de croissance présentées dans le WEO du Fonds monétaire international comme dans le GEP de la Banque mondiale combinent l'approche descendante et l'approche ascendante. L'approche descendante est une approche dans laquelle des prévisions agrégées sont établies pour les grandes puissances économiques — notamment les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne — et qui englobe un ensemble de prévisions en rapport avec quelques variables globales essentielles telles que les prix du pétrole. Les prévisions agrégées sont produites par l'équipe de rédaction du WEO au FMI. Au niveau de la Banque mondiale, les prévisions agrégées sont produites par l'équipe chargée de l'élaboration du GEP. Aux fins de l'approche ascendante, des économistes-pays font des prévisions qui tiennent compte des prévisions agrégées descendantes dans leur analyse spécifique. Chaque économiste-pays utilise les méthodes de prévision et les informations les plus appropriées pour le pays concerné.

Une fois que les économistes-pays ont soumis leur première série de prévisions, un processus itératif est enclenché. Les prévisions de croissance de chaque économiste-pays sont d'abord examinées et évaluées au sein du département régional correspondant. Au FMI, les prévisions sont également discutées avec l'équipe qui s'occupe de l'élaboration du WEO, tout comme les prévisions des économistes-pays de la Banque mondiale sont examinées avec l'équipe chargée de l'élaboration du GEP. Dans les deux institutions, la réflexion porte sur des questions identiques, telles que les effets de contagion potentiels émanant des grandes économies et les répercussions des chocs des prix des produits de base sur un pays. Les prévisions sont ensuite agrégées et vérifiées. Au FMI, l'équipe chargée de l'élaboration du WEO communique ses prévisions descendantes par pays (basées sur des données à haute fréquence) et les compare avec les prévisions ascendantes. Les équipes qui s'occupent de l'élaboration du GEP et du WEO, tout comme les économistes-pays, se concertent afin d'aplanir différences et divergences. Dans les deux institutions, les économistes-pays ont le dernier mot en ce qui concerne les prévisions de croissance des pays dont ils sont responsables.

Sources : Genberg et al. (2014) et échanges avec l'équipe du GEP (BM) et les économistes-pays de la Banque mondiale.

Conclusion : Les dangers de l'opacité des données

L'opacité des données entrave le développement de la région MENA sur de nombreux plans. Elle empêche la région de réaliser son plein potentiel de croissance. En matière de santé, l'opacité des données a affaibli la riposte de la région à la pandémie de COVID-19. Elle compromet aussi la prévoyance et la planification, car les prévisions sont très éloignées de la réalité. Les avantages découlant d'un bon écosystème de données sont multiples, et les gouvernements de la région ont intérêt à adopter une démarche d'élaboration de politiques reposant sur des données factuelles (Arezki et al., 2020; Islam et Lederman, 2020).

La mise à niveau des écosystèmes de données pourrait améliorer les prévisions. De façon singulière, l'écosystème des données est important dans son ensemble, pas uniquement les éléments se rapportant aux prévisions. La transparence des informations renforce la confiance et peut atténuer les troubles et les conflits politiques, qui influent tous les deux sur la précision des prévisions. Plus important encore, les améliorations de l'écosystème de données peuvent réduire l'optimisme des prévisions. Il est prouvé que des prévisions trop optimistes entraînent une contraction de l'économie à cause de l'accumulation de la dette publique (Beaudry et Willem, 2022). L'optimisme et la confiance excessive peuvent être encore plus prononcés lorsqu'on ne dispose pas de données fiables. On en a vu la preuve avec les systèmes de santé de la région MENA qui s'estimaient mieux préparés à faire face à une crise sanitaire qu'ils ne l'ont montré dans les faits (Gatti et al., 2021).

Les prévisionnistes de la région MENA sont confrontés au défi colossal de l'instabilité de la croissance. Les chocs des prix des produits de base et la présence de conflits alimentent cette instabilité, ce qui rend encore plus difficiles les prévisions de croissance dans la région. Les conflits peuvent particulièrement porter atteinte aux systèmes de données. L'influence politique peut aussi jouer un rôle prépondérant en entravant les prévisions. Les prévisionnistes locaux sont beaucoup moins précis que les prévisionnistes régionaux et internationaux. Ils ont peut-être accès à plus d'informations, mais ils sont également influençables. L'analyse présentée ici montre que même après avoir pris en compte l'instabilité de la croissance, les chocs liés aux produits de base, les conflits et les institutions politiques, la transparence des données est un facteur déterminant de la précision des prévisions de croissance.

En plus de l'amélioration du vaste écosystème de données, les gouvernements de la région devraient aussi envisager de prendre des mesures spécifiques susceptibles de rationaliser les prévisions. Les économistes-pays de la Banque mondiale dans la région MENA font état de plusieurs difficultés auxquelles ils sont confrontés lorsqu'ils doivent établir des prévisions de croissance. Dans certains cas, les données sont rares. Dans d'autres cas, les données sont certes disponibles, mais des sous-composantes importantes font défaut. Même lorsque des données à haute fréquence sont accessibles, les informations relatives au dernier trimestre si important manquent à l'appel, ce qui rend les prévisions difficiles. Des fois, la transmission des données est interrompue sans raison apparente. Les économistes-pays de la région ont formulé les quatre recommandations suivantes pour améliorer les prévisions de croissance. Premièrement, l'augmentation de la fréquence et de la qualité des données des comptes nationaux peut nettement améliorer les prévisions. Deuxièmement, des données cohérentes sont importantes pour les prévisions, et la cohérence peut être assurée par une meilleure communication entre les ministères et les bureaux nationaux de statistiques. Troisièmement, l'assistance technique aux administrations publiques peut aider à rehausser la qualité des statistiques nationales, ce qui aura pour effet d'améliorer en retour les informations qui alimentent les modèles de prévision. Quatrièmement, pour les pays en proie à des conflits, des sources de données de substitution telles que les données provenant de satellites (par exemple, les données sur les lumières nocturnes) sont cruciales et la Banque mondiale peut jouer un rôle important à cet égard en facilitant l'accès à de telles données.

CHAPITRE III. INCERTITUDES AUTOUR DES PRÉVISIONS DE CROISSANCE POUR 2022 — CONFRONTATION AVEC LA RÉALITÉ

Points clés du Chapitre III

- *Les prévisions de croissance des économies de la région MENA pour 2022 n'ont cessé d'évoluer depuis les publications d'octobre 2021 et de janvier 2022, indiquant une amélioration des perspectives de croissance pour les pays exportateurs de pétrole et une détérioration des attentes pour les importateurs de pétrole.*
- *Les prévisions de croissance varient très souvent en fonction de nouvelles informations sur la performance des économies et de l'évolution de la situation à l'échelle mondiale. Tout comme le déclenchement de la pandémie au début de 2020, l'éclatement de la guerre en Ukraine est un autre exemple frappant de chocs inattendus qui influent sur les attentes en matière de perspectives de croissance, mais avec des différences notables quant à l'ampleur des marges d'incertitude et l'orientation des prévisions.*
- *Une grande incertitude subsiste autour des dernières prévisions, les marges d'incertitude variant d'un pays à l'autre en fonction des caractéristiques des pays, notamment du degré de disponibilité et de transparence des données dans ces derniers.*

Le chapitre I porte sur les dernières prévisions de croissance de la Banque mondiale pour 2022 dans l'ensemble de la région MENA. Le chapitre II met en évidence les difficultés rencontrées dans la production des prévisions de croissance. Des techniques économétriques ont été utilisées pour lier l'incertitude des prévisions de croissance à la transparence des données, à l'instabilité de la croissance, aux conflits, aux chocs des prix des produits de base et à d'autres tendances mondiales. Ce chapitre, qui clôt le rapport, explore l'incidence des constatations concernant les déterminants de l'incertitude des prévisions (examinés au chapitre II) sur les projections présentées au chapitre I.

Le chapitre III procède par étapes. Tout d'abord, il s'ouvre sur une comparaison entre les prévisions de croissance pour 2022 publiées en octobre 2021 et janvier 2022 et la toute dernière série de prévisions analysée au chapitre I (celles d'avril 2022). Ensuite, il démontre comment l'incertitude influe sur les prévisions, en analysant les prévisions de janvier et d'avril 2022 pour l'année 2022 à l'aune de l'incertitude qui a régné ces dernières années, et en se focalisant sur trois différents scénarios d'incertitude entourant chaque prévision. Plus précisément, les trois scénarios d'incertitude qui entourent les prévisions actuelles correspondent à l'incertitude propre aux pays que l'on a observée en 2019 (une année relativement calme), l'incertitude extrême qui a régné en 2020 du fait de l'apparition inattendue de la pandémie, et l'incertitude type (ou médiane) pour chaque pays depuis une dizaine d'années. Le chapitre souligne en conclusion que l'incertitude entourant l'année 2022 sera probablement moins grave que celle observée en 2020, mais sera marquée par une différence nette systématique entre les pays exportateurs et importateurs de pétrole.

III.1. Des prévisions de croissance pour 2022 fluides depuis octobre 2021

Les données rétrospectives sur les prévisions montrent que la dernière série de prévisions s'avère plus exacte. Cette constatation se vérifie dans la plupart des cas, car au fil du temps, les prévisionnistes disposent d'informations plus récentes sur les perspectives de croissance future. Cependant, en période d'incertitude surviennent des chocs économiques inattendus que les prévisionnistes n'auraient pu intégrer dans aucune des itérations de prévisions. La pandémie mondiale de 2020 en est un

parfait exemple. En effet, la maladie qui a déferlé sur le monde entier en 2020 n'aurait pas pu être intégrée dans les prévisions de janvier de cette année-là. Un autre exemple est la guerre en Ukraine qui a éclaté en février 2022. Il est donc utile de comparer l'évolution des prévisions actuelles de la Banque mondiale avec les deux dernières prévisions publiées, notamment celles d'octobre 2021 et de janvier 2022, ainsi qu'avec celles d'avril 2022 (voir tableau III.1), comme indiqué au chapitre I.

Dans ses trois premières colonnes, le tableau III.1 présente les trois séries de prévisions de croissance pour les pays de la région MENA en 2022. Les deux dernières colonnes du tableau montrent respectivement les écarts entre les prévisions de janvier 2022 et celles d'octobre 2021, et entre celles d'avril 2022 et de janvier 2022, respectivement. Des améliorations sont attendues entre les prévisions d'octobre 2021 et de janvier 2022, car l'économie mondiale avait amorcé une reprise avant le déferlement du variant Omicron, et les conditions du marché international des capitaux étaient accommodantes (voir chapitre I). En janvier 2022, les économistes de la Banque mondiale ont soit maintenu leurs prévisions de croissance en l'état (c'est le cas pour la plupart des pays exportateurs de pétrole), soit les ont révisées à la hausse pour 2022 (hormis pour Djibouti²⁴), par rapport à la série d'octobre 2021.

Tableau III.1. : Comparaison des prévisions de croissance du PIB réel pour 2022 depuis octobre 2021

	Prévisions de croissance du PIB réel pour 2022 En pourcentage			GEP de janvier 2022 moins celles d'octobre 2021	Avril 2022 moins janvier 2022
	Octobre 2021	Janvier 2022	Avril 2022		
CCG					
Qatar	4,8	4,8	4,9	0,0	0,1
Émirats arabes unis	4,6	4,6	4,7	0,0	0,1
Koweït	5,3	5,3	5,7	0,0	0,4
Arabie Saoudite	4,9	4,9	7,0	0,0	2,1
Bahreïn	3,2	3,2	3,5	0,0	0,3
Oman	3,4	3,4	5,6	0,0	2,2
Pays en dév. exportateurs de pétrole					
Iran	2,4	2,4	3,7	0,0	1,3
Algérie	1,8	2,0	3,2	0,2	1,2
Iraq	7,3	7,3	8,9	0,0	1,6
Pays en dév. importateurs de pétrole					
Égypte	5,0	5,5	5,5	0,5	0,0
Tunisie	3,5	3,5	3,0	0,0	-0,5
Jordanie	2,2	2,3	2,1	0,1	-0,2
Maroc	3,2	3,2	1,1	0,0	-2,1
Cisjordanie & Gaza	3,3	3,4	3,7	0,1	0,3
Djibouti	5,6	4,3	3,3	-1,3	-1,0

Source : Calculs des auteurs à partir des *Perspectives économiques mondiales* de janvier 2022 de la Banque mondiale et de la Base de données du Macro Poverty Outlook pour octobre 2021 et avril 2022.

Les prévisions de croissance pour avril 2022 pourraient être influencées par le choc inattendu de l'éclatement de la guerre en Ukraine, contrairement aux prévisions de janvier 2022. Le schéma d'ajustement est clair : le taux de croissance du PIB réel des pays exportateurs de pétrole en 2022 est globalement revu à la hausse en raison du renchérissement des cours du pétrole et de l'augmentation de la production pétrolière. En outre, la croissance devrait s'accélérer, car l'augmentation des recettes tirées des hydrocarbures permet d'accroître l'investissement public, notamment dans le secteur de l'énergie. En revanche, les taux de

²⁴ Djibouti est confronté à des vulnérabilités croissantes liées à la dette et subit les répercussions du conflit en Éthiopie voisine.

croissance des pays importateurs de pétrole sont revus à la baisse du fait de l'augmentation anticipée des coûts d'importation de l'énergie et des produits alimentaires. La Cisjordanie et Gaza sont les seuls importateurs de pétrole dont les prévisions de croissance ont été révisées à la hausse en avril 2022, par rapport à janvier 2022. Il n'y a pas d'évolution des prévisions de croissance pour 2022 entre la série de janvier et celle d'avril en ce qui concerne l'Égypte. Il convient de noter que les prévisions de croissance du PIB pour l'Égypte portent sur l'exercice budgétaire qui va de juillet 2021 à fin juin 2022. Tous les autres pays cités dans le tableau présentent leur croissance sur la base de l'année civile. Ainsi, contrairement aux autres pays, la totalité des effets anticipés pour l'année civile 2022 n'est pas prise en compte dans les prévisions pour l'Égypte, étant donné que la majeure partie de l'exercice budgétaire était déjà consommée en fin février. Cependant, les risques baissiers persistent — l'Égypte est un importateur net de carburants et de produits alimentaires, elle est une destination pour les touristes d'Europe de l'Est, et elle a récemment relevé ses principaux taux directeurs de 100 points de base en fin mars 2022. En conséquence, ses perspectives de croissance pour l'année civile 2022 peuvent donner une image différente de celle des autres pays importateurs de pétrole.

La sous-section suivante traite de la prudence avec laquelle les prévisions de janvier 2022 et d'avril 2022 peuvent être interprétées, dans un contexte marqué par l'incertitude économique, particulièrement à l'échelle mondiale.

III.2. Marges d'incertitude entourant les prévisions de croissance pour 2022

Ce vaste champ de possibles témoigne du degré d'incertitude inhérent aux prévisions. Les prévisionnistes font de leur mieux avec les meilleures informations dont ils disposent au moment d'élaborer des prévisions. L'une des principales contraintes dans la région MENA est le manque de données à haute fréquence accessibles au public, comme indiqué au chapitre II. Il convient de noter que la présente analyse ne tient pas compte de certains pays en proie à des conflits dans la région MENA, car ceux-ci ne disposent simplement pas de prévisions de croissance récentes.

Dans un premier temps, l'analyse compare l'incertitude qui régnait en 2019 avec celle observée en 2020.

Suivant le modèle économétrique présenté au tableau X4 du chapitre II, les estimations de la marge d'incertitude et de biais pour chaque pays en 2019 sont présentées au panneau A de la figure III.1. Les colonnes verticales pleines représentent les prévisions de croissance du PIB réel pour 2019 publiées en janvier de la même année²⁵. Les intervalles entre ces colonnes verticales se fondent sur les erreurs de prévision absolues prédites²⁶. La limite supérieure de la marge d'incertitude s'obtient en additionnant l'erreur de prévision absolue prédite et la prévision de croissance pour janvier 2019. La limite inférieure correspond à la différence entre la prévision de croissance du GEP pour janvier 2019 et l'erreur de prévision absolue prédite. Le losange représente le taux de croissance révisé après avoir soustrait l'erreur de prévision prédite de la croissance prévue pour janvier 2019. La courte barre horizontale dans cette figure illustre le taux de croissance du PIB réalisé pour l'année 2019, tel que publié dans le GEP de la Banque mondiale de janvier 2021.

Pour la quasi-totalité des pays²⁷, les prévisions de croissance pour janvier (colonnes verticales pleines) semblent être plus élevées que la croissance réalisée (barre horizontale), ce qui dénote de l'optimisme sur toute la ligne. Les prévisions de croissance du PIB ajustées sur la base des erreurs de prévision prédites (les losanges) sont révisées à la baisse par rapport aux prévisions de janvier et sont plus proches de la croissance réalisée pour tous les pays MENA de l'échantillon²⁸.

²⁵ Pour l'Égypte, la colonne verticale pleine représente la prévision du GEP de juin 2018, car l'exercice budgétaire en Égypte commence en juillet et se termine en juin.

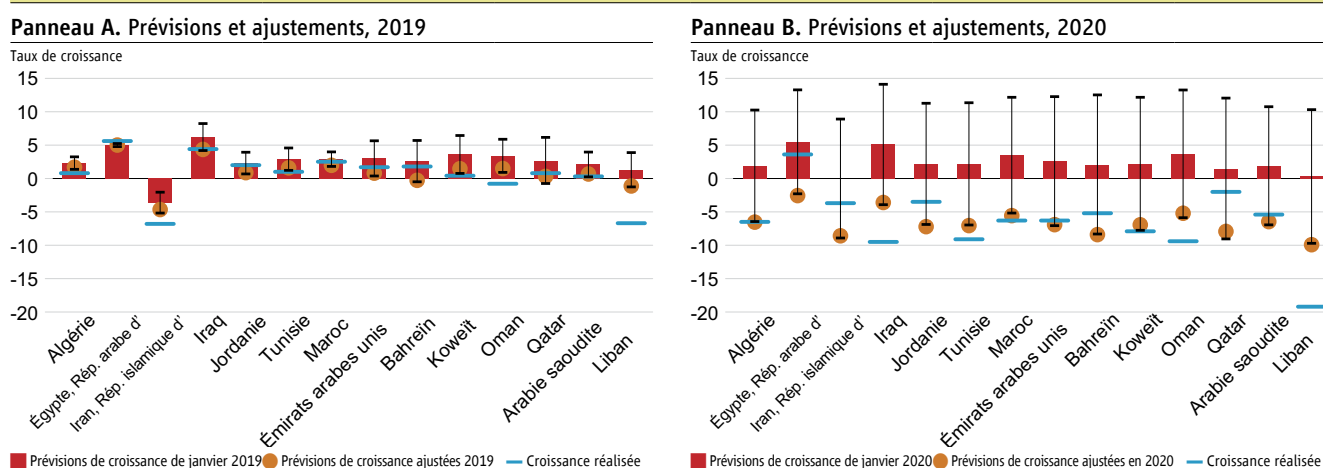
²⁶ Il s'agit de la valeur prédite des régressions examinées au chapitre 2, les erreurs de prévision absolues en étant la variable dépendante.

²⁷ L'Égypte est le seul pays en 2019 dont la croissance réalisée pour l'année 2019 est supérieure aux prévisions du GEP pour janvier. L'écart est toutefois faible, à savoir de 0,6 point de pourcentage.

²⁸ Les résultats sont assez similaires, que la variable muette de la région MENA soit exclue ou non des estimations économétriques des erreurs de prévision. Cela signifie qu'il y a des variables non observables propres à cette région qui font qu'il est difficile d'en prévoir les taux de croissance, mais qui n'influent pas sur les prévisions de manière significative, car les variables observables expliquent une grande partie de la variation des erreurs de prévision. L'amplitude du coefficient de la variable muette de la région MENA est de 0,39 pour les régressions d'erreur de prévision et de 0,25 pour les régressions d'erreur de prévision absolue.

La même approche est adoptée pour l'année 2020. Dans ce scénario, les prévisions d'erreurs dans l'échantillon et les taux de croissance prévus et réalisés sont comparés pour l'année 2020. Les résultats sont illustrés au panneau B de la figure III.1. Pour tous les pays, les prévisions de croissance pour janvier étaient beaucoup plus élevées que la croissance réalisée, ce qui indique que les prévisions de croissance étaient trop optimistes dans l'ensemble. Par rapport au panneau A, les intervalles de prévision du panneau B sont beaucoup plus grands, en ce qu'ils prennent en compte le choc mondial considérable et inattendu imputable à la pandémie en 2020. Les taux de croissance réalisés pour 9 des 14 pays se situent toujours entre les limites inférieure et supérieure de la marge d'incertitude. En outre, la croissance prévisionnelle ajustée en fonction des erreurs de prévision prédites pour 2020 (les losanges) est plus proche de la croissance réalisée, par rapport aux prévisions de janvier 2020. Les marges d'incertitude et les corrections d'erreurs sont plus importantes en 2020 qu'en 2019, mais les deux séries d'estimations montrent que la prise en compte de plusieurs facteurs rend les prévisions de croissance plus précises et moins optimistes.

Figure III.1. Prévisions et ajustements de la croissance du PIB en 2020



Source : Calculs des auteurs à partir des *Perspectives économiques mondiales* (GEP) de la Banque mondiale, janvier 2019 et janvier 2020.
 Note : Les prévisions de croissance ajustées pour la plupart des pays sont obtenues en soustrayant les erreurs de prévision prédites des prévisions de croissance du PIB indiquées dans le GEP de janvier. Dans le cas de l'Égypte, les prévisions de croissance du GEP de juin de l'année précédente sont utilisées pour des raisons liées à l'exercice budgétaire (qui va de juillet à juin) — c'est le seul pays de la région MENA à calculer son PIB sur la base de l'exercice budgétaire et non de l'année civile. Les intervalles sont calculés à l'aide des erreurs de prévision absolues prédites dans l'échantillon pour 2019 (panneau A) et 2020 (panneau B), respectivement. Les erreurs de prévision absolues prédites pour 2019 sont additionnées puis soustraites des prévisions de croissance pour 2019 du GEP de janvier afin de déterminer les limites supérieure et inférieure de l'intervalle pour 2019 (panneau A). La même démarche est adoptée pour 2020 (panneau B). Les régressions qui sous-tendent l'erreur de prévision prédite sont les mêmes que celles présentées au chapitre II, compte tenu d'une variable muette pour la région MENA. Les résultats restent inchangés avec ou sans prise en compte de cette variable régionale muette. La racine carrée de la régression varie de 0,49 à 0,53. Environ 50 % de la variation des erreurs de prévision s'explique par des covariables observables. Les pays non compris dans ces chiffres sont également exclus de l'analyse des régressions. La Cisjordanie et Gaza ne disposent pas de données sur les chocs des prix des produits de base à l'exportation. Les données sur le PIB réel par habitant (en dollars constants de 2010) ne sont pas disponibles pour Djibouti. Les prévisions de croissance pour 2019 et 2020 du GEP de janvier ne sont pas disponibles pour la Libye, la Syrie et le Yémen.

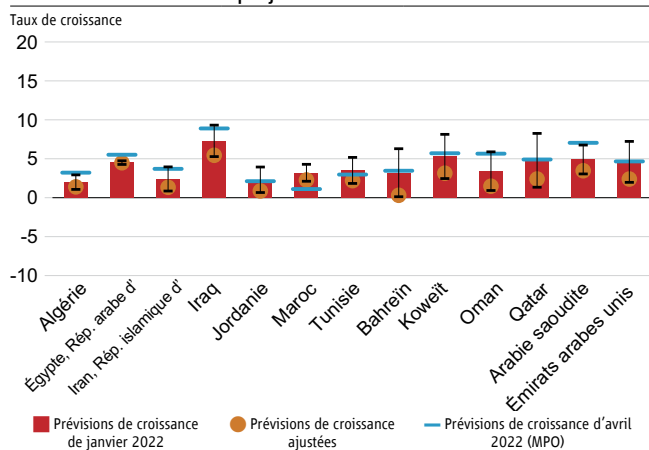
La crise ukrainienne pousse la région dans une nouvelle année d'incertitude créée par des événements imprévus. Pour illustrer différents scénarios de taux de croissance économique plausibles pour l'année 2022, l'analyse ci-après envisage trois scénarios de révision des prévisions de croissance de janvier 2022. Le premier scénario suppose que l'année 2022 sera semblable à 2019, c'est-à-dire caractérisée par un faible niveau d'incertitude. La révision des prévisions de croissance dans ce scénario est basée sur les erreurs de prévision prédites et les erreurs de prévision absolues pour 2019. Les résultats découlant de la prise en compte de cette incertitude dans les prévisions sont présentés au panneau A de la figure III.2. Le deuxième scénario suppose que 2022 sera semblable à 2020, année d'incertitude extrême induite par la pandémie (scénario que l'on espère peu probable pour 2022). Les résultats de la prise en compte de cet ensemble d'erreurs de prévision sont présentés au panneau B de la figure III.2.

Le troisième scénario est présenté au panneau C de la figure III.2. Ce scénario illustre les marges d'incertitude des prévisions en partant de l'hypothèse que 2022 se révélera être une année type (médiane), hypothèse tirée des données couvrant les 5 à 11 dernières années (selon la disponibilité de données historiques sur les prévisions dans chaque pays). Dans ce scénario, la valeur type ou médiane des erreurs de prévision historiques est utilisée pour effectuer les ajustements, au lieu d'utiliser les projections du modèle de régression concernant l'incertitude des

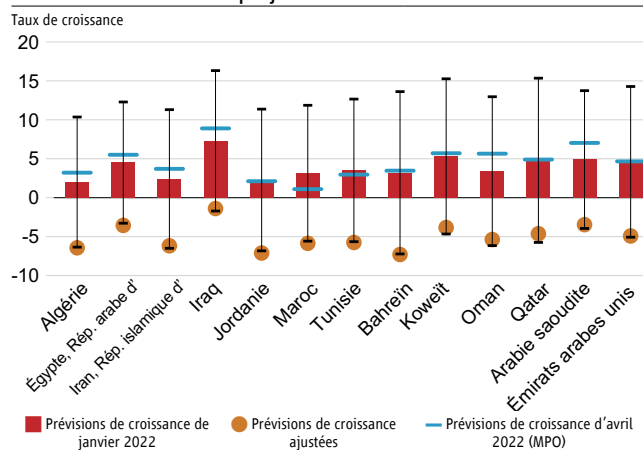
prévisions²⁹. Les ajustements pour le panneau C se présentent comme suit : la médiane des erreurs de prévision entre 2010 et 2020 est obtenue pour chaque pays; la croissance ajustée correspond à l'erreur de prévision de janvier 2022 moins l'erreur de prévision médiane; les médianes des erreurs de prévision absolues entre 2010 et 2020 sont additionnées puis soustraites des prévisions de croissance de janvier pour définir les limites supérieure et inférieure³⁰.

Figure III.2. Prévisions et ajustements de la croissance du PIB en 2022

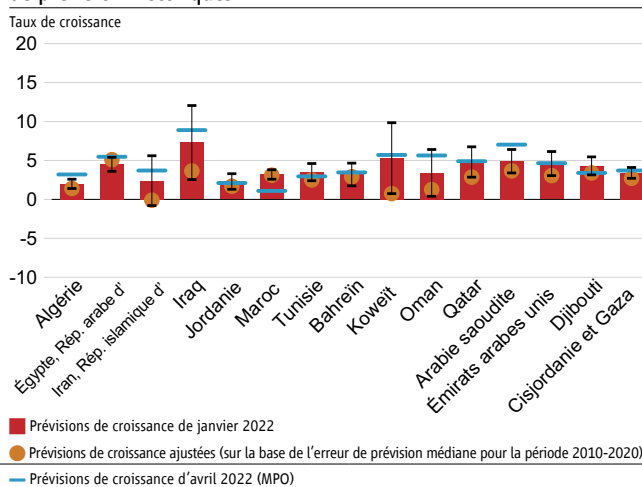
Panneau A. Ajustements des prévisions de croissance pour 2022 sur la base des projections de 2019



Panneau B. Ajustements des prévisions de croissance pour 2022 sur la base des projections de 2020



Panneau C. Ajustements pour 2022 sur la base des erreurs de prévision historiques



Source : Calculs des auteurs à partir des *Perspectives économiques mondiales* (GEP) de la Banque mondiale et de la Base de données du Macro Poverty Outlook de 2022

Notes : Les prévisions de croissance de janvier 2022 sont tirées du GEP de janvier 2022, sauf dans le cas de l'Égypte dont les prévisions de croissance pour 2022 du GEP de juin 2021 sont utilisées pour des raisons liées à l'exercice budgétaire (qui va de juillet à juin). L'Égypte est le seul pays de la région MENA à calculer son PIB sur la base de l'exercice budgétaire et non de l'année civile. Les prévisions de croissance ajustées sont obtenues en faisant la somme des erreurs de prévision prédites et des prévisions de croissance du PIB du GEP de janvier 2022. Le panneau A prend en compte les erreurs de prévision prédites pour 2019. Le panneau B prend en compte les erreurs de prévision prédites pour 2020. Le panneau C prend en compte les erreurs de prévision médianes pour la période 2010-2020. Les intervalles sont calculés sur la base des erreurs de prévision absolues prédites dans l'échantillon pour 2019 (panneau A) et 2020 (panneau B) et de l'erreur de prévision absolue médiane pour la période 2010-2020. Les erreurs de prévision absolues prédites sont additionnées puis soustraites des prévisions de croissance du GEP de janvier 2022 afin de déterminer les limites supérieure et inférieure de l'intervalle. Les régressions qui sous-tendent l'erreur de prévision prédite sont les mêmes que celles présentées au chapitre II, compte tenu d'une variable muette pour la région MENA. Les résultats restent inchangés avec ou sans prise en compte de cette variable régionale muette. Les pays non compris dans ces chiffres sont également exclus de l'analyse des régressions. La Cisjordanie et Gaza ne disposent pas de données sur les chocs des prix des produits de base à l'exportation. Les données sur le PIB réel par habitant (en dollars constants de 2010) ne sont pas disponibles pour Djibouti. Les prévisions de croissance pour 2019 et 2020 du GEP de janvier ne sont pas disponibles pour la Libye, la Syrie et le Yémen. L'échantillon comprend un panel non équilibré de pays. Le nombre d'observations pour la période 2010-2020 varie selon les pays : 11 pour l'Algérie, l'Égypte, l'Iraq, le Maroc et la Tunisie; 10 pour l'Iraq; 6 pour l'Arabie saoudite, la Cisjordanie et Gaza, Djibouti et Oman; et 4 pour Bahreïn, les Émirats arabes unis, le Koweït et le Qatar. Le Liban, la Libye, la Syrie et le Yémen ne sont pas inclus dans ce graphique faute de prévisions de croissance pour 2022.

29 Le processus d'ajustement basé sur la médiane (ou un autre type) des erreurs de prévision historiques a l'avantage qu'il n'est pas limité par les exigences de disponibilité des données, à l'instar du modèle de régression qui intègre de nombreuses covariables. Seules les informations sur l'amplitude et l'orientation des erreurs de prévision sont utilisées. En revanche, il est difficile de comprendre ce qui sous-tend l'erreur de prévision inconditionnelle à partir des données historiques d'un pays.

30 Les résultats d'un exercice similaire utilisant le 75^e centile d'erreurs de prévision entre 2010 et 2020 sont disponibles sur demande. Ces résultats sont plus proches du scénario de 2020 présenté dans le panneau B.

Les marges d'incertitude et d'optimisme des prévisions de croissance pour 2022 dépendront largement de ce que 2022 s'avère être une année tranquille ou une année atypique marquée par un grand choc inattendu. La comparaison entre le panneau A et le panneau B montre sans surprise que les intervalles de prévision de croissance pour 2022 calés sur l'année atypique 2020 sont beaucoup plus larges que ceux basés sur l'année tranquille 2019. En outre, les prévisions de croissance pour 2022 ajustées en fonction des erreurs de prévision prédites sont beaucoup plus pessimistes dans le scénario de l'année atypique que dans celui de l'année tranquille. Dans le scénario de l'année atypique présenté au panneau B de la figure III.2, les prévisions de croissance de janvier affichent une tendance positive assombrie par un large intervalle de prévision, puis deviennent négatives dès que les taux de croissance sont ajustés en tenant compte des erreurs de prévision prédites. Le panneau C illustre le scénario où 2022 serait comme une année type dans le continuum 2010-2022. Dans ce cas, la croissance médiane ajustée est plus proche du scénario A, mais plus biaisée vers le haut, et nettement inférieure au scénario B ³¹.

Les prévisions de croissance actuelles examinées au chapitre I sont présentées dans les trois panneaux de la figure III.2. Elles se situent pour une bonne part dans les intervalles d'incertitude. Les comparaisons entre les prévisions de croissance d'avril et celles de janvier 2022 donnent une première indication de la manière dont la guerre en Ukraine devrait influencer les perspectives de croissance de la région MENA. En effet, cette guerre devrait avoir des effets hétérogènes sur toute la région. Pour les pays exportateurs de pétrole de la région, les prévisions de croissance actuelles sont plus élevées que celles de janvier. Pour les pays importateurs de pétrole, les prévisions de croissance actuelles ont été légèrement révisées à la baisse par rapport à celles de janvier.

En conclusion, il existe une grande incertitude inhérente à la prévision de la croissance, surtout pendant des années atypiques, et il est possible que les erreurs de prévision historiques ne fournissent pas des indications précises pour ajuster les prévisions actuelles et futures. La survenue d'événements inattendus ayant d'importantes répercussions sur l'économie continuera sans nul doute d'influer sur les perspectives économiques à l'avenir. Les prévisionnistes, quelles que soient leurs aptitudes ou affiliations institutionnelles, ne peuvent pas prévoir l'imprévisible. Toutefois, les erreurs systématiques observées par le passé dans la prévision de la croissance pour la région MENA soulignent l'importance de rendre les données économiques accessibles au public en temps réel. Les marges des taux de croissance ajustés présentés dans ce chapitre sont plus étroites lorsque les données sont plus transparentes (toutes choses étant égales par ailleurs). Les sempiternels problèmes de la région qui alimentent l'instabilité continueront de compliquer la tâche pour les prévisionnistes. Toutefois, l'accès à des données fiables peut jouer un rôle crucial pour améliorer les prévisions malgré les défis actuels. Pour dire les choses simplement, les prévisions fondées sur des informations fiables disponibles en temps réel ont tendance à être plus précises et moins optimistes. C'est un défi qui peut être relevé avec des coûts budgétaires limités. Et le jeu en vaut la chandelle.

31. L'ajustement de la croissance basé sur le 75^e centile pour les erreurs de prévision entre 2010 et 2020 a également été envisagé. La croissance ajustée au 75^e centile montre une révision plus baissière que celle observée dans le scénario A (2019) et se rapproche un peu plus du scénario B.

Bibliographie

- An, Zidong, Umberto Collodel, and Prakash Loungani. 2021. "When (where and why) Forecasters Get It Wrong?" Mimeo.
- An, Zidong, Joao Tovar Jalles, and Prakash Loungani. 2018. "How Well Do Economists Forecast Recessions." *IMF Working Paper WP/18/29*.
- Al Rasasi, Moayad, and Waheed Banafea. 2015. "The Effects of Oil Shocks on the Saudi Arabian Economy." *The Journal of Energy and Development*, 41, 31–45.
- Arezki, Rabah and Markus Brückner. 2014. "Effects of International Food Price Shocks on Political Institutions in Low-Income Countries: Evidence from an International Food Net-Export Price Index" *World Development* 61: 142-153.
- Arezki, Rabah, Daniel Lederman, Nelly El-Mallakh, Asif Mohammed Islam, Amani Abou Harb, Ha Ming Nguyen, and Marwane Zouaidi. 2020. *How Transparency Can Help the Middle East and North Africa*. Middle East and North Africa Economic Monitor (April), Washington, DC: World Bank.
- Bachmann, Rudiger, and Steffen Elstner. 2015. "Firm Optimism and Pessimism." *European Economic Review*, 79: 297-325.
- Ball, Carolyn. 2009. "What is Transparency?" *Public Integrity*, 11(4): 293-308.
- Beaudry, Paul, and Tim Willems. 2022. "On the Macroeconomic Consequences of Over-Optimism." *American Economic Journal: Macroeconomics*, 14(1): 38-59.
- Beckman, Steven R. 1992. "The Sources of Forecast Errors." *Journal of Economic Behavior and Organization*, 19: 237-244.
- Belhaj, Ferid. 2022. "Compounded stress: The impact of the war in Ukraine on the Middle East and North Africa," Blog on the Middle East Institute website. March 7. Washington DC. <https://www.mei.edu/publications/compounded-stress-impact-war-ukraine-middle-east-and-north-africa>.
- Bellemare, Marc. 2015. "Rising Food Prices, Food Price Volatility, and Social Unrest". *American Journal of Agricultural Economics*, 97: 1-21.
- Blanchard, Olivier J., and Daniel Leigh. 2013. "Growth Forecast Errors and Fiscal Multipliers." *American Economic Review*, 103(3): 117-20.
- Brown, Bryan W. and Shlomo Maital. 1981. "What do Economists Know? An Empirical study of Experts' Expectations." *Econometrica*, 49(2): 491-504.
- Campbell, S., and Sharpe, S. 2009. "Anchoring Bias in Consensus Forecasts and Its Effect on Market Prices." *Journal of Financial and Quantitative Analysis*, 44(2): 369-390.
- Cevik, Serhan and Katerina Teksoz. 2013. "Hitchhiker's Guide to Inflation in Libya." IMF Working Paper 1378.
- Clements, M. P. and Galvão, A. B. 2017. "Predicting early data revisions to US GDP and the effects of releases on equity markets." *Journal of Business & Economic Statistics*, 35(3): 389-406.
- Devadas, Sharmila, Ibrahim Elbadawi, and Norman V. Loayza. 2021. "Growth in Syria: Loses from the War and Potential Recovery in the Aftermath." *Middle East Development Journal*, 13(2): 215-244. <https://doi.org/10.1080/17938120.2021.1930829>.
- Devarajan, Shantayanan. 2013. "Africa's Statistical Tragedy." *Review of Income and Wealth*, 59 (Special Issue): 9-15.
- Easaw, Joshy, and Roberto Golinelli. 2021. "Professionals Inflation Forecasts: The Two Dimensions of Forecaster Inattentiveness." *Oxford Economic Papers* gpab012. <https://doi.org/10.1093/oeq/gpab012>

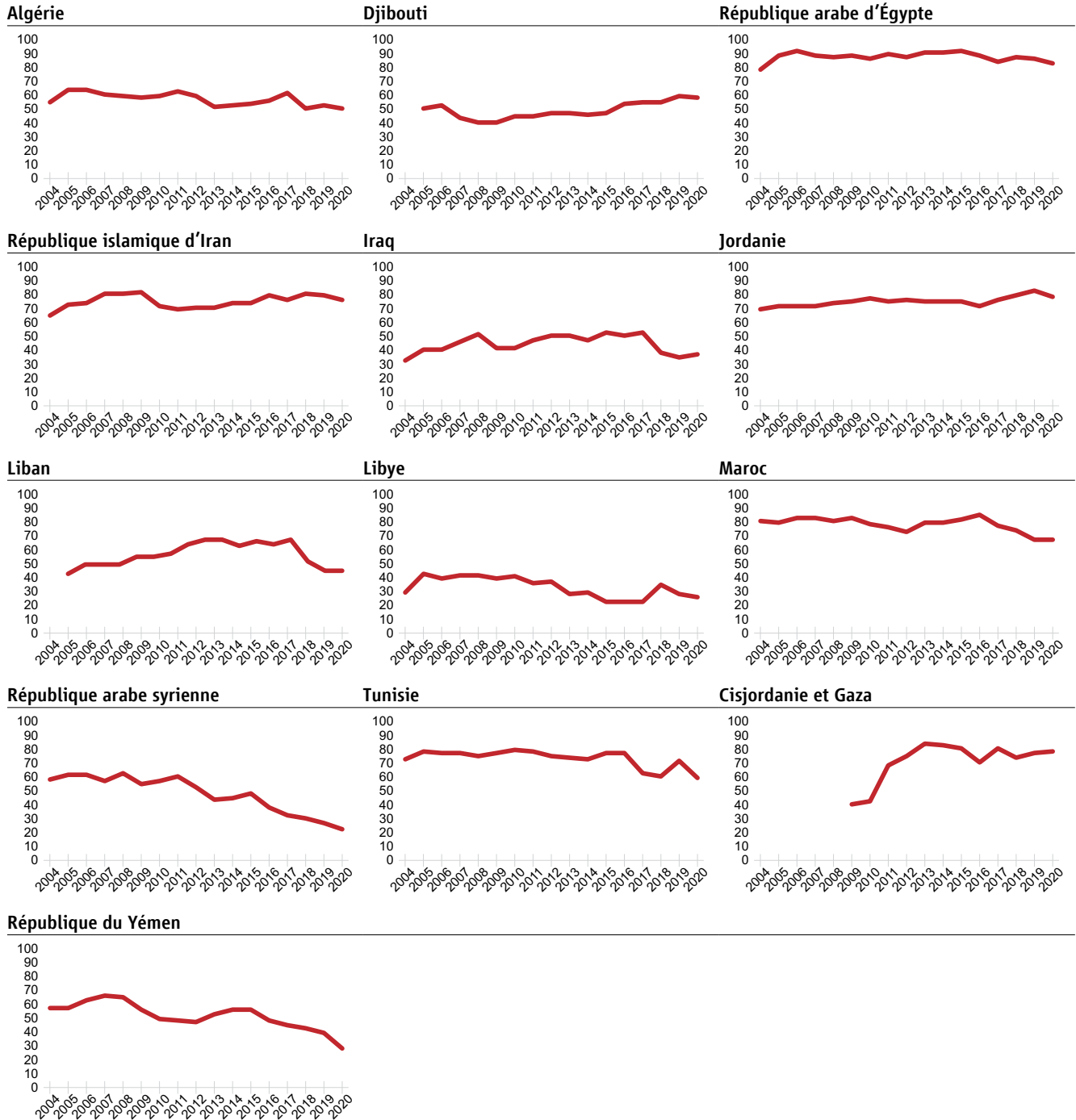
- Eicher, Theo S., David J. Kuenzel, Chris Papageorgiou, and Charis Chistofides. 2019. "Forecasts in Times of Crises." *International Journal of Forecasting* 36:1143-1159.
- Ekhatior-Mobayode, Uche Eseosa, and Johannes Hoogeveen. 2021. Microdata Collection and Openness in the Middle East and North Africa (MENA). August 24. <https://doi.org/10.5281/zenodo.5241685>
- Fabo, Brian, Martina Jancokova, Elisabeth Kempf, and Lubos Pastor. 2020. "Fifty Shades of QE: Conflicts of Interest in Economic Research." NBER Working Paper Series No. 27849.
- Finel, Bernard I., and Kristin M. Lord. 1999. "The Surprising Logic of Transparency." *International Studies Quarterly* 43, no. 2:315–339.
- Flores, Julia Estefania, David Furceri, Siddharth Kothari, and Jonathan D. Ostry. 2021. "Worse Than You Think: Public Debt Forecast Errors in Advanced and Developing Economies." CEPR Discussion Paper No. DP16108.
- Gatti, Roberta, Daniel Lederman, Rachel Yuting Fan, Arian Hatefi, Ha Nguyen, Anja Sautmann, Joseph Martin Sax, and Christina A. Wood. 2021. *Overconfident: How Economic and Health Fault Lines Left the Middle East and North Africa Ill-Prepared to Face COVID-19*. MENA Economic Update. Washington, DC: World Bank. October.
- Genberg, Hans, and Andrew Martinez. 2014. "User Perspectives on IMF Forecasts: Survey Methodology and Results." Independent Evaluation Office (IEO) Background Document BD/14/01. Washington, DC: International Monetary Fund.
- Genberg, Hans, Andrew Martinez, and Michael Salemi. 2014. "The IMF/WEO Forecast Process." Independent Evaluation Office (IEO) Background Paper BP/14/03. Washington, DC: International Monetary Fund.
- Gentilini, Ugo, Mohamed Bubaker Alsafi Almenfi, John D. Blomquist, Pamela Dale, Luciana De La Flor Giuffra, Vyjayanti Tharmaratnam Desai, Maria Belen Fontenez, Guillermo Alfonso Galicia Rabadan, Veronica Lopez, Ana Georgina Marin Espinosa, Harish Natarajan, David Locke Newhouse, Robert J. Palacios, Ana Patricia Quiroz, Claudia P. Rodriguez Alas, Gayatri Sabharwal, Michael Weber. 2021. "Social Protection and Jobs Responses to COVID-19: A Real-Time Review of Country Measures." *COVID-19 Living Paper*. Washington, D.C.: World Bank Group.
- Gruss, Bertrand and Suhaib Kebhaj, 2019. "Commodity Terms of Trade: A New Database," IMF Working Papers 2019/021, International Monetary Fund.
- Griffin, John M. and Dragon Yongjun Tang. 2012. "Did subjectivity play a role in CDO credit ratings?" *Journal of Finance*, 67(4): 1293-1328.
- Ho, Giang and Paolo Mauro. 2016. "Growth – Now and Forever?" *IMF Economic Review* 64(3): 526-547.
- Hong, Harrison and Marcin Kacperczyk. 2010. "Competition and bias." *Quarterly Journal of Economics*, 125(4): 1683-1725.
- Hoogeveen, Johannes, and Gladys Lopez-Acevedo. 2021. Distributional Impacts of COVID-19 in the Middle East and North Africa Region. Washington, DC: World Bank.
- Hubbard, Ben. 2021. Collapse: Inside Lebanon's Worst Economic Meltdown in More Than a Century, New York Times, published August 4, 2021, Updated Oct 10, 2021.
- Ianchovichina, Elena and Maros Ivanic. 2016. "Economic Effects of the Syrian War and the Spread of the Islamic State on the Levant," *The World Economy* 39(10): 1584-1627.
- Islam, Asif Mohammed and Daniel Lederman. 2020. "Data Transparency and Long-Run Growth." Policy Research Working Paper No. 9493. Washington, DC: World Bank.
- Jochem, Torsten and Florian S. Peter. 2017. "Optimism Propagation." <https://www.aeaweb.org/conference/2018/preliminary/paper/bR43inf7>.
- Keane, Michael P. and David E. Runkle. 1990. "Testing the Rationality of Price Forecasts: New Evidence from Panel Data." *American Economic Review*, 80(4): 714-735.

- Kubota, Megumi and Albert Zeufack. 2020. "Assessing the Returns on Investment in Data Openness and Transparency." Policy Research Working Paper No. 9139. Washington, DC: World Bank.
- Lawson, Fred H. 1985. "Social Origins of Inflation in Contemporary Egypt." *Arab Studies Quarterly*, 7(1), 36–57.
- Lederman, Daniel and Guido Porto. 2016. "The Price Is Not Always Right: On the Impacts of Commodity Prices on Households (and Countries)" *The World Bank Research Observer*, Volume 31 (1), pp 168–197.
- Loungani, Prakash, Herman Stekler and Natalia Tamirisa. 2013. "Information Rigidity in Growth Forecasts." *International Journal of Forecasting*, 29: 605-621.
- Loungani, Prakash. 2001. "How accurate are private sector forecasts? Cross-country evidence from consensus forecasts of output growth." *International Journal of Forecasting*, 17(3): 419–432.
- Malmendier, Ulrike and Devin Shanthikumar. 2007. "Are small investors naive about incentives?" *Journal of Financial Economics*, 85(2): 457-489.
- Mathis, Jerome, James McAndrews, and Jean-Charles Rochet. 2009. "Rating the Raters: Are Reputation Concerns Powerful Enough to Discipline Rating Agencies?" *Journal of Monetary Economics*, 56(5): 657-674.
- Mitchell, Ronald B. 1998. "Sources of Transparency: Information Systems in International Regimes." *International Studies Quarterly*, 42(1): 109–130.
- Morikawa, Masayuki. 2020. "Uncertainty in Long-term Macroeconomic Forecasts: Ex post Evaluation of Forecasts by Economics Researchers." *The Quarterly Review of Economics and Finance*. <https://doi.org/10.1016/j.qref.2020.10.017>.
- Muth, John F. 1961. "Rational Expectations and the Theory of Price Movements." *Econometrica*, 29(3): 315-335.
- Novta, Natalija and Evgenia Pugacheva. 2021. "The Macroeconomic Costs of Conflict." *Journal of Macroeconomics*, 68(103286). <https://doi.org/10.1016/j.jmacro.2021.103286>.
- Nordhaus, William D. 1987. "Forecasting Efficiency: Concepts and Applications." *The Review of Economics and Statistics*, 69(4): 667-674.
- Pigou, Arthur. 1927. *Industrial Fluctuations*. London: MacMillan.
- Sandefur, Justin and Arvind Subramanian. 2020. "The IMF's Growth Forecasts for Poor Countries Don't Match its COVID Narrative." CGDEV Working Paper No. 533.
- Timiraos, Nick (2022) "Powell Says Fed Will Consider More-Aggressive Interest-Rate Increases to Reduce Inflation" The Wall Street Journal, March 21, 2022.
- Vohra, Anchal. 2021. Nobody Knows What Lebanon's Currency Is Worth Anymore. Foreign Policy, April 5, 2021.
- World Bank. 2020. *Building for Peace: Reconstruction for Security, Equity, and Sustainable Peace in MENA*. Washington, DC.
- World Bank. 2021. Lebanon Economic Monitor, Spring 2021: Lebanon Sinking (to the Top 3). Global Practice for Macroeconomics, Trade & Investment Middle East and North Africa Region. Spring 2021. <http://documents.worldbank.org/curated/en/394741622469174252/pdf/Lebanon-Economic-Monitor-Lebanon-Sinking-to-the-Top-3.pdf>.
- World Bank. 2022a. COVID-19 High-Frequency Monitoring Dashboard." The World Bank Group. Washington, DC.
- World Bank. 2022b. MENA Crisis Tracker. <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/a32a611d09ad47947f154d81c635b658-0280032022/original/MENA-Crisis-Tracker-2-7-2022.pdf>.

Annexe

Annexe II.1. Définitions, tableaux de régression et figures

Figure X1. Indice de capacité statistique au fil du temps, par pays MENA

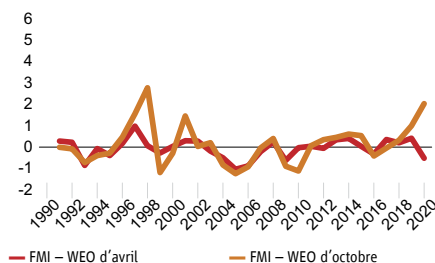


Source : Banque mondiale, Indice de capacité statistique.

Figure X2. Erreurs de prévisions régionales à long terme

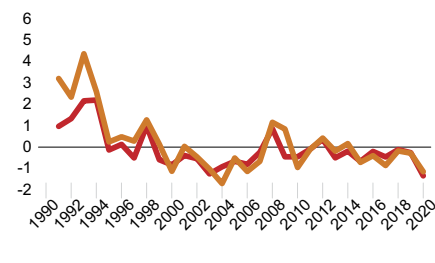
Asie de l'Est et Pacifique

Erreur de prévision, en points de pourcentage



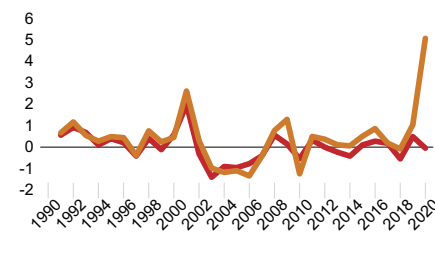
Europe et Asie centrale

Erreur de prévision, en points de pourcentage



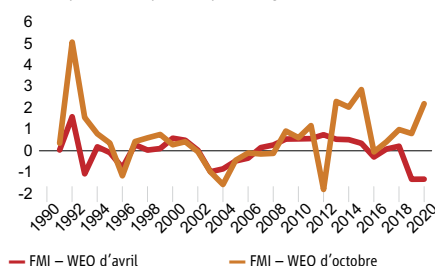
Amérique latine et Caraïbes

Erreur de prévision, en points de pourcentage



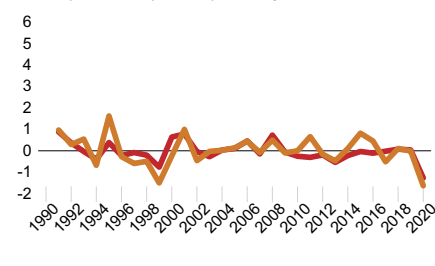
Moyen-Orient et Afrique du Nord

Erreur de prévision, en points de pourcentage



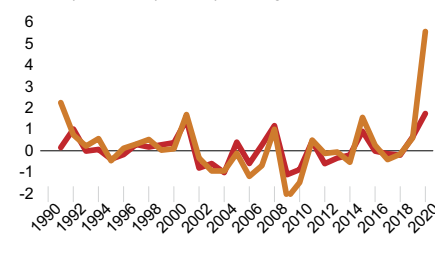
Amérique du Nord

Erreur de prévision, en points de pourcentage



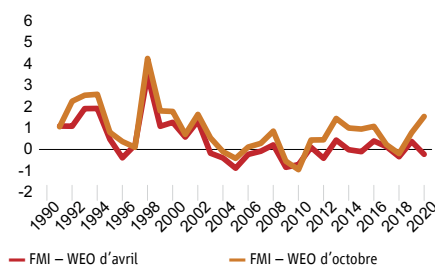
Asie du Sud

Erreur de prévision, en points de pourcentage



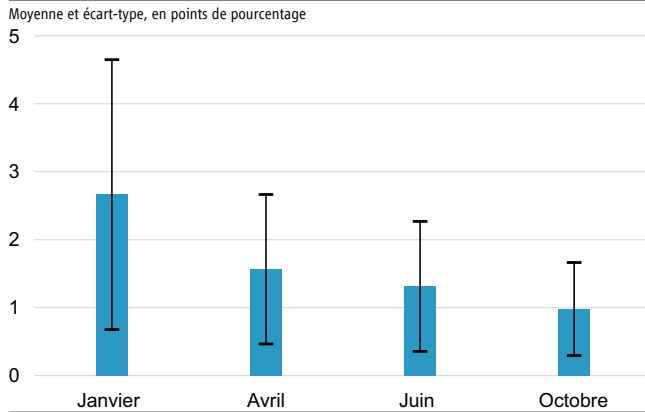
Afrique subsaharienne

Erreur de prévision, en points de pourcentage



Source : Calculs des auteurs, sur la base des *Perspectives de l'économie mondiale* du Fonds monétaire international.

Figure X3. Erreurs de prévision absolues, par mois

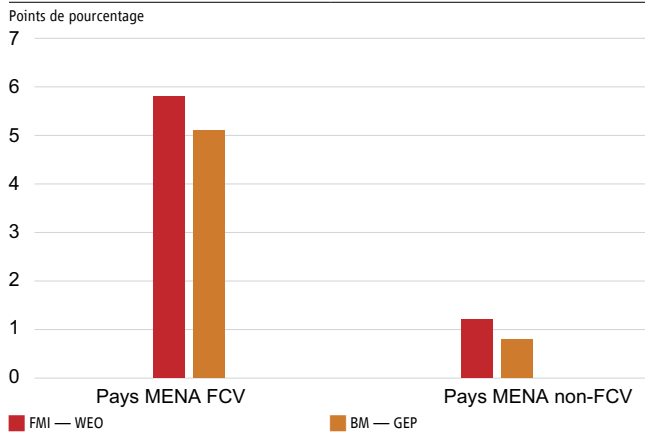


Source : Calculs des auteurs, sur la base des *Perspectives de l'économie mondiale* du Fonds monétaire international.

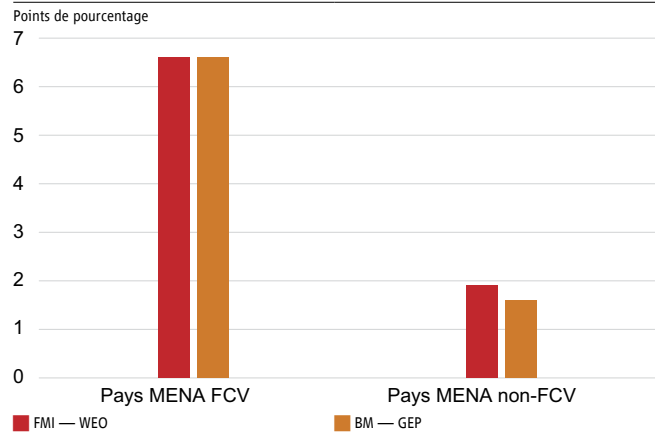
Notes : Erreurs des prévisions de janvier, d'avril, de juin et d'octobre, de 2010 jusqu'en 2020. L'échantillon de 125 pays est établi par les *Perspectives économiques mondiales* de la Banque mondiale. La limite supérieure (inférieure) est définie comme la moitié d'un écart-type au-dessus (au-dessous) de la médiane.

Figure X4. Erreurs de prévision de la croissance en janvier pour les pays FCV et non-FCV de la région MENA

Panneau A. Optimisme : erreur de prévision (2010-2019)



Panneau B. Imprécision : erreur de prévision absolue (2010-2019)



Source : Calculs des auteurs à partir des *Perspectives de l'économie mondiale* du Fonds monétaire international et des *Perspectives économiques mondiales* de la Banque mondiale..

Tableau X1. Déterminants des erreurs de prévision absolues de la croissance

Y = Valeur absolue des erreurs de prévision	Modèle de référence			Avec la variable muette de la région MENA et l'interaction avec l'ICS			Avec l'instabilité de la croissance		
	GEP-BM (2010-2020)	WEO-FMI (2010-2020)	Consensus Economics et Focus Economics (2015-2020)	GEP-BM (2010-2020)	WEO-FMI (2010-2020)	Consensus Economics et Focus Economics (2015-2020)	GEP-BM (2010-2020)	WEO-FMI (2010-2020)	Consensus Economics et Focus Economics (2015-2020)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
Logarithme de l'ICS (décalé)	-2,348*	-2,580** (1,148)	-2,550 (1,829)	-0,962* (0,577)	-1,231** (0,526)	0,550 (0,823)	-1,493** (0,617)	-1,697*** (0,555)	-2,447 (1,741)
Variable muette de la région MENA				54,242* (30,404)	51,995** (25,373)	38,411*** (13,321)			
MENA * logarithme de l'ICS (décalé)				-12,691* (7,138)	-12,127** (5,945)	-8,790*** (3,097)			
Instabilité de la croissance (décalée)							0,396*** (0,144)	0,409*** (0,114)	0,284*** (0,079)
Logarithme du PIB par habitant (décalé)	0,318	0,310 (0,207)	-0,166 (0,434)	0,142 (0,123)	0,133 (0,139)	-0,160 (0,318)	0,142 (0,099)	0,127 (0,113)	-0,237 (0,358)
Valeur absolue des prix des produits de base à l'exportation	2,222	4,793 (5,286)	9,420 (9,931)	-2,470 (6,235)	0,210 (5,335)	2,250 (8,734)	-1,156 (4,049)	1,301 (4,833)	6,948 (10,376)
Variable muette des chocs des conflits internes	0,458	0,295 (0,355)	0,617 (0,419)	0,095 (0,203)	-0,069 (0,250)	0,229 (0,366)	0,082 (0,198)	-0,094 (0,224)	0,156 (0,395)
Logarithme de la population totale (décalé)	-0,171***	-0,149** (0,067)	-0,244** (0,109)	-0,200*** (0,051)	-0,179*** (0,061)	-0,198* (0,099)	-0,111* (0,056)	-0,087 (0,060)	-0,130 (0,098)
Variable muette de boom = 1, s'il est supérieur à la croissance médiane (décalée)	-0,183	-0,329* (0,168)	-0,749*** (0,262)	-0,238 (0,186)	-0,378** (0,161)	-0,655** (0,249)	-0,179 (0,197)	-0,325* (0,171)	-0,630** (0,241)
Constante	11,943***	13,169*** (3,796)	18,201** (8,428)	8,142*** (2,343)	9,541*** (2,529)	3,985 (2,801)	7,712*** (2,114)	8,795*** (2,131)	15,722** (7,123)
Nombre d'observations	1,242	1,242	326	1,242	1,242	326	1,242	1,242	326
R2	0,341	0,313	0,481	0,385	0,355	0,519	0,412	0,390	0,495
R2 ajusté	0,333	0,304	0,463	0,376	0,346	0,499	0,403	0,381	0,476
Nombre de pays	126	126	56	126	126	56	126	126	56

Source : Calculs effectués par les auteurs à partir des données de Consensus Economics et de Focus Economics, des *Perspectives de l'économie mondiale* (WEO) du Fonds monétaire international et des *Perspectives économiques mondiales* (GEP) de la Banque mondiale

Notes : Les seuils de signification statistique sont de 0,01 - ***; 0,05 - **; 0,1 - *. Les erreurs types sont robustes et groupées au niveau des pays. Les régressions prennent en compte les effets fixes par année. L'année de référence est 2015. Les échantillons des colonnes (1), (4) et (7) se rapportent à l'échantillon des prévisions de janvier des *Perspectives économiques mondiales* de la Banque mondiale pour la période 2010-2020, qui couvre 126 pays. Cet échantillon commun est utilisé pour définir les échantillons des colonnes (2), (5) et (8) pour les prévisions du WEO publiées en janvier par le FMI pour la période 2010-2020. Les échantillons des colonnes (3), (6) et (9) se rapportent aux prévisions de janvier de Consensus Economics et aux prévisions de janvier de Focus Economics pour la région MENA, pour la période 2015-2020, couvrant 56 pays, et ne doivent pas forcément être les mêmes que ceux utilisés pour le GEP de la Banque mondiale et le WEO du FMI. Toutes les régressions prennent en compte les effets fixes par année. Le « logarithme de l'ICS (décalé) » est le logarithme décalé de l'indicateur de capacité statistique; la « variable muette de la région MENA » est égale à 1 lorsque le pays fait partie de la région MENA; le « MENA * logarithme de l'ICS (décalé) » est l'interaction entre la variable muette de la région MENA et le logarithme décalé de l'ICS; l'« instabilité de la croissance (décalée) » est l'écart-type décalé des taux de croissance réalisés sur 10 ans; le « logarithme du PIB par habitant (décalé) » est le logarithme décalé du PIB par habitant en dollars constants de 2010; la « valeur absolue des chocs des prix des produits de base à l'exportation » est une variable qui reflète à la fois l'exposition aux exportations de produits de base et les fluctuations des prix internationaux; le terme « conflits internes » désigne une variable muette pour les paires pays-années de conflits internes — telles que déterminées à l'aide de la base de données UCDP-Prio Dataset; le « logarithme de la population totale (décalé) » et la « variable muette de boom, si celui-ci est supérieur à la croissance médiane (décalée) », est une variable muette décalée pour les booms économiques si la croissance est supérieure ou égale à la croissance médiane des 10 années précédentes.

Y = Erreurs de prévision (croissance prévue moins croissance réalisée)	Modèle de référence			Avec la variable muette de la région MENA et l'interaction avec l'ICS			Avec l'instabilité de la croissance		
	GEP-BM (2010-2020)	WEO-FMI (2010-2020)	Consensus Economics et Focus Economics (2015-2020)	GEP-BM (2010-2020)	WEO-FMI (2010-2020)	Consensus Economics et Focus Economics (2015-2020)	GEP-BM (2010-2020)	WEO-FMI (2010-2020)	Consensus Economics et Focus Economics (2015-2020)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
Logarithme de l'ICS	-3,310*** (1,259)	-3,410*** (1,181)	-2,672 (2,035)	-1,857*** (0,680)	-1,891*** (0,671)	1,023 (0,860)	-2,425*** (0,708)	-2,529*** (0,698)	-2,486 (1,933)
Variable muette de la région MENA				49,219 (31,500)	50,095* (25,459)	41,722*** (14,359)			
MENA* logarithme de l'ICS				-11,414 (7,380)	-11,551* (5,962)	-9,582*** (3,291)			
Instabilité de la croissance (décalée)							0,357** (0,159)	0,356** (0,139)	0,216* (0,113)
Logarithme du PIB par habitant (décalé)	0,346* (0,201)	0,324 (0,201)	-0,362 (0,465)	0,137 (0,130)	0,097 (0,137)	-0,419 (0,350)	0,164 (0,120)	0,144 (0,125)	-0,431 (0,434)
Valeur absolue des prix des produits de base à l'exportation	5,412 (3,444)	2,734 (4,481)	-6,220 (9,256)	7,565* (3,928)	4,980 (4,025)	-2,715 (9,453)	4,934 (3,363)	2,258 (4,982)	-5,597 (9,537)
Variable muette des chocs des conflits internes	0,320 (0,342)	0,229 (0,364)	0,347 (0,549)	-0,069 (0,241)	-0,194 (0,263)	-0,147 (0,470)	-0,035 (0,248)	-0,124 (0,263)	-0,030 (0,488)
Logarithme de la population totale (décalé)	-0,111** (0,050)	-0,113* (0,060)	-0,184 (0,120)	-0,151*** (0,047)	-0,159*** (0,059)	-0,133 (0,112)	-0,062 (0,059)	-0,065 (0,062)	-0,097 (0,105)
Variable muette de boom = 1 s'il est supérieur à la croissance médiane (décalée)	-0,198 (0,207)	-0,526*** (0,194)	-0,671* (0,378)	-0,229 (0,211)	-0,551*** (0,187)	-0,570 (0,359)	-0,187 (0,213)	-0,515*** (0,191)	-0,578 (0,350)
Constante	14,230*** (3,912)	15,810*** (3,770)	18,889* (10,188)	10,464*** (2,493)	11,991*** (2,597)	2,431 (3,569)	10,078*** (2,433)	11,676*** (2,531)	16,613* (8,707)
Nombre d'observations	1,242	1,242	326	1,242	1,242	326	1,242	1,242	326
R2	0,381	0,359	0,485	0,412	0,393	0,522	0,426	0,403	0,492
R2 ajusté	0,373	0,351	0,467	0,403	0,384	0,502	0,418	0,395	0,473
Nombre de pays	126	126	56	126	126	56	126	126	56

Source : Calculs effectués par les auteurs à partir des données de Consensus Economics et de Focus Economics, des *Perspectives de l'économie mondiale* du Fonds monétaire international et des *Perspectives économiques mondiales* (GEP) de la Banque mondiale.

Notes : Les seuils de signification statistique sont de 0,01 - ***; 0,05 - **; 0,1 - *. Les erreurs types sont robustes et groupées au niveau des pays. Les régressions prennent en compte les effets fixes par année. L'année de référence est 2015. Les échantillons des colonnes (1), (4) et (7) se rapportent à l'échantillon des prévisions de janvier des *Perspectives économiques mondiales* de la Banque mondiale pour la période 2010-2020, qui couvre 126 pays. Cet échantillon commun est utilisé pour définir les échantillons des colonnes (2), (5) et (8) pour les prévisions du WEO publiées en janvier par le FMI pour la période 2010-2020. Les échantillons des colonnes (3), (6) et (9) se rapportent aux prévisions de janvier de Consensus Economics et aux prévisions de janvier de Focus Economics pour la région MENA, pour la période 2015-2020, couvrant 56 pays, et ne doivent pas forcément être les mêmes que ceux utilisés pour le GEP de la Banque mondiale et le WEO du FMI. Toutes les régressions prennent en compte les effets fixes par année. Le « logarithme de l'ICS (décalé) » est le logarithme décalé de l'indicateur de capacité statistique; la « variable muette de la région MENA » est égale à 1 lorsque le pays fait partie de la région MENA; le « MENA * logarithme de l'ICS (décalé) » est l'interaction entre la variable muette de la région MENA et le logarithme décalé de l'ICS; l'« instabilité de la croissance (décalée) » est l'écart-type décalé des taux de croissance réalisés sur 10 ans; le « logarithme du PIB par habitant (décalé) » est le logarithme décalé du PIB par habitant en dollars constants de 2010; la « valeur absolue des chocs des prix des produits de base à l'exportation » est une variable qui reflète à la fois l'exposition aux exportations de produits de base et les fluctuations des prix internationaux; le terme « conflits internes » désigne une variable muette pour les paires pays-années de conflits internes — telles que déterminées à l'aide de la base de données UCDP-Prio Dataset; le « logarithme de la population totale (décalé) » et la « variable muette de boom, si celui-ci est supérieur à la croissance médiane (décalée) », est une variable muette décalée pour les booms économiques si la croissance est supérieure ou égale à la croissance médiane des 10 années précédentes.

Tableau X3. Sous-indicateurs de l'ICS en tant que variables explicatives des erreurs de prévision

Y = Variable de résultat	Valeur absolue des erreurs de prévision	Erreurs de prévision
	GEP-BM (2010-2020)	
	(1)	(2)
Logarithme de l'ICS : PIB direct (décalé)	-0,461	-0,380 (0,328)
Logarithme de l'ICS : PIB indirect (décalé)	-0,050	-0,266 (0,284)
Logarithme de l'ICS : autre écosystème de données (décalé)	-1,104*	-2,026*** (0,744)
Instabilité de la croissance (décalée)	0,396***	0,354** (0,160)
Logarithme du PIB par habitant (décalé)	0,169	0,163 (0,134)
Valeur absolue des prix des produits de base à l'exportation	-1,355	
Chocs des prix des produits de base à l'exportation		4,737 (3,294)
Variable muette des chocs des conflits internes	0,076	-0,058 (0,248)
Logarithme de la population totale (décalé)	-0,097*	-0,053 (0,058)
Variable muette de boom =1, s'il est supérieur à la croissance médiane (décalé)	-0,187 (0,198)	-0,181 (0,216)
Constante	0,326 (1,864)	-1,284 (2,001)
Nombre d'observations	1,240	1,240
R2	0,414	0,427
R2 ajusté	0,404	0,418
<i>Nombre de pays</i>		126

Source : Calculs effectués par les auteurs à partir des *Perspectives économiques mondiales* (GEP) de la Banque mondiale.

Notes : Les seuils de signification statistique sont de 0,01 - ***; 0,05 - **; 0,1 - *. Les erreurs types sont robustes et groupées au niveau des pays. Les régressions prennent en compte des effets fixes par année, et l'année de référence est 2015. L'échantillon GEP-Banque mondiale 2010-2020 est utilisé pour les erreurs de prévision absolues et les erreurs de prévision de la croissance. Le « PIB direct » renvoie aux sous-indicateurs de l'ICS qui rendent compte directement de la qualité et la périodicité des chiffres du PIB, isolant ainsi la production ou l'utilisation des capacités (côté réel de l'économie). Le « PIB indirect » fait référence aux variables qui ont une incidence indirecte sur le calcul des chiffres du PIB et sont donc liées au cadre de l'économie. L'« Autre écosystème de données » renvoie aux indicateurs généraux de l'écosystème de données. Toutes les régressions comportent des effets fixes par année. L'« instabilité de la croissance (décalée) » est l'écart-type décalé sur 10 ans des taux de croissance réalisés; le « logarithme du PIB par habitant (décalé) » est le logarithme décalé du PIB par habitant en dollars constants de 2010; la « valeur absolue des chocs des prix des produits de base à l'exportation » est une variable qui rend compte à la fois de l'exposition aux exportations de produits de base et des fluctuations des prix internationaux; le terme « conflits internes » fait référence à une variable muette pour les paires pays-années de conflits internes, telles que déterminées à l'aide de la base de données UCDP-Prio; le « logarithme de la population totale (décalé) » et la « variable muette de boom, si celui-ci est supérieur à la croissance médiane (décalée) », est une variable muette décalée pour les booms économiques lorsque la croissance est supérieure ou égale à la croissance médiane des 10 années précédentes.

Tableau X4. IPS et les erreurs de prévision de la croissance				
Y = Variable de résultat	Modèle de référence		Avec l'instabilité de la croissance	
	Erreur de prévision	Erreur de prévision absolue	Erreur de prévision	Erreur de prévision absolue
GEP-BM (2016-2019)				
	(1)	(2)	(3)	(4)
Logarithme des IPS (décalé)	-2,106*	-0,929	-2,082*	-0,878
	(1,090)	(1,142)	(1,135)	(1,160)
Instabilité de la croissance (décalée)			0,020	0,123
			(0,107)	(0,084)
Logarithme du PIB par habitant (décalé)	0,542***	0,372*	0,540***	0,383**
	(0,165)	(0,190)	(0,169)	(0,182)
Chocs des prix des produits de base à l'exportation	11,103*		11,110*	
	(5,854)		(5,839)	
Valeur absolue des prix des produits de base à l'exportation		-2,166		-4,070
		(8,255)		(7,649)
Variable muette des chocs des conflits internes	0,146	0,073	0,138	0,038
	(0,346)	(0,292)	(0,353)	(0,293)
Logarithme de la population totale (décalé)	-0,334***	-0,439***	-0,332***	-0,421***
	(0,099)	(0,089)	(0,103)	(0,092)
Variable muette de boom = 1, s'il est supérieur à la croissance médiane (décalé)	-0,184	-0,231	-0,183	-0,230
	(0,449)	(0,420)	(0,447)	(0,421)
Constante	9,340**	9,347**	9,166**	8,422**
	(3,720)	(3,683)	(4,102)	(4,032)
Nombre d'observations	487	487	487	487
R2	0,525	0,484	0,525	0,486
R2 ajusté	0,516	0,474	0,515	0,475
<i>Nombre de pays</i>	<i>124</i>	<i>124</i>	<i>124</i>	<i>124</i>

Source : Calculs effectués par les auteurs à partir des prévisions des *Perspectives économiques mondiales* de la Banque mondiale.

Notes : Les seuils de signification statistique sont de 0,01 - ***; 0,05 - **; 0,1 - *. Les erreurs types sont robustes et groupées au niveau des pays. Les régressions comportent des effets fixes par année. L'année de référence est 2017. Les échantillons des colonnes (1) à (4) se rapportent à l'échantillon des prévisions de janvier du GEP de la Banque mondiale pour la période 2016-2019, qui couvre 124 pays. L'échantillon est principalement constitué des pays en développement et des pays membres du CCG. Cet échantillon est fonction de la disponibilité des données du GEP de la Banque mondiale. Toutes les régressions comportent des effets fixes par année. Le « logarithme des IPS (décalé) » désigne le logarithme décalé des Indicateurs de performance statistique (IPS), l'« instabilité de la croissance (décalée) » est l'écart-type décalé sur 10 ans des taux de croissance réalisés; le « logarithme du PIB par habitant (décalé) » est le logarithme décalé du PIB par habitant en dollars constants de 2010; la « valeur absolue des chocs des prix des produits de base à l'exportation » est une variable qui rend compte à la fois de l'exposition aux exportations de produits de base et des fluctuations des prix internationaux; le terme « conflits internes » est une variable muette pour les paires pays-années de conflits internes, tels que définis à l'aide de la base de données UCDP-Prio Dataset; le « logarithme de la population totale (décalé) » et la « variable muette de boom, si celui-ci est supérieur à la croissance médiane (décalée) », est une variable muette décalée pour les booms économiques lorsque la croissance est supérieure ou égale à la croissance médiane des 10 années précédentes.

Annexe II.2. Estimation de la relation entre la capacité statistique et l'ampleur des erreurs de prévision de la croissance du PIB

La relation entre la capacité statistique et l'ampleur des erreurs de prévision est étudiée à l'aide de deux modèles couvrant trois échantillons différents de prévisionnistes. Le premier échantillon provient des prévisions des *Perspectives économiques mondiales* de janvier de la Banque mondiale, et le second provient des prévisions des *Perspectives de l'économie mondiale* de janvier du Fonds monétaire international. Les deux échantillons couvrent les mêmes pays (126 en tout) de 2010 à 2020. Le troisième échantillon est celui des prévisions de Consensus Economics et de Focus Economics, qui couvrent 56 pays de 2015 à 2020. Un modèle de groupe est estimé en utilisant la valeur absolue de l'erreur de prévision pour l'année en cours comme variable de résultat dérivée par régression sur le logarithme décalé de la capacité statistique et d'autres covariables comme on peut le voir dans l'équation (AII.2.1) ci-après :

$$\begin{aligned} AbsFcstErr_{i,t} = & \alpha + \beta_1 LogSCI_{i,t-1} + \beta_2 LogGDPpc_{i,t-1} + \beta_3 AbsLogExpPrices_{i,t} + \\ & \beta_4 InternalConflict_{i,t-1} + \beta_5 LogPop_{i,t-1} + \beta_6 Boom_{i,t-1} + \tau_t + \varepsilon_{i,t} \end{aligned} \quad (AII.2.1)$$

Où la variable dépendante est la valeur absolue des erreurs de prévision (*AbsFcstErr*), définie comme la croissance prévue moins la croissance réelle. Une erreur de prévision négative signifie que la croissance prévue est inférieure à la croissance réelle. La principale variable explicative est le logarithme de la capacité statistique décalée (*LogSCI*), mesurée par l'indicateur de capacité statistique (ICS) de la Banque mondiale. Parmi les autres variables explicatives, on peut citer le logarithme du PIB par habitant décalé (*LogGDPpc*); la valeur absolue de la variation logarithmique des prix des produits de base à l'exportation (*AbsLogExpPrices*), qui traduit à la fois l'exposition aux exportations de produits de base et les fluctuations des prix internationaux; une variable muette de conflit interne (*InternalConflict*) définie à l'aide de la base de données UCDP-Prio; le logarithme décalé de la population totale (*LogPop*); et une variable muette décalée pour les booms économiques (*Boom*), une variable muette décalée lorsque la croissance est supérieure ou égale à la croissance médiane des 10 années précédentes. Enfin, τ_t est l'effet fixe par année, et $\varepsilon_{i,t}$ est le terme d'erreur. Dans une spécification supplémentaire, on inclut l'instabilité de la croissance, qui correspond à l'écart-type de la croissance sur les 10 années précédentes.³² De nombreuses autres variables explicatives — telles que les institutions, la politique, le niveau d'informalité et les catastrophes naturelles — ont été prises en compte. Seulement, eu égard à leur faible pouvoir explicatif, ces variables n'ont pas été incluses afin que le modèle reste aussi simple que possible.

Dans une autre perspective, l'équation A1 est estimée à nouveau en utilisant l'erreur de prévision simple comme variable de résultat (*FcstErr*) pour analyser l'optimisme et le pessimisme de la prévision. Autre ajustement : le logarithme décalé de la variation des prix des produits de base à l'exportation (*LogExpPrices*) est utilisé dans l'équation AII.2.2 en lieu et place de sa valeur absolue dans l'équation A1.

$$\begin{aligned} FcstErr_{i,t} = & \alpha + \beta_1 LogSCI_{i,t-1} + \beta_2 LogGDPpc_{i,t-1} + \beta_3 LogExpPrices_{i,t} + \beta_4 InternalConflict_{i,t-1} + \\ & \beta_5 LogPop_{i,t-1} + \beta_6 Boom_{i,t-1} + \tau_t + \varepsilon_{i,t} \end{aligned} \quad (AII.2.2)$$

Dans l'ensemble des spécifications et des échantillons, les résultats montrent une corrélation négative entre la capacité statistique et l'ampleur et le signe des erreurs de prévision.

³² Il convient de noter que les effets fixes par pays ne sont pas inclus dans ces estimations, principalement parce que l'indicateur de capacité statistique a une variation limitée dans le temps.

Annexe II.3. Une comparaison des types de prévisionnistes

Le type de prévisionniste peut influencer l'ampleur des erreurs de prévision ou l'optimisme des prévisions. Pour en tenir compte, des variables muettes sont créées afin de rendre compte des différentes catégorisations de prévisionnistes.

▸ Régression de la catégorisation institutionnelle

Les prévisionnistes sont subdivisés en trois catégories en fonction de la source des erreurs de prévision. Il s'agit du FMI (ensemble de données des *Perspectives de l'économie mondiale*), de la Banque mondiale (ensemble de données des *Perspectives économiques mondiales*) et des prévisionnistes privés (ensembles de données de Consensus Economics et de Focus Economics). Les prévisions de croissance du PIB de janvier sont utilisées aux fins d'analyse pour tous les types de prévisionnistes. Les prévisions privées sont obtenues à partir de deux sources. Les prévisions pour la région MENA sont tirées de Focus Economics, tandis que les prévisions privées pour le reste du monde proviennent de l'ensemble de données de Consensus Economics. Les équations (AII.2.1) et (AII.2.2) visées à l'annexe II.2 sont modifiées afin de les inclure comme suit :

$$AbsFcstErr_{i,t,f} = \alpha + \beta_1 LogSCI_{i,t-1} + \beta_2 LogGDPpc_{i,t-1} + \beta_3 AbsLogExpPrices_{i,t} + \beta_4 InternalConflict_{i,t-1} + \beta_5 LogPop_{i,t-1} + \beta_6 Boom_{i,t-1} + \beta_7 IMF_Dummy_f + \beta_8 Consensus_Dummy_f + \tau_t + \varepsilon_{i,t} \quad (AII.3.1)$$

$$FcstErr_{i,t,f} = \alpha + \beta_1 LogSCI_{i,t-1} + \beta_2 LogGDPpc_{i,t-1} + \beta_3 LogExpPrices_{i,t} + \beta_4 InternalConflict_{i,t-1} + \beta_5 LogPop_{i,t-1} + \beta_6 Boom_{i,t-1} + \beta_7 IMF_Dummy_f + \beta_8 ConsFocus_Dummy_f + \tau_t + \varepsilon_{i,t} \quad (AII.3.2)$$

Où i désigne le pays, t l'année et f le prévisionniste. Une variable muette est créée pour les prévisions du FMI (IMF_Dummy) et celles de Consensus Economics et Focus Economics ($ConsFocus_Dummy$). Les prévisions provenant de la Banque mondiale constituent la catégorie de comparaison omise (pour éviter la multicolinéarité).

▸ Régression de la catégorisation géographique

Les prévisionnistes individuels sont également classés en fonction de leur proximité géographique avec les pays pour lesquels ils émettent des prévisions. Cette proximité est fonction de l'emplacement du siège social du prévisionniste. Les trois catégories sont les suivantes : *Locale* (le pays du siège est le même que le pays pour lequel les prévisions sont émises), *Régionale* (le pays du siège est dans la même région que le pays faisant l'objet de la prévision, sur la base de la catégorisation régionale de la Banque mondiale) et *Internationale* (si le pays du siège et le pays faisant l'objet de la prévision ne sont pas géographiquement liés, que ce soit sur le plan local ou régional). Les prévisions de la Banque mondiale et du FMI sont classées dans la catégorie « Internationale ». Les équations AII.3.1 et AII.3.2 sont modifiées comme suit : les variables muettes du FMI et de Consensus Economics sont remplacées par des variables muettes créées pour les prévisionnistes régionaux ($Regional_Dummy$) et pour les prévisionnistes internationaux ($Intl_Dummy$). Les prévisionnistes locaux constituent la catégorie de comparaison exclue des régressions.

**CONFRONTATION AVEC LA RÉALITÉ : PRÉVISIONS DE CROISSANCE DANS LA RÉGION
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD EN PÉRIODE D'INCERTITUDE**

